



**Conseil Communautaire
de la Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

- - - - -

**Séance publique du
jeudi 30 octobre 2014**

- - - - -

PROCES-VERBAL

SEANCE ORDINAIRE DU 30 OCTOBRE 2014

L'an deux mille quatorze et le trente octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme A. AMIEL suppléant de M. J.-F. AUDRIN, Mme T. FRANCES suppléant de M. T. BREYSSE, Mme J. SCHWARTZ suppléant de M. L. JAOL, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

Mme V. DEMON à M. A. LARUE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. T. DEWINTRE à Mme I. GUIRAUD, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, M. G. LANNELONGUE à M. J. DOMERGUE, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

Monsieur le Président

Si vous voulez bien prendre place, nous allons débiter cette séance du Conseil d'Agglomération de Montpellier Méditerranée Métropole. Avant toute chose et en préliminaire, je vais demander au professeur Jean-Louis Lamarque de bien vouloir nous rejoindre ici dans l'hémicycle.

Nous avons souhaité rencontré Jean-Louis Lamarque, professeur de médecine à Montpellier, l'un des précurseurs de la prévention du cancer du sein, à quelques jours de cette semaine 'rose' qui a été consacrée à cet événement et que nous avons nous-mêmes célébré à la demande de Caroline Navarre, conseillère d'Agglomération et conseillère municipale de Montpellier, par l'habillage d'une de nos rames de tramway consacré à la prévention du cancer du sein. Nous savons tous ce que le professeur Jean-Louis Lamarque a apporté et continue à apporter, parce que c'est un combattant, il ne s'arrête jamais et il a raison parce qu'il ne faut jamais s'arrêter. Je vais lui remettre une médaille et je vais lui laisser la parole.

Cher professeur Lamarque, au nom du Conseil d'Agglomération qui deviendra bientôt le Conseil de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole, je vous remets la première médaille de citoyen d'honneur de la Métropole de Montpellier.

Monsieur LAMARQUE

Merci. Monsieur le Maire, Monsieur le Président, Madame Navarre, Adjointe dans le domaine de la santé, je vous remercie tous de ne pas m'avoir oublié, parce qu'il n'y a rien de pire que l'oubli pour une personne âgée. Vous avez peut-être lu le texte qu'un homme célèbre a fait sur être vieux, oui, c'est vrai que c'est terrible d'être oublié dans les actions pour lesquelles surtout on a agi et où on a cru. Je voudrais simplement dire deux choses.

On ne peut absolument rien faire si on ne croit pas en ce que l'on fait.

Deuxièmement, on ne peut rien faire sans une équipe de gens qui vous croient et qui vous soutiennent. C'est pour ça que je remercie aujourd'hui toutes ces collectivités avec qui j'ai travaillé, tous les maires, tous ceux qui ont cru en ce travail, mais surtout saluer la mémoire de Georges Frêche. En fait Frêche était mon ami bien avant que j'aie à la mairie et que je devienne vice-président du district « solidarité santé et euromédecine ». C'est grâce à cet homme qui croyait et qui était différent des ministres qui me disaient, « vous avez tort parce que c'est plus compliqué que ça » ou plutôt, « vous avez raison, mais ça va être difficile, il y a des problèmes ». Donc, on ne peut rien faire sans cette croyance, on ne peut agir qu'à travers le fait que des gens soutiennent une grande idée.

La deuxième grande idée qui est fondamentale, c'est qu'il ne faut surtout pas croire aux gens qui s'opposent à vous. Quand vous avez une conviction, moi je sais ce que je pense d'eux, je dis « ce sont des... ». Et en fait, il faut surtout penser à la phrase « ils l'ont fait parce qu'ils ne savaient pas que c'était impossible ». Il y a 24 ans, tout le monde était contre nous, y compris le corps médical, le corps politique, tout le monde et un seul homme, dans un avion, entre la France et l'Australie, je lui ai rédigé deux pages en disant « ils refusent tous, mais c'est un truc formidable, c'est le dépistage du cancer du sein ». Il a dit oui en descendant de l'avion et à partir de là, nous avons lancé cette grande entreprise que tout le monde a suivi, mais quand même que les Français ont suivi 14 ans après nous. Et nous sommes encore les seuls à avoir les meilleurs résultats dans ce domaine. C'est le diagnostic précoce des maladies qui fait tout, donc le dépistage, et aujourd'hui le résultat est là. Nous y avons cru, parce que les autres croyaient que c'était impossible, mais nous pas. Le nombre de cancers du sein augmente, mais la mortalité diminue et ça, c'est quelque chose d'important et c'est Montpellier, c'est nous qui l'avons fait et mené dès le début. Ce sont des milliers de souffrances diminuées, des milliers de vies sauvées. Rien que ça, c'est important, car soigner c'est bien, mais guérir c'est mieux. Merci à vous tous qui m'avez aidé.

Monsieur le Président

Je vais demander à Madame Catherine Dardé, première vice-présidente de l'Agglomération de venir nous rejoindre à la tribune. Je vais demander, si vous en êtes d'accord, à Maud Bodkin d'être secrétaire de séance et de faire l'appel. Des avis contraires ? Mademoiselle Bodkin.

Madame Bodkin procède à l'appel.

L'appel est clos.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons valablement délibérer. Vous avez, sur les tables, plusieurs documents. Un dépliant du programme de la salle Victoire 2, une carte de poche Zcard des services de l'agglo, un flyer de la fête des vignes, une plaquette expo « fou du corps » la médiathèque, un sac pour faire ses courses, un sac à pain campagne propreté et le magazine « Mon agglo » de novembre.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 55 affaires. Il y a deux modifications. L'affaire 4, le vœu relatif à la suppression de postes par Schneider Electric a été rajouté. Et l'affaire 15 est modifiée et est déplacée en affaire 13. Pas d'objection pour le vote ainsi modifié ? Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Avant de procéder à l'ordre du jour, je voudrais vous donner quelques informations qui concernent la vie de notre assemblée.

Premier point, comme je l'avais indiqué lors d'une séance précédente, nous avons écrit à Madame la Ministre de la Culture, Madame Fleur Pellerin, pour lui indiquer notre souhait d'obtenir le label Métropole d'art et d'histoire pour la future Métropole de Montpellier. Nous avons reçu, par retour du courrier, la réponse de Madame le Ministre qui fait traiter en urgence notre demande par les services de l'État. Nous l'en remercions.

Aujourd'hui même, à l'heure où Madame Taubira terminait son discours devant la conférence nationale des avocats, j'ai été interpellé par le maire de Paulhan qui, très meurtri par l'histoire d'Irrifrance que vous avez suivie dans les journaux, me demandait de venir apporter mon soutien à tous les employés d'Irrifrance à Paulhan, canton de Clermont-l'Hérault. J'ai écouté le discours de Madame Taubira et je m'en excuse publiquement. Merci à Bernard Travier de m'avoir suppléé immédiatement et je me suis rendu à Paulhan pour soutenir les employés d'Irrifrance. J'ai été très bien accueilli et j'ai ainsi écrit, dans la foulée, au Premier ministre, Manuel Valls, pour lui faire état de la situation de l'entreprise et de lui demander d'intervenir. Cette lettre que j'ai adressée au Premier ministre et qui a été envoyée également à la presse et je vous en cite le dernier paragraphe :

« Au nom du respect de l'activité économique du territoire languedocien, du soutien de l'emploi et de la solidarité envers les dizaines de familles menacées, je vous saurais gré, Monsieur le premier Ministre, d'intervenir auprès de la COFACE et de la BPI afin de rétablir les aides financières nécessaires à la survie de cette entreprise ».

Avec Monsieur Damien Alary, Président de Région, ensemble nous avons cosigné un courrier qui a déjà été médiatisé par la région, dont je m'empresse de le faire à mon tour, pour demander à RFF, dans le cadre de la construction de la gare de la Mogère, de respecter le contrat. Nous avons défendu cette position au comité de pilotage co-piloté par le Préfet et par lui-même à la préfecture, il y a une semaine, et nous l'avons matérialisé par un courrier commun que nous avons signé.

Enfin, dernier point, nous aurons, avec Madame Dardé, la redoutable tâche de mettre en place, dès janvier, la politique de la ville. À ce titre, nous avons déjà commencé à réfléchir sur un certain nombre de mesures à prendre pour mettre en place les dispositions de loi utiles pour l'établissement de cette politique publique. Après la définition par l'État des périmètres établis en fonction d'une méthodologie nationale basée sur le niveau de revenu des ménages, une étroite concertation entre l'État, l'Agglomération, la ville de Montpellier et les bailleurs, sur la délimitation affinée de ses quartiers a permis d'aboutir à 12 quartiers tous situés sur la commune de Montpellier. Les axes prioritaires de ce nouveau contrat de ville devront se concentrer sur les priorités que sont l'emploi, la sécurité, la formation et l'éducation, le logement et la cohésion sociale. Un comité de pilotage sera mis en place, il sera coprésidé par le Préfet de Région et moi-même. Plusieurs collèges seront créés : celui des partenaires publics, celui des acteurs économiques, celui des partenaires de la cohésion sociale et celui des représentants des conseils citoyens. Ces conseils citoyens seront prochainement institués suivant les modalités précisées ultérieurement. Voilà les conditions dans lesquelles les premières approches du contrat de ville seront discutées en interne jusqu'à ce

qu'avec Madame Dardé, nous en exposons toutes les facettes début janvier.

Enfin, et en tant que pilote et maître d'ouvrage du nouveau contrat de ville, c'est l'Agglomération, future Métropole, qui créera le service « politique de la ville » au sein de son administration. Puisque je vous rappelle que cette compétence est passée de la ville à l'Agglomération et donc à la future Métropole.

Enfin, nous avons écrit à Monsieur le Préfet le 27 octobre 2014, suite au dernier Conseil d'Agglomération du 24 octobre, lui demandant la saisine de l'État pour l'obtention, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du statut de Métropole. Ainsi, nous attendrons le décret du gouvernement qui pourrait nous être signifié avant Noël.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 2014

Monsieur Président

Je vais passer à l'approbation du procès-verbal de la séance du 1er octobre 2014. Y a-t-il des modifications à apporter ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Juste une. Pour une fois, j'ai eu la curiosité de relire un peu le procès-verbal. J'avais été surprise et touchée qu'après que j'ai mis en garde les uns et les autres sur la fatalité et la récurrence des épisodes cévenols, la sururbanisation qui entraînait cette imperméabilisation des sols, j'avais également parlé des digues. Je disais qu'elles avaient tenu cette fois-ci, mais qu'il fallait quand même savoir raison garder et avoir beaucoup d'humilité dans ces cas-là. Je me souviens que Monsieur le Maire de Lattes m'avait reproché de polémiquer là-dessus. Et en relisant ses propos, je vois que des parties de sa réponse ont été occultées. Notamment lorsqu'il dit qu'il y a 48 millions d'euros que l'on a mis sur la basse vallée du Lez, « moi, maire de Lattes, on a dormi tranquille, on savait que ça allait passer », ça a disparu. Et puis où il disait qu'il n'était pas nécessaire de battre sa coulpe.

Je voudrais donc savoir pourquoi ceci a été retiré.

Monsieur le Président

Monsieur le maire de Lattes, vous avez la sensation d'avoir été amputé ?

Madame JAMET

Ce n'est pas pour Monsieur Meunier, c'est pour l'intégrité ou l'intégralité du procès-verbal. Il me semblait justement que le maire de Lattes, Président du SEBLI qui affirmait que l'on pouvait dormir tranquille désormais, dans le cadre de ces événements et de ces éléments qui s'étaient déchaînés, cela méritait une certaine réflexion ou en tout cas un certain débat.

Monsieur MEUNIER

Madame Jamet, je n'ai pas eu le temps de lire le procès-verbal, je faisais confiance au secrétaire. Mais c'est vrai que je remercie Madame Jamet, il faut le dire, on peut dormir tranquille à Lattes grâce aux travaux qui ont été orchestrés par l'Agglomération. Et je pense que c'est dans ces termes-là, puisque c'est généralement ce style de propos que je tiens. Oui, il faut le dire, merci Madame Jamet de le dire, non seulement pour moi, mais surtout pour l'excellent travail de l'Agglomération, de l'État, de la Région et du Département, puisqu'on a su mettre en sécurité une ville qui était réputée, après étude, comme étant l'une des villes les plus en danger suite à l'urbanisation faite les années précédentes. Donc, je demande à ce que la remarque de Madame Jamet soit suivie d'effet et que l'on rajoute que je dis que l'on peut dormir tranquille à Lattes grâce aux 48 millions investis. Madame Jamet, merci beaucoup.

Madame JAMET

Je vous en prie, Monsieur Meunier. Par contre, soyez prudent la prochaine fois.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, nous allons rajouter cette phrase en nous empressant de lui faire plaisir. Je propose que la modification soit intégrée dans le procès-verbal. Pas d'objection ? Parfait.

Le procès-verbal de la séance du mercredi 1^{er} octobre 2014 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU RELATIF À LA SUPPRESSION DE POSTES PAR SCHNEIDER ELECTRIC SUR LE BASSIN ÉCONOMIQUE MONTPELLIÉRAIN

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Lors du comité central d'entreprise du 16 octobre, les dirigeants de Schneider Electric Energy France ont indiqué leur intention de supprimer 101 postes sur les 166 actuels du site de Fabrègues, dont une partie de l'activité serait transférée vers d'autres usines.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre du développement de son économie métropolitaine, souhaite diversifier le type d'activités sur le territoire (tertiaire, industriel, artisanal...), en favorisant notamment l'implantation d'activités productives sur le territoire.

Leader mondial des équipements électriques de basse et moyenne tension, le Groupe Schneider Electric a racheté sur ces quatre dernières années de nombreuses entreprises, permettant au chiffre d'affaires de progresser de 15,8 à 23,6 milliards d'euros, soit une croissance externe de près de 49% en 4 ans.

En 2013, la société a réalisé :

- un chiffre d'affaires de 23,6 milliards d'euros,
- un résultat net en hausse de 4% à 1,89 milliards d'euros,
- un cash-flow libre record de 2,2 milliards d'euros, en hausse de 5%,
- un bénéfice par action en croissance de 3 %.

Schneider Electric a bénéficié de 21 millions d'euros de crédit d'impôt recherche au premier semestre 2014, 44 millions d'euros de crédit d'impôt recherche sur l'année 2013 et 43 millions d'euros sur 2012.

Au moment du rachat en 2010 des activités d'AREVA implantées sur le bassin économique montpelliérain par Schneider Electric, les sites comptaient plusieurs centaines de salariés dans l'Hérault à Fabrègues, Lattes et Montpellier.

Le vaste plan de restructuration de 2013 du site de la Pompignane à Montpellier a entraîné la fermeture progressive de l'unité et le départ d'une centaine de salariés à terme.

Aujourd'hui, la direction de Schneider Electric annonce vouloir amputer le personnel de son usine de Fabrègues de deux tiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- soutenir la mobilisation et le combat pour la sauvegarde de leur emploi des salariés de Schneider Electric,
- s'inquiéter de la pérennité de l'ensemble des sites de Schneider Electric du bassin d'emploi de Montpellier et des conséquences de cette restructuration sur le tissu économique à l'échelle montpelliéraine,
- demander que toute la lumière soit faite sur les causes des suppressions d'emplois et la responsabilité du Groupe Schneider Electric dans les choix stratégiques qui ont mené à cette situation,
- demander à l'État d'intervenir énergiquement auprès de Schneider Electric, qui a bénéficié d'une aide de 44 millions d'euros de crédit d'impôts recherche en 2013, et qui aujourd'hui supprime des postes alors que le groupe industriel annonce un résultat net de 1,89 milliards d'euros en 2013,
- interpellier les dirigeants de la société sur leurs propositions afin de garantir le redéploiement de nouvelles activités adaptées aux salariés actuels et aux besoins du tissu économique local en matière d'activités productives.

Madame DARDE

Monsieur le Président, mesdames et messieurs. Lors du comité central d'entreprise qui a eu lieu le 16 octobre dernier, les dirigeants de Schneider Electric Energy ont indiqué leur intention de supprimer 101 postes sur les 116 actuels du site de Fabrègues. Ils ont également indiqué qu'une partie de l'activité serait transférée vers d'autres usines. Or, vous savez combien, au niveau de la Communauté d'Agglomération, nous sommes attachés à diversifier le type d'activité sur le territoire et à favoriser l'implantation d'activités productives. Il semble cependant que les informations concernant ce leader mondial des équipements électriques basses et moyennes tensions soient quand même relativement positives, puisque ces dernières années, le groupe a racheté de nombreuses entreprises. Son chiffre d'affaires a progressé de 15,8 à 23,6 milliards d'euros, un résultat net en hausse de 4 %, un cash flow record de 2,2 milliards et un bénéfice par action en croissance de 3 %. En plus, Schneider Electric a bénéficié de 21 millions d'euros de crédit d'impôt recherche en 2014 et 44 millions sur l'année 2013 et 43 millions sur l'année 2012. Tous ces chiffres témoignent donc de la bonne santé de ce groupe.

Lors du rachat en 2010 des activités d'Areva qui étaient implantées sur le bassin économique de Montpellier, les sites comptaient plusieurs centaines de salariés à Fabrègues, à Lattes et à Montpellier. Le vaste plan de restructuration de 2013 du site de la Pompignane, à Montpellier, a commencé à entraîner la fermeture progressive de l'unité et le départ d'une centaine de salariés à terme. Et aujourd'hui, la direction de Schneider annonce vouloir amputer le personnel de son usine de Fabrègues des deux tiers. Compte tenu de ces différentes informations, il est

proposé au Conseil de bien vouloir :

- soutenir la mobilisation et le combat pour la sauvegarde de l'emploi des salariés de Schneider Electric.
- s'inquiéter de la pérennité de l'ensemble des sites du bassin d'emploi de Montpellier et les conséquences de cette restructuration sur le tissu économique à l'échelle montpelliéraine.
- demander que toute la lumière soit faite sur les causes des suppressions d'emploi et la responsabilité du groupe Schneider dans les choix stratégiques qui ont mené à cette situation. Enfin, demander à l'État d'intervenir énergiquement auprès de Schneider Electric qui a bénéficié, comme je vous le disais, d'une aide de 44 millions de crédit d'impôt recherche en 2013 et qui aujourd'hui supprime des postes, alors que le groupe industriel annonce un résultat net de 1,89 milliard d'euros.

Enfin, interpeller les dirigeants de la société sur leurs propositions afin de garantir le redéploiement de nouvelles activités adaptées aux salariés actuels et aux besoins du tissu économique local en matière d'activité productive.

Monsieur le Président

Merci, Madame Dardé. Qui souhaite prendre la parole ? Madame Jamet, Madame Fourcade, Monsieur Domergue, trois interventions. Madame Jamet. Essayez d'avoir un temps de parole qui soit pour tous, un peu cohérent.

Madame JAMET

De toute façon, nous avons ce vœu au dernier moment, nous ne l'avons donc pas forcément travaillé. Juste quelques réflexions. On ne peut qu'évidemment s'associer à ce vœu qui malheureusement est représentatif de la situation que nous subissons tant au niveau national, régional que départemental. Je tiens quand même à souligner une chose, c'est qu'il y a d'autres exemples sur lesquels nous aurions pu nous montrer tout aussi solidaires. Je pense par exemple à Irrifrance qui est dans l'expectative et on pourrait aussi interpeller le gouvernement pour savoir pourquoi la COFACE ne soutient pas sa caution.

Monsieur le Président

C'est ce que j'ai fait.

Madame JAMET

Mais ce n'est pas dans le vœu.

Monsieur le Président

Ce n'est pas dans le vœu, mais ça revient au même.

Madame JAMET

Vous avez aussi Sanofi qui, je crois, rencontre quelques difficultés.

Monsieur le Président

Nous l'avons fait, Madame Jamet.

Madame JAMET

C'est toujours mieux d'en reparler, car ces situations-là ne vont pas s'améliorer.

Monsieur le Président

Mais par expérience, quand on écrit à un Ministre, il ne faut lui citer qu'une seule affaire dans le même courrier, sinon c'est une liste. On n'écrit pas à un Ministre comme on va au supermarché faire les courses, on l'interpelle sur une cause. Nous, nous interpellons donc à chaque fois. Poursuivez, Madame Jamet.

Madame JAMET

Monsieur le Président, la liste des entreprises qui sont en difficulté, et je vais vous expliquer pourquoi, ce n'est pas une liste de courses dont on peut faire abstraction à un moment ou à un autre. Je tiens donc à rappeler, sur le combat pour la sauvegarde, nous ne pouvons que nous joindre à vous. Cependant, les conséquences tiennent aussi aux causes. Je crois que l'on peut rappeler qu'entre les problèmes qui sont entraînés par le profit de certains et

l'incitation, la politique menée actuellement et que nous subissons, il y a des causes graves sur lesquelles je ne sais pas en quoi interpellé le gouvernement nous ferait avancer. Je veux dire par là que le carcan européen qui ne crée pas de richesse et qui nous impose une austérité, une politique, qui nous retire notre souveraineté en matière territoriale, en matière budgétaire, etc., et qui nous 'esclavagise' par rapport au marché financier entraîne forcément des situations telles que celles-ci. Je crois que le groupe Schneider Electric n'est pas dans une situation nouvelle, je crois qu'il y a sûrement une question de profit, mais il y a aussi une question d'incitation. Les travailleurs détachés, les délocalisations, le chômage sont des conséquences de la politique européenne que l'on nous impose et que l'UMPS nous impose. Nous sommes en prise directe aujourd'hui avec une concurrence mondiale et sous une main de fer de l'Europe qui nous interdit par exemple de soutenir des entreprises en difficulté.

Sur le point où vous demandez effectivement que l'on interpelle les dirigeants sur les millions qu'ils auraient encaissés au détriment de la situation financière aujourd'hui, en tout cas sociale, je tiens à rappeler que le front national a été le seul pendant longtemps et l'unique à exiger à ce qu'il soit légiféré pour que les entreprises qui engrangent des subventions, les rendent quand elles délocalisent ou quand elles débauchent. Deuxièmement et pour en terminer, je tiens à rappeler que l'Union européenne nous prend 21 milliards par an, 8 milliards restent dans les tuyaux et pourraient nous aider à contribuer au soutien d'entreprises en difficulté. Ce sont des choix sans rationalisation, ce sont des choix sur des dépenses et sur une austérité sur la police, sur les allocations familiales, sur une fiscalité débordante qui sont faits par le gouvernement. Donc, interpellé le gouvernement, ça me fait sourire, parce que je tiens à rappeler que cette situation nous est imposée par l'Europe sur un traité passé en force en 2008 alors que les Français s'étaient massivement prononcés contre ce traité en 2005.

Monsieur le Président

Madame Jamet, ne refaites pas l'histoire de France. Concluez sur Schneider.

Madame JAMET

Je suis en train de conclure et de vous expliquer qu'il faut être cohérent. On ne peut pas imposer l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui comme le font les parlementaires ici présents et ensuite se plaindre de l'eau et du lait renversé. Je peux bien agacer, mais au demeurant, il s'agit de vies. Il s'agit quand même de vies détruites, d'un tissu économique qui se délite. Donc, même si je prenais 10 minutes pour en parler, ça ne serait pas de trop.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Madame Fourcade.

Madame FOURCADE

Monsieur le Président, chers collègues. Juste pour dire à Madame Jamet que le crédit d'impôt n'est pas une subvention, pour information.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de mettre ce point à l'ordre du jour. Schneider Electric est présente à Fabrègues et nous entretenons d'excellentes relations avec les salariés qui participent régulièrement aux différentes manifestations de notre commune. Schneider Electric est une entreprise qui réalise un chiffre d'affaires qui se compte en milliards et il n'est pas normal, dans le contexte économique d'aujourd'hui, que l'on supprime des emplois quand une entreprise se porte aussi bien. Il apparaît donc évident de demander des comptes aux dirigeants de cette entreprise, notamment au regard des millions d'euros de crédit d'impôt dont ils ont bénéficié et de soutenir bien évidemment le combat des salariés. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame Fourcade. Monsieur Domergue.

Monsieur DOMERGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je sais qu'une collectivité comme la nôtre n'a pas un droit d'ingérence dans des entreprises dites privées. Mais c'est vrai que nous sommes tous émus quand il y a des suppressions de postes et des délocalisations éventuelles. Je ne pense pas que le fait d'argumenter sur les bénéfices de la société ou sur le fait que la société ait bénéficié de crédits d'impôt soit un argument suffisant pour convaincre la société de

s'installer, ou tout au moins garder les emplois. Mais voter un vœu, même si ça peut paraître un minimum que l'on peut faire, n'est peut-être pas suffisant à hauteur des enjeux.

Donc, la question qui se pose c'est est-ce que nous, Montpellier Métropole Méditerranée, pouvons intervenir de manière différente ? Non pas uniquement en interpellant le gouvernement ou les responsables de cette entreprise, mais simplement en prenant rendez-vous avec ces responsables, en associant tous les élus du secteur, en se mobilisant pour défendre l'emploi dans notre secteur, dans notre Région et dans notre Agglomération, mais également en priorisant au travers des 5 thèmes que vous avez définis et qui sont les axes prioritaires de l'Agglomération, une action mobilisatrice forte. Je ne sais pas si Schneider correspond au numérique ou aux différents secteurs que vous avez évoqués, mais ça peut être une méthode que nous pourrions définir qui serait quand même plus offensive qu'un simple vœu qui est trop contemplatif et qui est probablement certes un soutien à ceux qui perdent leur emploi, mais qui à mon sens n'est pas à la hauteur des enjeux et de l'intérêt pour la Métropole montpelliéraine.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention que je partage, Monsieur Domergue.

Je vais mettre aux voix le vœu proposé par Catherine Dardé.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Je vais faire un petit retour sur l'affaire numéro 3 que je vais vous proposer. C'est l'application de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Souhaitez-vous des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Le Conseil prend acte de ces décisions

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – CENTRE SPORTIF UNIVERSITAIRE - VŒU EN FAVEUR DE LA RÉOUVERTURE DE LA PISCINE DE LA MOTTE-ROUGE - CONCOURS FINANCIER DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La piscine universitaire de la Motte-Rouge, gérée depuis 45 ans par l'Université Montpellier II, a été fermée en octobre 2013.

Outre le Montpellier Agglomération Natation UC, la piscine de la Motte-Rouge est utilisée par l'UFRSTAPS, les étudiants de toutes les universités, le lycée Agropolis et le public.

Afin d'organiser au mieux les conditions de la réouverture de cet établissement très apprécié des étudiants et des adhérents de clubs sportifs, l'Université Montpellier 2 à opérer un rapprochement avec l'Agglomération de Montpellier.

A ce titre, par délibération n°12073 en date du 19 décembre 2013 la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'était engagée à participer financièrement à hauteur de 150 000€ aux travaux de remise en sécurité de la piscine universitaire.

De plus transitoirement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en concertation avec les clubs sportifs concernés, a décidé d'ouvrir à l'année la piscine CARON de Castelnau-le-Lez afin d'y redéployer une partie des activités d'apprentissage et d'entraînement de la natation.

Consciente de l'importance de cette installation aquatique et de son emplacement stratégique au sein du Campus Universitaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier confirme son soutien financier à l'investissement nécessaire à la remise en fonctionnement de cet équipement structurant du patrimoine sportif montpelliérain.

Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les compétences en matière sportive demeurent partagées entre l'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements.

Il est nécessaire d'acter rapidement une coopération financière partagée et concertée de tous les partenaires publics et privés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier réaffirme aujourd'hui son engagement, au côté de l'Université de Montpellier, concernant le projet de réhabilitation et de réouverture de la piscine universitaire de la Motte-Rouge.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le vœu de voir la piscine universitaire de la Motte-Rouge ré ouvrir aux publics et aux clubs sportifs dans les meilleurs délais;
- réaffirmer le soutien financier de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 150 000€H.T.;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur MEISSONNIER

La piscine universitaire de la Motte rouge, gérée depuis 45 ans par l'université de Montpellier 2, a été fermée en octobre 2013. Outre le Montpellier Agglomération natation université club, la piscine de la Motte rouge est utilisée par les étudiants de toutes les universités, le lycée Agropolis et le public. Afin d'organiser au mieux les conditions de la réouverture de cet établissement, le 19 décembre 2013, la Communauté d'Agglomération avait voté et s'était engagée à participer financièrement, à hauteur de 150 000 euros, aux travaux de remise en sécurité de la piscine universitaire.

De plus, transitoirement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en concertation avec les clubs sportifs concernés, a décidé d'ouvrir à l'année la piscine Caron de Castelnau-le-Lez. Consciente de l'importance de cette installation aquatique et de son emplacement stratégique au sein du campus universitaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier confirme son soutien financier. Aujourd'hui, par ce vœu, la Communauté d'Agglomération de Montpellier réaffirme son engagement aux côtés de l'université de Montpellier concernant le projet de réhabilitation et de réouverture de la piscine universitaire de la Motte rouge. Je vous prie de bien vouloir en délibérer, merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Qui souhaite prendre la parole sur cette affaire ? Madame Jamet, Madame Frêche, Monsieur Domergue, Monsieur Abert. La liste est close. Madame Jamet.

Madame JAMET

Sans vouloir être trop longue, je vous rappellerai que j'ai fait mes premières brasses et j'ai appris à nager à la Motte rouge, c'est dire si je suis particulièrement attachée à cette structure. Il était en effet difficile d'imaginer que les habitants de cette partie de Montpellier ne puissent plus, sinon se baigner, se perfectionner ou apprendre à nager dans cette piscine ou en tout cas dans cette partie de l'Agglomération. Et je sais et vous le savez, je crois, que quand on connaît le prix exorbitant d'une piscine, l'abandon d'un tel édifice était particulièrement scandaleux. Je pense qu'aujourd'hui, c'est 10 à 15 fois inférieur à une piscine neuve. Donc, je pense que c'est une excellente décision et j'espère que les institutions et les collectivités concernées suivront la voie de la sagesse. Nous soutiendrons des deux mains cette initiative.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Julie Frêche.

Madame FRECHE

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les vice-présidents et conseillers. Moi aussi, je suis complètement satisfaite de ce vœu, mais je crois que 150 000 euros ne régleront pas la question de la réouverture de la Motte rouge. Ça fait maintenant un an que cette piscine est fermée. Nous étions, avant la fermeture de la Motte rouge, l'école de natation la plus grande de France avec près de 1 500 élèves nageurs dans notre Agglomération. Avec la fermeture de la Motte rouge, nous avons perdu 700 élèves nageurs. C'est vrai, ça a été en partie compensé par l'ouverture de Caron à Castelnau-le-Lez, ce qui a permis à 200 élèves nageurs de la Motte rouge d'aller à Castelnau-le-Lez. Mais sur l'année, cela représente une perte de 500 élèves nageurs et ça a des répercussions extrêmement dommageables parce que ces élèves nageurs constituent la base de recrutement de nos compétiteurs. Il faut savoir que notre club, l'ancien MUC, le MANUC, fait partie du top 10 des clubs de natation en France. Que nous sommes le seul club français qui ne gère pas directement les piscines. Je crois que la Motte rouge peut finalement être ce symbole-là. Comment ?

On pourrait évidemment ouvrir des négociations avec l'UM2 qui est aujourd'hui propriétaire des locaux, qui à mon

avis serait prête à confier cet équipement à l'Agglomération pour l'euro symbolique. Nous pourrions récupérer l'équipement, le remettre aux normes. Les travaux sont aujourd'hui évalués à 1,5 million d'euros alors qu'une piscine aujourd'hui coûte entre 8 et 12 millions d'euros. Donc, c'est vrai que dans une contraction des ressources publiques, rénover la piscine pour 1,5 million d'euros me semble être un choix de sérieux budgétaire. Une fois cette piscine rénovée, pour pourrions en confier la gestion au MANUC parce que cette gestion pourrait être une source financière non négligeable pour les finances du club. Je crois aussi que pour les quartiers et les villages au nord de Montpellier, hormis Veraci, il n'y a pas d'équipement sportif de proximité aussi structurant que l'est la piscine de la Motte rouge. Il n'y a aucun terrain disponible pour construire une nouvelle piscine. C'est vrai que certains à un moment donné avaient dit que les piscines de Jacou et de la Paillade pourraient compenser la fermeture de la Motte rouge. Ça n'a pas été le cas pour la bonne et simple raison aujourd'hui que les créneaux pour les écoles de formation, pour les écoles et ensuite pour tous les praticiens, tous ces créneaux sont saturés. Je crois donc que la réouverture de la Motte rouge est une nécessité. Que 150 000 euros, c'est évidemment très bon, mais il faudra aller plus loin, engager des négociations avec l'UM2, récupérer l'équipement, le rénover et éventuellement en confier sa gestion au MANUC. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention. Monsieur Domergue.

Monsieur DOMERGUE

Je veux dire un mot, Monsieur le Président, sur le projet Campus, parce que cette piscine est indispensable à la réanimation de ce secteur de Montpellier qui est l'un des gros secteurs universitaires. Quelle est la raison pour que l'on ne lance pas le financement de la rénovation de la piscine ? J'ai pris contact avec les présidents d'université, ils n'attendent que ça, bien sûr, mais ils n'ont pas les moyens aujourd'hui de faire ce financement. On est quand même à la veille de la fusion de Montpellier 1 et de Montpellier 2, qui ont donc montré l'exemple dans ce domaine et il était quand même convenu que dans le cadre du projet Campus, la fusion soit une condition indispensable pour que ce projet aboutisse. Or, aujourd'hui, où en est-on ? Sommes-nous toujours au point mort ? La collectivité attend-elle que des crédits du projet Campus arrivent pour que l'on puisse financer des équipements dont celui-là ? Que pouvons-nous faire pour que ce projet redémarre ? Parce que c'est un élément sportif indispensable au nord de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Domergue. Monsieur Moure, puis Monsieur Abert conclura. Je vous dirai ensuite un petit mot.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Juste un mot pour compléter les demandes de précisions qui viennent d'être évoquées par les précédents intervenants. Lorsque le problème s'est posé, l'agglomération avait joué un rôle un peu pivot à la demande du Président de l'association pour essayer de relancer la machine en vue d'une solution à trouver au gros problème qui est posé. On avait effectivement voté le principe de 150 000 euros et ça s'inscrivait dans le cadre d'un tour de table où les autres collectivités devaient intervenir : la Région, le Département, la Ville. Je voulais donc savoir si la chose a avancé de ce côté-là, si nous avons des informations ? Et d'aventure, si c'était le cas, ça permettrait de donner une perspective beaucoup plus rapide de solutions à un problème qui mérite d'être traité.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Monsieur Abert.

Monsieur ABERT

Monsieur le Président, chers collègues. Je tiens à vous féliciter de cette initiative de venir en soutien de 150 000 euros pour remettre en état la piscine de la Motte rouge qui sera très bénéfique à l'ensemble des clubs de natation de notre ville et également à l'URF STAPS qui est très présent dans le domaine de la natation. Pour avoir eu une longue discussion avec le Président du MANUC, je suis certain qu'il sera ravi de cette initiative et je tiens également à saluer la présence des championnats de France de natation qui auront lieu bientôt, en novembre et qui sont organisés avec le MANUC.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Abert, financés par la ville et l'agglo. Je vais répondre sur Campus et ensuite sur les partenaires institutionnels. Monsieur Moure a raison, 150 000 euros, ça n'est pas suffisant, vous avez tous raison, 150 000 euros, ce n'est pas suffisant pour remettre en état la piscine de la Motte rouge. Cependant, lorsque ce problème-là a vu le jour, le dernier président, Monsieur Moure et son délégué au sport ont opté pour une subvention de 150 000 euros que j'ai votée, parce que c'était la participation à un tour de table pour remettre en état cet équipement. Et je réponds en même temps sur Campus et la Motte rouge. Aujourd'hui, Campus est au point mort, vous le savez. La Région continue à initier ses subventions pour les grands équipements, mais Campus, ce n'est pas ça. Campus, c'est fabriquer un tissu de correspondances, de cohérence à l'intérieur des universités et à l'intérieur de l'espace public de la ville.

C'est moi qui ai fait les plans de Campus, avec Garcia Diaz, quand j'étais à l'urbanisme et nous avons été primés par Mme Péresse et je les ai fait valider par Georges Frêche à la Région, dans son bureau, en tête à tête. Donc, Campus aujourd'hui, ce sont des objets architecturaux posés les uns après les autres. Ce n'est pas comme ça que l'on fait une ville. Avec Madame Jannin, nous aurons l'occasion de communiquer sur ce sujet dans le cadre du renouvellement urbain, mais c'était le point 4 de la lettre que j'ai communiqué au Président de la République lorsque j'ai eu rendez-vous avec lui. Alors, il y a des petits malins qui ont expliqué que ce n'était pas vrai, que je n'étais pas dans le bureau de Hollande. Je vous ai donc mis la photo qui m'a été transmise par le service de presse de l'Élysée. Il faut donc reprendre Campus et réinitialiser cette façon de voir la ville, le renouvellement urbain lié à l'enseignement universitaire et à la présence des étudiants qui représentent un habitant sur quatre à Montpellier. Dans ce cadre-là, la piscine de la Motte rouge a toute sa place, mais dans un tour de table. Et aujourd'hui, les autres collectivités territoriales ont plutôt tendance à freiner des deux pieds. Le Conseil général de l'Hérault se désengage beaucoup sur les programmes. La Région fait attention. Mais je rappelle que l'an passé, la Région Languedoc-Roussillon a donné comme subventions 140 000 euros, du temps de Georges Frêche, c'était 4 millions d'euros à l'Agglomération. Donc, nous avons des contraintes financières. L'organisation et la mise en état de la Motte rouge aujourd'hui doit recourir à un tour de table : les universités, la Région, le département, l'Agglomération et la ville. La ville fera son travail, l'Agglomération le fait ce soir. Mais moi, je veux savoir ce que font les universités, ce que fait la Région et ce que fait le département. Et nous serons capables après d'en tirer les conséquences. À ce propos, j'ai fait une erreur grave car j'ai oublié de vous informer, j'ai reçu la candidature de deux de nos collègues pour les cantonales, sur le canton 1er de la ville, le nouveau canton 1 : Celleneuve, la Paillade, Grabels. Deux de nos collègues du Conseil d'Agglomération, en l'occurrence Monsieur

Abdi El Kandoussi et Madame Lévy-Rameau.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Si vous le voulez bien, pour la clarté des débats, je vais présenter la totalité des délibérations qui concernent l'eau potable. Ensuite, nous présenterons les délibérations qui concernent l'assainissement. Enfin, nous présenterons la délibération qui concerne la lutte contre les inondations. Sur l'eau potable, ça va de l'affaire 6 à l'affaire 12, à laquelle vous pouvez rajouter l'affaire 15 qui concerne la commune de Grabels, eau potable.

AFFAIRE N°6 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-

le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur la commune de Prades-le-Lez a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par traité déposé en Préfecture le 22 décembre 1972, et complété par 8 Avenants.

A la lecture combinée de la loi n°95-101- du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » le contrat susvisé viendra à échéance au 4 février 2015.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La durée totale du contrat dépassant déjà les 20 ans de durée maximale définie la loi et la jurisprudence précitée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi la Directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Collectivité ;
- Le relevé des compteurs deux fois par an ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements pour 9 400 €, de 29 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions et de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 5 février 2015, et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

Partie fixe par période semestrielle d'abonnement

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre (Fo)
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
100 mm et supérieur	240 € H.T./ semestre

La partie fixe est payable chaque période semestrielle et d'avance.

Partie proportionnelle à la consommation

Po = 0,7615 € H.T./m³

Le volume facturé à chaque période de consommation résultera des indications fournies par le compteur. Il sera procédé à deux relevés par an.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur la commune de Prades-le-Lez qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015 ;
- définir à compter du 5 février 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur et ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,7615 €/m3 H.T. consommé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°7 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AVENANT N°7 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par traité déposé en Préfecture le 18 octobre 1983 et complété par 6 Avenants,

A la lecture combinée de la loi n°95-101-du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » et de nombreux avis émis par la doctrine, le contrat susvisé viendra à échéance au 4 février 2015.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La durée totale du contrat dépassant déjà les 20 ans de durée maximale définie par la loi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi la directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Collectivité ;
- Le relevé des compteurs deux fois par an ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements pour 44 041 €, de 50 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions et de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 5 février 2015, et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

Partie fixe par période semestrielle d'abonnement

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre (Fo)
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
Supérieur à 100 mm	240 € H.T./ semestre

La partie fixe d'abonnement est payable chaque période semestrielle et d'avance.

Partie proportionnelle à la consommation

Une partie proportionnelle aux volumes consommés, en euros H.T :

« **0,9488 € H.T./m3** »

Le volume facturé à chaque période de consommation résultera des indications fournies par le compteur. Il sera procédé à deux relevés par an.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales, la Commission de Délégation de Service Public, relative aux services publics de l'eau potable, de l'eau brute et de l'assainissement, réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°7 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015 ;
- définir à compter du 5 février 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur ;
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,9488 €/m3 H.T. consommé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°8 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE JACOU, LE CRÈS, VENDARGUES ET SAINT AUNÈS - AVENANT N°8 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau du Salaison a confié par traité du 22 août 1985 à Veolia-Eau - Compagnie Générale des Eaux, l'exploitation de son service de distribution publique d'eau potable. Ce traité a été modifié par 7 avenants et concerne les 4 communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès. L'échéance de ce Traité était fixée au 31 janvier 2017.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

Suite à la création de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et en application de l'arrêté préfectoral 2011-1-2443 du 18 novembre 2011, la commune de Saint-Aunès s'est retirée de ce syndicat à compter du 1^{er}

janvier 2012.

Aussi, les deux Communautés d'Agglomération exercent aujourd'hui directement la compétence eau potable sur le périmètre de leurs communes respectives.

A la lecture combinée de la loi n°95-101- du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » et de nombreux avis émis par la doctrine, le contrat susvisé viendra à échéance au 4 février 2015.

-Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du code général des collectivités territoriales. Compte tenu du traité actuel portant sur les deux Agglomérations et difficilement dissociable, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, par courrier du 26 mai 2014 adressé au fermier, a souhaité fixer également le terme du Traité pour le compte de la commune de Saint Aunès au 31 décembre 2015.

La durée totale du contrat prolongé tel que décrit ci-dessus dépassant les 20 ans de durée maximale définie par la loi et la jurisprudence précitées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération du pays de l'Or ont saisi la directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Le relevé des compteurs deux fois par an
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier, notamment des équipements pour 58 324 €, de 150 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge.
La reprise de la TVA, les Collectivités devant être assujetties à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions et de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 5 février 2015, et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

Partie fixe semestrielle :

15 mm	11,50 € HT /semestre
20 mm	34,00 € HT /semestre
25 mm	53,00 € HT /semestre
30 mm	76,50 € HT /semestre
40 mm	136,00 € HT /semestre
50 mm	213,00 € HT /semestre
60 mm	306,50 € HT /semestre
65 mm	306,50 € HT /semestre
80 mm	545,00 € HT /semestre
100 mm	851,50 € HT /semestre
150 mm	1 915,50 € HT /semestre
200 mm	3 405,50 € HT /semestre

Partie proportionnelle au m3 consommé:

« 0,3269 € H.T./m3 pour les consommations annuelles allant de 0 à 400 m3/an »

« 0,5794 € H.T./m³ pour les consommations annuelles au-delà de 400 m³/an »

La partie fixe est facturée d'avance.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation du Service Public de l'Eau réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°8 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015,
- définir à compter du 5 février 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur,
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,3269 €/m³ H.T. pour les consommations annuelles allant de 0 à 400 m³ et à 0,5794 €/m³ pour les consommations annuelles au-delà de 400m³,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°9 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur la commune de Montpellier a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par traité déposé en Préfecture le 31 juillet 1989, auquel est annexé un cahier des charges, et complété par 8 Avenants. Son échéance est fixée au 31 décembre 2014.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du code général des collectivités territoriales.

La durée totale du contrat dépassant déjà les 20 ans de durée maximale définie par la lecture combinée de la loi n°95-101- du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » et de nombreux avis émis par la doctrine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi la directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la collectivité
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements électromécanique pour 891 041 €, de 600 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge.
- Le programme de sécurisation prévoyant la prise en charge par le fermier de travaux urgents pour un montant de 1 549 300 €.
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions, la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant et du programme de remplacement des branchements au plomb, conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 1^{er} janvier et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Partie fixe semestrielle :

Cas général

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
100 mm	240 € H.T./semestre
150 mm	530 € H.T./ semestre
200 mm	940 € H.T./ semestre
250 mm	1 475 € H.T./ semestre
300 mm	2 120 € H.T./ semestre
500 mm	5 890 € H.T./ semestre

Abonnés individualisés des immeubles collectifs

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre
15 mm	4,50 € H.T./ semestre
20 mm	4,50 € H.T./ semestre

Par ailleurs, une réduction de 5,50 € H.T. par semestre sera appliquée sur la partie fixe des compteurs généraux desservant les immeubles collectifs ayant opté pour l'individualisation.

Partie proportionnelle : prix au m3 consommé :

Tranche 1 de 0 à 120 m3/an : **0,5280 € H.T.** par m3 consommé,
Tranche 2 au-delà de 120 m3/an : **0,5478 € H.T.** par m3 consommé.

Les parties fixes et proportionnelles sont facturées chaque période semestrielle à terme échu.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation du Service Public de l'Eau réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur la commune de Montpellier qui prolonge le contrat jusqu'au 31 décembre 2015,
- définir à compter du 1er janvier 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur et ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,5280 € H.T. par m3 consommé jusqu'à 120 m3/an et à 0,5478 € H.T. par m3 consommé au-delà de 120 m3/an,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°10 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SAINT BRÈS ET SUSSARGUES - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Suassargues a été confiée à la société SAUR par contrat déposé en Préfecture le 30 mai 2011 et complété par 1 avenant. Son échéance est fixée au 31 décembre 2014.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Collectivité ;
- Le fonds de performance, crédité d'une dotation de 39 720 €, avec un objectif de maintien des engagements 2014 ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements pour 23 242 € et des compteurs de plus de 12 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions, de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant et du programme de remplacement des branchements au plomb conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 1^{er} janvier et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

- une part fixe semestrielle F, en euro HT, définie de la manière suivante :

<u>Diamètre compteur</u>	<u>Part fixe HT facturée semestriellement (F₀)</u>
<u>F1 (Æ compteur inf ou égal 20 mm)</u>	<u>10,00 € par semestre</u>
<u>F2 (Æ compteur 25 mm)</u>	<u>15,00 € par semestre</u>
<u>F3 (Æ compteur 30 mm)</u>	<u>25,00 € par semestre</u>
<u>F4 (Æ compteur 40 mm)</u>	<u>40,00 € par semestre</u>
<u>F5 (Æ compteur 50 mm)</u>	<u>65,00 € par semestre</u>
<u>F6 (Æ compteur 60-65 mm)</u>	<u>90,00 € par semestre</u>
<u>F7 (Æ compteur 80 mm)</u>	<u>155,00 € par semestre</u>
<u>F8 (Æ compteur supérieur ou égal 100 mm)</u>	<u>240,00 € par semestre</u>

- une part proportionnelle aux volumes consommés R, en euros HT :

Une part proportionnelle aux volumes consommés P, en euros H.T :

$$R_0 = 0,4318 \text{ € HT / m}^3$$

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation

de Service Public relative aux services publics de l'eau potable, de l'eau brute et de l'assainissement réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015
- définir à compter du 1er janvier 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,4318 €/m3 H.T. consommé,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°11 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur les communes de Lattes et Pérols a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par contrat déposé en Préfecture le 29 décembre 2011. Son échéance est fixée au 31 décembre 2014.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- Le fonds de performance, crédité d'une dotation de 62.000 €, avec un objectif de rendement du réseau de 80% ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement à réaliser par le fermier, notamment des équipements pour 35155 €, de 270 branchements et des compteurs de plus de 12 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant, conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions, de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant et du programme de remplacement des branchements au plomb conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 1^{er} janvier et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

- **Une part semestrielle F**, en euros H.T., définie de la manière suivante :

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre

60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
100 mm	240 € H.T./ semestre
150 mm	530 € H.T./ semestre

- **Une part proportionnelle** aux volumes consommés **R**, en euros H.T:

$$R = 0,3113 \text{ € HT /m}^3$$

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics de l'eau potable, de l'eau brute et de l'assainissement réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur les communes de Lattes et Pérols qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015 ;
- définir à compter du 1er janvier 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur ;
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,3113€/m³ H.T. consommé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°12 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET EN EAU BRUTE - DÉCLARATION SANS SUITE DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, les compétences «eau potable», «assainissement des eaux usées», ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Par délibérations n°11705 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'était prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service public de l'eau potable et de l'eau brute, à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Par cette délibération, le Conseil de Communauté avait approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devra assurer le délégataire et avait autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles de l'exécution de cette délibération, en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de délégation de service public.

-Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016. Cette réforme constitue un tournant majeur dans l'histoire des services publics de l'eau et de l'assainissement de notre territoire. Les objectifs prioritaires de la régie seront exemplarité et efficience de manière à offrir aux usagers la meilleure qualité de service au meilleur prix.

La 1^{ère} étape conditionnant la mise en œuvre de cette nouvelle forme de gestion devait consister à prolonger jusqu'au 31 décembre 2015, pour motif d'intérêt général, par voie d'avenant les 6 contrats de délégation en vigueur. L'avis favorable de la directrice départementale des finances publiques a été rendu le 7 octobre 2014.

Il est proposé à l'assemblée délibérante, lors de cette même séance, d'approuver les projets d'avenants à ces 6 contrats et d'autoriser Monsieur le Président à les signer.

Les prolongations des contrats de délégation en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015 permettent désormais d'assurer la continuité du service public de l'eau potable jusqu'au 1^{er} janvier 2016, date de mise en œuvre de la régie. Les conditions sont donc réunies pour proposer de déclarer sans suite la procédure de délégation de service public de l'eau potable et de l'eau brute lancée le 25 juillet 2013.

En effet, à l'instar des marchés publics la collectivité peut renoncer à tout moment à une procédure de délégation de service public pour motif d'intérêt général. En l'espèce, la reprise d'une activité en régie d'un service public relève de la libre administration des collectivités territoriales.

En ce sens, le principe adopté d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016 constitue bien un motif d'intérêt général permettant de déclarer sans suite la procédure de délégation de service public de l'eau potable et de l'eau brute lancée par délibération n°11705 du 25 juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la déclaration sans suite de la procédure en cours de délégation du service public de l'eau potable et de l'eau brute, initiée en juillet 2013 en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

AFFAIRE N°13 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - TARIFS - ADOPTION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaisson.

L'exploitation du service public communautaire d'eau potable est actuellement assurée au moyen de sept contrats de Délégation de Service Public. Le contrat sur la commune de Grabels a déjà fait l'objet d'une prolongation d'un an pour motif d'intérêt général au titre de l'article L1411-2 du Code général des collectivités territoriales et ne peut être à nouveau prolongé. Son échéance est fixée au 31 octobre 2014.

Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016. Afin d'assurer la continuité du service de l'eau potable sur la Commune durant la période allant du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2015, son exploitation sera assurée de manière transitoire au moyen d'un marché de prestations de services. La rémunération du titulaire ce contrat sera versée par la Collectivité sur les crédits du budget annexe de l'eau potable.

-Par délibération n°9974 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public d'eau potable sur l'ensemble des Communes du territoire où l'Agglomération exerce la compétence.

La structure de tarification retenue est un tarif binôme comprenant une partie fixe, dénommée abonnement et une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau consommé. La partie fixe, en rapport avec les coûts fixes d'exploitation du service, présente une progressivité selon le diamètre des compteurs. Elle est actuellement intégralement perçue par les délégataires dans le cadre de leurs contrats selon une grille tarifaire similaire pour l'ensemble des usagers.

Afin de maintenir l'équité des tarifs du service public d'eau potable, il est proposé de fixer le montant de la partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de la redevance eau potable perçue sur la Commune de Grabels à compter du 1^{er} novembre 2014 comme suit :

Diamètre compteur	Part fixe HT facturée semestriellement
F1 (Æ compteur inf ou égal 20 mm)	10 € par semestre
F2 (Æ compteur 25 mm)	15 € par semestre
F3 (Æ compteur 30 mm)	25 € par semestre
F4 (Æ compteur 40 mm)	40 € par semestre
F5 (Æ compteur 50 mm)	65 € par semestre
F6 (Æ compteur 60-65 mm)	90 € par semestre
F7 (Æ compteur 80 mm)	155 € par semestre

Diamètre compteur	Part fixe HT facturée semestriellement
F8 (Æ compteur supérieur ou égal 100 mm)	240 € par semestre

La partie proportionnelle reste inchangée :

- à 1,125 euros hors taxes par mètre cube pour la 1^{ère} tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an,
- à 1,263 euros hors taxes par mètre cube pour la 2^{ème} tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

La redevance sera intégralement perçue par la Collectivité.

Par ailleurs, dans la période transitoire du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier va être amenée à réaliser, à la demande des usagers, différentes prestations et travaux comme l'étalonnage ou le changement d'un compteur ou la construction de branchements neufs.

Afin de garantir une réalisation cohérente et conforme aux règles de l'art des travaux et prestations, notamment de construction de la partie publique des branchements, ouvrages incorporés au patrimoine propriété de la Collectivité, il convient de décider des modalités et conditions de prise en charge de ces demandes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de remboursement par les usagers des frais correspondants.

Lors d'une demande de prestations ou de travaux par les usagers sur la Commune de Grabels, il est proposé :

- l'exécution par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, après accord des usagers concernés, des prestations et travaux notamment des parties de branchements situées sous voie publique, jusque et y compris le compteur et sa niche au plus proche des limites du domaine public,
- la réalisation de ces prestations et travaux dans le cadre du marché d'exploitation du service de l'eau potable sur la Commune de Grabels ou, le cas échéant, du marché des travaux courants d'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- le remboursement par les usagers du coût réel des prestations et travaux les intéressant, calculé par application des prix unitaires du marché aux quantités réellement exécutées, le montant du remboursement étant toutefois plafonné à l'estimation des travaux préalablement établie sur la base du bordereau des prix unitaires du marché de prestations et travaux ; le montant de ce remboursement sera diminué des subventions éventuellement obtenues et ne sera pas majoré pour frais généraux,
- le recouvrement de ce remboursement après achèvement des prestations et travaux comme en matière de contribution directe.

Ces modalités sont similaires à celles adoptées pour l'ensemble du service géré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les tarifs de la redevance eau potable applicables sur la commune de Grabels à compter du 1er novembre 2014 comprenant une part fixe fonction du diamètre de compteur et une partie variable de 1,125 € par m³ hors taxes pour la première tranche de 120 m³ consommés et 1,263 € par mètre cube hors taxes pour la deuxième tranche,
- approuver les dispositions proposées relatives aux demandes des usagers de prestations et de travaux à réaliser sur la commune de Grabels ,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget annexe de l'eau potable au chapitre 011 pour les dépenses de fonctionnement et au chapitre 23 pour les dépenses d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur REVOL

Donc, si vous le voulez bien, nous commençons par l'eau potable. Je crois, chers collègues, que nous franchissons ce soir une étape importante dans la nouvelle politique qu'a choisie notre Agglomération concernant l'eau potable. Je vous rappelle que le 7 mai dernier, en séance extraordinaire, nous avons adopté le principe du passage en gestion de régie publique pour l'eau potable sur le territoire des 13 communes concernées par la fin de contrat à la fin de cette année. Nous avons donc travaillé d'arrache-pied depuis pour aboutir à réaliser les conditions de ce passage. Et donc, ce soir, le caractère irréversible de ce passage se manifestera par le vote de la délibération numéro 12 qui déclare que l'ensemble de la consultation DSP, qui a été lancée le 25 juillet 2013, est déclarée sans suite pour motif d'intérêt général.

Dans la mesure où, d'après la législation française, la régie est la norme, c'est la DSP qui est l'exception et que toute collectivité peut revenir, à n'importe quel moment pour un motif d'intérêt général, à une gestion en régie. Toute la jurisprudence étant favorable sur ce sujet. Mais pour pouvoir faire cette délibération ce soir, il fallait d'une part

négoier avec l'ensemble des délégataires qui étaient concernés sur ces communes pour aboutir à ce que le service puisse continuer de manière tout à fait normale jusqu'au 1er janvier 2016, date que nous nous sommes fixée pour passer en régie.

Cette négociation a eu lieu pendant l'été et aboutit aux délibérations que vous avez en main, qui permettent à ces délégataires de poursuivre leur activité jusqu'à cette période, en maintenant le même niveau d'investissement et d'intervention dans le renouvellement des réseaux, en maintenant la même qualité de service, en maintenant toutes les exigences que nous avons pu poser à ce niveau dans cette négociation. Et nous avons pu obtenir aussi que la rémunération des délégataires soit diminuée pour que nous puissions ainsi, avec le même prix de l'eau, qui ne changera pas sur la totalité de ces communes au 1er janvier prochain, obtenir le fait que notre collectivité puisse continuer sa politique d'investissement et organiser ainsi le passage en régie en bon et due forme. Donc, nous avons une difficulté sur une seule commune, c'est un peu l'ironie de cette délégation de service public, c'était Grabels. Sur Grabels, dans la mesure où le contrat avait déjà été reporté d'un an, jusqu'au 1er novembre 2014 et que la jurisprudence, notamment l'arrêt « Commune d'Olivet » fait que l'on ne peut pas reporter de plus d'un an ce contrat. Donc, après consultation de tous les services de l'État, nous nous sommes orientés sur une gestion qui est décrite dans la délibération numéro 15 et qui sera directe par l'Agglomération avec un système de prestations de services qui a donné lieu à un marché et qui aboutit à ce que nous pouvons ainsi assurer le service sur la commune de Grabels jusqu'au 1er janvier 2016. Ainsi, nous avons pu réaliser cela.

La deuxième condition qui était nécessaire, c'est qu'il nous fallait l'avis favorable et le feu vert de la Direction générale des finances publiques et de la préfecture. Cet avis nous est arrivé le 7 octobre dernier, il est positif, nous pouvons donc d'ores et déjà, à ce Conseil d'Agglomération, acter ce retour. Donc, naturellement, les autres communes de notre Agglomération, celles qui sont dans le syndicat Garrigues Campagne, les 9 communes et ceux qui sont dans le syndicat du Bas Languedoc, les 9 autres communes à l'Ouest ne sont pas aujourd'hui concernées par cette délibération et naturellement, le service continue avec des contrats qui durent, pour ces deux territoires, jusqu'en 2021.

Donc, pour ce qui est des communes qui sont concernées ici, l'année prochaine, nous aboutirons à un prix de l'eau potable pour l'usager qui sera identique, qui tourne pour la plupart de ces communes entre 1,27 et 1,29 euro. Et donc, nous avons ainsi la possibilité, pour l'année qui vient, de pouvoir financer la poursuite de nos investissements qui sont conçus à l'intérieur du schéma directeur d'eau potable et deuxièmement, pouvoir financer le passage en régie d'une manière tout à fait efficace.

Ce qui fait que nous pouvons ainsi, Monsieur le Président, passer en régie au 1er janvier 2016 sans que nous réclamions un centime de plus sur le prix de l'eau et sans que nous réclamions un centime de plus aux contribuables.

Ainsi, nous pourrons, au cours de l'année prochaine, dans le débat public qui s'engagera entre nous pour organiser le passage maîtrisé en régie, réfléchir à partir du 1er janvier 2016 quelle baisse du prix de l'eau nous pouvons réaliser, en ayant bien en tête que cette baisse du prix de l'eau est possible, mais qu'elle est possible en faisant bien attention à ce que nous puissions avoir une marge nécessaire, sur les années qui viennent, pour pouvoir appliquer avec la même rigueur le schéma d'eau potable et l'investissement nécessaire. Car, comme vous le savez, la préservation de la ressource passe notamment par la lutte contre les fuites et nécessite de ce point de vue les investissements nécessaires.

Je pense donc que nous sommes engagés, sur ce dossier, d'une manière assez rigoureuse aujourd'hui, nous pouvons avancer.

Je voudrais, pour terminer mon intervention sur ce point, saluer le travail qui a été mené par le comité citoyen de suivi qui se poursuit et qui se réunit régulièrement. Nous allons, Monsieur le Président et moi-même, le réunir la semaine prochaine pour une deuxième séance solennelle et pour travailler sur le statut de la future régie notamment. Je voudrais aussi saluer le travail de la commission eau et assainissement, puisque cette commission bat tous les records de durée, entre 3 et 4h de réunion. Et donc, à partir de là, tous les présents sont très motivés et participent beaucoup, je tiens donc à saluer leur présence. Enfin, pour terminer, je voudrais saluer le travail remarquable des services, parce que j'ai bien l'impression que les décisions que nous avons prises au mois de mai avaient constitué une pression énorme sur les services de l'Agglomération. Ces services dirigés par Monsieur Hémain et Madame Fuchs, qui ont fait un travail tout l'été qui a abouti à ce travail remarquable. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Je n'ai rien à rajouter ni à commenter, je partage du début à la fin ce que vous avez dit. En vous remerciant pour tout le travail que vous faites pour la mise en place de la régie publique de l'eau au 1er janvier 2016 qui est un engagement de campagne commun qui a été voté par cette assemblée dans son principe et qui maintenant prend les allures légales, la forme juridique pour la construire ensemble. Qui souhaite prendre la parole ? Madame Brissaud, Madame Jamet, Monsieur Larue, Monsieur Rico.

Madame Brissaud.

Madame BRISSAUD

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président, chers collègues. Avant d'entamer les différents points qui abordent la délégation du service public concernant l'eau potable et l'assainissement, j'ai une question. J'ai été interpellée, comme plusieurs d'entre nous, même alertée, sur un recours éventuel sur la procédure qui a permis de désigner les prestataires auxquels nous ferons appel pour les services d'eau potable et d'assainissement sur l'Agglomération de Montpellier. Certains concurrents émettent des réserves, voire contestent le fonctionnement de notre commission d'appel d'offres et comptent ester en justice. Ma première question, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président est risquons-nous d'avoir un recours qui casse la décision que nous allons prendre aujourd'hui ? Les avocats des différentes entreprises concernées et concurrentes sur les dossiers estiment qu'ils ont suffisamment d'éléments pour un recours. Ma deuxième question serait, comment se fait-il que le fonctionnement de notre commission d'appel d'offres puisse être mis en cause ? J'aimerais connaître votre position, voire vos explications sur ce sujet.

Monsieur le Président

Ma position est simple, je ne mets pas les mains dans les commissions, ni dans les commissions d'appel d'offres, ni dans les jurys, je n'y participe pas, je n'en suis pas membre. Je fais totalement confiance au choix du président de cette commission, que ce soit Monsieur Revol pour ce qui est de l'eau que ce soit Monsieur Meunier pour la gestion des déchets. Ce sont eux qui mènent les travaux et je n'y participe pas. Après, que les avocats disent qu'il faut défendre ou attaquer, c'est leur rôle, c'est leur métier.

Madame BRISSAUD

C'était juste pour avoir cette confirmation. Et je serais ravie que l'on puisse aboutir à la conclusion sans rien avoir à se reprocher.

Monsieur le Président

Vous n'allez pas me faire le coup de l'objecteur de conscience. Soyons sérieux, Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Juste une précision. Je n'ai présenté pour le moment que les dossiers concernant l'eau potable, il n'y a donc pas de DSP. Sur l'eau potable, nous revenons en régie, il y a donc des avenants qui permettent aux actuelles DSP, dont certaines durent depuis 1973, de se poursuivre pour un an. La négociation a lieu sur ces avenants, il n'y a pas de DSP, nous allons revenir en régie. Ce à quoi vous faites allusion, c'est ce que nous allons présenter après, ce sont les DSP assainissement. Je vous les présenterai quand nous aurons fini de discuter de l'eau potable, car la commission d'appel d'offres concernait les DSP assainissement.

En ce qui concerne l'eau potable, nous renvoyons aujourd'hui la totalité des offres qui nous ont été faites parce que nous ne sommes plus concernés par ces offres, puisque nous les déclarons sans suite.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Madame Jamet.

Madame JAMET

On a quelques éclaircissements, je n'en dirais pas davantage. Vous n'avez pas été très clair, vous dites que nous allons traiter les dossiers 5 à 15, on ne savait donc pas très bien où nous en étions.

Monsieur le Président
Affaires 5 à 13.

Madame JAMET

Mais nous avons également abordé le 15 qui traitait directement de Grabels. Donc, ça n'était pas très clair et j'ai effectivement une question qui m'interpelle au sujet des trois dossiers. Et je ne couperai pas l'herbe sous le pied à Monsieur Larue qui, je pense, brûle d'envie de vous en demander davantage.

Monsieur LARUE

Je remercie Madame Jamet de passer les plats. Monsieur le Président, chers collègues. Je serais très bref sur le sujet, mais j'ai une petite question. J'ai écouté avec le plus grand intérêt votre dernière conférence de presse sur le sujet de l'eau, à laquelle participaient Monsieur Revol et Monsieur Meunier. À un moment, vous avez évoqué les pressions que vous auriez subies. Vous avez demandé aux journalistes de le faire en « off », un journaliste vous a répondu que ça n'était pas possible parce qu'il y avait 10 journalistes et que c'était enregistré. Sur le coup, vous avez dit « je ne dis rien » et après, vous avez dit. Donc, vous avez indiqué avoir subi des pressions de la part de proches de Solférino. Personnellement, je ne sais pas ce que ça veut dire, mais comme on dit dans ces cas-là, vous en avez trop dit ou pas assez. Que vouliez-vous dire à ce moment-là ? Qui étaient ces proches de Solférino ? Ont-ils existé ? Et dans quel sens vous ont-ils mis la pression s'ils vous ont mis la pression ?

Monsieur le Président

Ce n'est pas la première fois que je reçois des pressions de Solférino.

Monsieur LARUE

Je rebondis sur vos propos en conférence de presse.

Monsieur le Président

Franchement, tout le monde le sait.

Monsieur LARUE

Non, moi je ne sais pas.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, vous étiez là pendant la campagne des municipales, vous savez combien j'ai fait l'objet de pressions de Solférino. C'est donc une phrase sibylline qui traite d'un fonctionnement assez commun et que j'ai retranscrit à ce moment-là, mais que j'ai déjà dit plusieurs fois dans la presse, pas seulement pour cette thématique. C'est du langage sibyllin.

Monsieur LARUE

Je n'en saurais donc pas plus.

Monsieur le Président

Monsieur Rico.

Monsieur RICO

Monsieur le Président, chers collègues. Juste pour vous informer que compte tenu de mon activité professionnelle et de mon employeur, je suis, par rapport à cette délibération et les suivantes, en situation de conflit d'intérêts, je ne participerai donc pas au vote.

Monsieur le Président

C'est bien noté, Monsieur Rico, merci. Je mets aux voix.

AFFAIRE 6 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°7 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AVENANT N°7 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Revol ? Je mets aux voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions et un vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°8 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE JACOU, LE CRÈS, VENDARGUES ET SAINT AUNÈS - AVENANT N°8 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°9 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°10 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SAINT BRÈS ET SUSSARGUES - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°11 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°12 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET EN EAU BRUTE - DÉCLARATION SANS SUITE DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - TARIFS - ADOPTION

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE. Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°14 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

Le patrimoine de ce service comprenait en 2013 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnau le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m3,

- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

La station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

L'ensemble des stations d'épuration ont traités 31,3 millions de m³ en 2013, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20 tonnes de DBO₅.

Ce patrimoine dessert une population de près de 425 000 habitants pour 95 800 abonnés. Plus de 26 millions de m³ leur ont été facturés en 2013.

L'exploitation du service est assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes :

* société fermière Véolia Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée au 31 décembre 2014 et, pour trois d'entre eux au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats dont l'échéance dépasse une durée de 20 ans au-delà de l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Ils concernent les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 11704 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Cette décision constitue l'un des actes fondateurs d'une politique de l'eau conduite par une Autorité Organisatrice renforcée, décisionnaire sur tous les axes stratégiques de long terme et garante d'un service public de qualité, avec comme grands principes :

- poursuivre la prise en charge directe de l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirmer sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- placer l'utilisateur au cœur de la définition de la qualité de service,
- traduire dans les obligations de l'exploitant du service les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, comme les modalités de suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

-Par délibérations n° 11706, 11707 et 11708 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, à travers 3 contrats distincts, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Les 3 contrats correspondent à un découpage géographique et fonctionnel des ouvrages comme suit :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et

ouest.

-Par ces délibérations, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devront assurer les délégataires et a autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles pour la mise en œuvre et le bon déroulement des procédures de délégation de service public.

Le 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a affirmé le principe du retour en régie publique du service d'eau potable qui privilégie l'intérêt général avec des objectifs sociaux et écologiques. Cette décision majeure qui sera effective au 1er janvier 2016, s'inscrit dans le choix global de refonder l'organisation et la transparence du service public de l'eau.

Pour l'assainissement, cela passe dans un premier temps par un pilotage renforcé des contrats par la puissance publique, étape essentielle avant le retour souhaité en régie publique.

En ce qui concerne la délégation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA, le périmètre du service correspond aux ouvrages principaux suivants ainsi qu'à l'ensemble des installations et ouvrages annexes :

- la station d'épuration MAERA de capacité 470 000 EH et son émissaire de rejet en mer de 20 km ;
- la station d'épuration sur la commune de Castries de capacité 6 300 EH, jusqu'à sa mise hors service après raccordement des effluents sur le système de collecte de MAERA ;
- 28 km de canalisations de collecte et de transport Les branchements directement raccordés à ces canalisations ne font cependant pas partie du périmètre du présent contrat mais relèvent du périmètre relatif aux réseaux de collecte raccordés à la station MAERA ;
- 3 postes de relèvement ;
- le bassin d'orage des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m³.

Les usagers du service sont ceux dont les effluents sont traités par les stations d'épurations définies ci-dessus, soit les habitants des communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues. Par ailleurs, la station MAERA reçoit les effluents en provenance des communes d'Assas, Teyran, Saint-Aunès, Palavas-les-Flots et des secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la commune de Mauguio.

La durée du contrat d'affermage est de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2015. Il prendra fin le 31 décembre 2021.

Par ailleurs, il a été convenu que la durée du contrat puisse s'adapter au planning de mise en œuvre des travaux d'optimisation à réaliser sur la station d'épuration MAERA. Le contrat a ainsi été assorti d'une clause de rupture anticipée, après préavis, pouvant intervenir à compter de trois ans après la prise d'effet du contrat, rupture sans indemnités autre que celle éventuellement liée à la valeur nette comptable des biens de retour et de reprise financés au titre du contrat.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur plusieurs supports, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public « Eau et Assainissement » s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les quatre candidatures émanant de GELSENWASSER/NANTAISE DES EAUX, Véolia Eau, LYONNAISE DES EAUX et SAUR, puis, dans un second temps, après analyse, autoriser ces quatre candidats à présenter une offre.

Le programme de la consultation alors adressé aux quatre candidats a repris et traduit les objectifs préalablement fixés au travers d'articles spécifiques portant notamment sur :

- la contribution à des actions solidarité et la mise en œuvre de dispositions en faveur de l'emploi et de l'insertion,
- l'amélioration de la connaissance et des performances des ouvrages,
- la contribution aux efforts engagés par la Collectivité au travers de son Plan Energie Climat Territorial et sa labellisation Citer'gie,
- une transparence forte de la gestion du service délégué, sur les volets techniques, gestion des abonnés et financiers, avec un accès permanent aux données natives du service et des outils de pilotage partagés,
- des facilités de reprise du système d'information à l'échéance du contrat,
- l'engagement d'actions d'innovation et de recherche au bénéfice des équipements du service.

L'attention des candidats avait été attirée sur la nécessité d'une bonne insertion des équipements dans leur environnement urbain et les candidats étaient invités à préciser l'ensemble des moyens et des méthodes proposées dans leurs offres afin de répondre à cet objectif. Pour cela, ils pouvaient exposer les modalités particulières d'exploitation retenues mais aussi envisager la réalisation de travaux neufs à leur initiative.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites des installations ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que 3 candidats admis à déposer une offre avaient remis leur offre dans les délais impartis. Elle a pris acte que la société GELSENWASSER/NANTAISE des EAUX a signifié, par courrier, ne pas être en mesure de

remettre une offre sur ce dossier.

Enfin, le 13 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis après analyse sur les trois offres remises et a recommandé au Président de la Communauté d'Agglomération, personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 3 candidats.

A l'issue des négociations menées dans le strict respect de l'égalité des candidats, ces derniers ont été invités à remettre leur offre finale le 1^{er} septembre 2014 au plus tard. Sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société Véolia Eau s'avère être la plus performante.

Conformément aux dispositions des articles L.1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 les documents suivants :

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 8 octobre 2013 relatif à l'ouverture des candidatures.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 12 mai 2014 relatif à l'ouverture des offres.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.
- Rapport présentant les motifs du choix de la société VEOLIA Eau comme titulaire du contrat de délégation de service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat.
- Projet de contrat délégation de service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

- Qualité et amélioration technique du service.
- Transparence de la gestion et de l'exploitation du service.
- Engagements en termes de Développement Durable.
- Les prix du service et la cohérence de leur justification.
- Engagements en termes de renouvellement.
- Adéquation entre l'organisation et les moyens matériels et en personnel mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service.

Dans leur offre finale, Véolia et Saur ne proposent pas de variante. Lyonnaise propose deux variantes :

- Variante 1 : Optimisation énergétique « Injection de biogaz », impact tarifaire + 0,048 €/m³ HT appliqué au prix de base,
- Variante 2 : Optimisation de la déshydratation des boues, impact tarifaire + 0,034 €/m³ H.T appliqué au prix de base.

Au regard des critères de jugement des offres, les deux variantes proposées par Lyonnaise, même si elles sont intéressantes sur le plan du développement durable, ne sont pas opportunes sur le plan technique dans l'immédiat et ont un impact financier très conséquent à la fois pour l'usager et pour la Collectivité en cas de rupture anticipée du contrat. Ces deux variantes ne sont donc pas retenues.

Elles concernent des évolutions notables de la filière de traitement des boues qui mériteront sans doute d'être examinées dans le cadre des travaux d'optimisation de la station qui sont hors périmètre du contrat.

S'agissant de l'offre de base de Lyonnaise des eaux et des offres de Véolia Eau et Saur, les propositions en terme de moyens humains et matériels et d'organisation sont adaptées à la nature et à la taille du service, susceptibles de garantir sa bonne exploitation et sa continuité.

Les trois candidats proposent également des prix très intéressants, car légèrement inférieurs au tarif actuel malgré des investissements significatifs à réaliser et le risque d'une résiliation anticipée annoncée du contrat, au-delà de trois années d'exécution.

L'offre de Véolia propose le prix le plus élevé mais présente la meilleure proposition sur les quatre autres critères.

En matière de qualité et d'amélioration de service, l'offre de Véolia est plus aboutie et répond le mieux aux attentes de la collectivité sur tous les enjeux majeurs de l'exploitation : diagnostic permanent, évaluation de l'impact du système d'assainissement sur le milieu naturel, gestion dynamique des ouvrages, gestion des odeurs, repérage et suivi des balises de signalisation de l'émissaire de rejet en mer.

Sur ces différents points, les propositions de Véolia sont les plus pertinentes. Elles traduisent une bonne compréhension des enjeux et une meilleure appréhension des possibilités d'amélioration. Les investissements consentis sont les plus élevés, y compris pour les travaux imposés sur l'épaississeur et le gazomètre.

S'agissant plus particulièrement de la problématique des odeurs, l'offre de Véolia est la seule qui propose une

approche complète et une solution satisfaisante, celle de Lyonnaise n'ayant pas démontré ses capacités à traiter efficacement le sujet et n'étant pas appuyée par des résultats positifs avérés. SAUR n'a pas fait de réelles propositions sur ce point clef.

La solution proposée par Véolia en matière de Système d'Information est également la plus apte à répondre aux exigences de la collectivité. Le système est bâti pour être rapidement autonome et indépendant, avec un accès permanent de la collectivité aux données motivées de l'exploitation, ce qui garantit la plus grande transparence et les meilleures conditions de réversibilité à l'issue du contrat.

Les engagements pris par Véolia sont les plus importants en termes de développement durable, qu'il s'agisse du plan d'actions pour réduire les consommations énergétiques et la production de GES, comme du recours à des personnels en insertion.

Enfin, les engagements de Véolia sont également les plus importants s'agissant du renouvellement des équipements. A noter également sur ce point que Véolia s'engage à faire réaliser tous les 2 ans un audit financier du respect de ses engagements contractuels. Pour sa part, Lyonnaise des Eaux limite les dépenses de renouvellement pendant les trois premières années d'exécution du contrat.

L'offre de prix de Véolia est cohérente au regard des solutions techniques et des modalités d'exploitation proposées. Elle est robuste, les charges présentées sont adaptées aux moyens mis en œuvre et l'équilibre financier repose sur des hypothèses satisfaisantes.

Le tarif qui en résulte, soit 0,354 €/m³ H.T. reste inférieur au tarif actuellement en vigueur.

La proposition de prix la plus attractive, présentée par Lyonnaise des eaux, est inférieure de 11 %, au prix proposé par Véolia, soit -0,039 €/m³ H.T.,

Cet écart n'est cependant pas de nature à compenser la bien meilleure qualité globale des propositions de Véolia, d'autant que l'offre financière de Lyonnaise est moins robuste et repose sur des moyens mis en œuvre qui paraissent insuffisants au regard des objectifs techniques affichés. Elle affiche, par ailleurs des frais de structure et une marge plus élevés que ceux de l'offre de Veolia.

L'offre de SAUR, intermédiaire en terme de prix, n'apparaît la mieux classée sur aucun des critères.

En conclusion, il est proposé de retenir l'offre de Véolia Eau, comme étant la plus performante et la seule permettant de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des attentes de la collectivité.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de délégation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration Maéra établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 36 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, règlement du service, inventaire des biens affectés au service, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, actions d'innovation et de R&D proposées, modalités de mise en œuvre du diagnostic permanent, des dispositions liées au Système d'information, personnel détaché à reprendre, programme d'insertion par l'emploi,...) et financiers (Compte d'Exploitation Prévisionnel, valeur nette comptable des biens financés par le contrat, bordereau des prix unitaires, modèle de compte annuel de résultat).

Sa durée est de 7 ans. Il prendra effet le 1^{er} janvier 2015 pour se terminer le 31 décembre 2021.

Il pourra être résilié pour motif d'intérêt général lié à l'engagement des travaux de restructuration et d'amélioration de la station Maéra, avec préavis de 6 mois et sans indemnité autre que celle liée à la valeur nette comptable des biens de retour et de reprise financés au titre du contrat, si cette résiliation intervient au moins trois ans après la date d'entrée en vigueur du contrat.

La Collectivité confie au Délégué le soin exclusif d'assurer la gestion du service public, ce qui inclut :

- le droit exclusif pour le Délégué d'assurer le service public de transport et de traitement des eaux usées à l'intérieur du périmètre contractuel :
- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de transport et de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
- l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte et du traitement,
- le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service,
- les travaux de réparation des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
- l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
- la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
- la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service

rendu à l'usager.

- l'obligation de transparence du délégataire dans la gestion du service sur tous les aspects techniques, administratifs et financiers par un accès étendu pour la collectivité aux données du service,
- l'obligation de conduite du service en tenant compte de la politique de la Collectivité traduite dans les obligations du contrat, notamment d'un point de vue environnemental et social ;
- le droit pour le Délégataire de percevoir auprès des abonnés les rémunérations correspondant aux prestations qu'il leur fournit.

De plus, le contrat précise :

- les conditions d'exploitation du service : aspects techniques, engagements vis-à-vis des usagers du service, obligation vis-à-vis du patrimoine qui lui est confié (notamment sont définis clairement les obligations d'entretien, les obligations de renouvellement, les obligations de tenue à jour des plans sur format informatique et des bases de données) ;
- le partage de responsabilité et les obligations d'assurances du délégataire ;
- les relations financières entre le délégataire et les usagers : tarif du service et modalités de révision ;
- les relations financières entre le délégataire et la collectivité : restitution à la Collectivité des sommes affectées au renouvellement et non dépensées en fin de contrat, pénalités et garantie à première demande à disposition de la Collectivité ;
- les engagements en matière d'information et de transparence dans la gestion du service par le délégataire : contenu et cadre des rapports annuels tant au plan technique qu'économique et financier (référence au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat, obligation d'explication des méthodes de calcul, de permanence des méthodes d'une année sur l'autre, etc.), mise en place de réunions régulières avec la Collectivité pour le suivi du service ;
- les obligations du délégataire en fin de contrat (restitution des données, restitution des biens en bon état, etc.).

La Collectivité conserve son rôle d'autorité organisatrice du service. Elle se charge en particulier de :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définit précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

La Collectivité met gratuitement à la disposition du Délégataire les ouvrages et installations qu'il est chargé d'exploiter dans un état conforme à celui du procès-verbal prévu contractuellement.

La gestion du service est assurée par le Délégataire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine et la continuité du service, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Délégataire sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m³.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs sont fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le montant de cette part variable s'élève à 0,354 €H.T./m³ au 1^{er} janvier 2015.

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 71,2 M€ H.T. en cumulé sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 62,2 M€ H.T. relèveront de la redevance versée par les usagers du service et 9,0 M€ H.T. constituent des recettes accessoires, dont 6,9 M€ H.T. de recettes liées à la cogénération du biogaz.

Les charges d'exploitation s'élèveront quant à elles en cumulé sur la durée du contrat à

67,8 M€ H.T., dont 5,0 M€ H.T. liés aux investissements (y compris frais financiers) et 4,3 M€ H.T. versés au compte de renouvellement. Ces charges prennent en compte par ailleurs les dotations contractuelles obligatoires suivantes :

- dotation annuelle pour l'innovation et la recherche DIRN : 70 000 € H.T.
- dotation annuelle pour travaux sous contraintes d'exploitation DT : 50 000 € H.T.
- dotation annuelle à destination d'un dispositif d'aide aux usagers en situation de pauvreté-précarité : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux),
- dotation annuelle à destination de la solidarité internationale : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux) pour financer des actions de coopération décentralisée

retenues par la collectivité.

Les investissements sont notamment destinés aux actions d'amélioration des performances du service suivantes :

- traitement des odeurs : 495 k€ sur MAERA, 33 k€ sur le PR Pont Trinquat, 20 k€ sur les PR Faïsses et Fenouillet,
- aménagement du bassin d'orage des Aiguerelles : 214 k€
- optimisation de la filière de traitement biologique : 262 k€
- optimisation du traitement des boues : 790 k€
- diagnostic permanent et à la surveillance des rejets au milieu naturel : 197 k€.

Les travaux liés à la mise en place d'un nouvel épaisseur et d'un gazomètre sont évalués à 1 998 k€

L'estimation de la Valeur nette Comptable totale des biens de retour contractuels après 3 années d'amortissement est d'environ 3 M€ H.T.

Conformément aux articles L.1411-5 et L 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public eau et assainissement du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 12 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société Véolia Eau pour l'exploitation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat de délégation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de Véolia Eau comme délégataire du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- approuver la convention de service public et ses annexes, établie pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, à conclure avec Véolia Eau,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Monsieur REVOL

Nous arrivons maintenant à la question de l'assainissement, sur lequel nous avons décidé de poursuivre ensemble la procédure de DSP. Nous avons donc, cet été, sélectionné tous les candidats qui avaient déposé une offre, aucun n'a été refusé par la première commission, et nous les avons auditionnés et travaillé avec eux avec deux séries d'offres successives. Cette procédure, par nos prédécesseurs, avait été divisée en trois lots. Un lot concernant l'usine Maera, un lot concernant l'ensemble du réseau des communes (14 au total) qui se dirigent vers Maera. Et enfin, un lot Est-Ouest qui regroupe toutes les communes hors Maera avec 11 stations qui ont été le fruit des investissements notamment de ces dix dernières années et sur lequel nous sommes souvent intervenus.

Différents candidats se sont donc présentés. Sur le lot Maera, nous avons reçu des offres de la SAUR, des offres de la Lyonnaise et des offres de Veolia Eau. Sur le réseau Maera, les trois même auxquels il faut ajouter le groupe allemand dit Nantaise des eaux. Et sur le réseau Est-Ouest, les quatre mêmes précédents auxquels il faut ajouter le groupe Alteau. Nous avons procédé à leur audition, 48 heures d'audition, à peu près autant de travail pour les préparer. Je rends hommage à tous ceux qui ont suivi ce travail avec beaucoup d'attention. Il est clair que je n'ai aucun commentaire à faire sur les commentaires faits ici ou là. J'ai fait mon travail. Quant à moi, je n'ai subi aucune pression, manifestement personne ne voulait essayer. Nous avons donc pu travailler sur les offres du point de vue d'un certain nombre de critères qui sont les nôtres.

Les critères qui sont les nôtres sont :

- la qualité du service du public, l'accueil de la clientèle.
- la préservation et l'amélioration du patrimoine qui est notre propriété à notre collectivité.
- des engagements en termes de développement durable et de préservation du milieu naturel.
- des engagements en termes d'emploi et notamment en termes d'emplois d'insertion à l'intérieur de l'offre proposée.
- des engagements en termes de prix dans la mesure où nous voulions que le prix offert puisse descendre par rapport à ce qu'il était jusqu'à maintenant, notamment la prestation des délégataires.

À partir de ces critères, nous avons pu mener la discussion. Cette discussion, comme toutes discussions de ce type, est évolutive avec les offres des uns et des autres. Donc, je ne porterai une appréciation que sur l'offre finale. Concernant Maera, dont nous avons discuté lors de notre séance du 31 juillet dernier, nous avons voté ce jour-là que notre collectivité – nous avons voté le début de cet engagement à travers les études nécessaires – allait investir d'ici 3-4 ans pour arriver à une amélioration absolument indispensable sur cette usine Maera pour qu'elle puisse répondre à la croissance démographique normale de la zone concernée et qu'elle puisse améliorer ses performances. Améliorer ses performances notamment dans la lutte contre les odeurs. Donc, la discussion s'est menée au cours de l'été pour exiger des délégataires qui se présentaient à cette candidature qu'ils puissent nous fournir des réponses sérieuses et fiables que nous pouvions vérifier concernant cette lutte contre les odeurs.

Sur les trois prestataires, seuls deux ont offert des réponses assez soutenues sur la lutte contre les odeurs. Il s'agit d'une part de la Lyonnaise, d'autre part de Veolia Eau.

La Lyonnaise proposant un système de ventilateur permettant de dégager le bouquet des odeurs vers le haut à travers un système de cheminée. Nous nous sommes donc renseignés, nous avons étudié attentivement. Cela n'existe sur aucune station d'épuration d'une dimension similaire, nous n'avons donc aucun recul sur ce procédé. Procédé qui substitue apparemment une nuisance sonore à une nuisance olfactive et qui d'autre part ne garantit pas la disparition de la nuisance olfactive, puisqu'on la déporte chez les autres. Cette proposition n'a donc pas été retenue.

Veolia Eau a fait une proposition au terme du débat beaucoup plus précise. Nous l'avons étudié par rapport aux autres propositions. Elle consiste premièrement à identifier les différentes sources d'odeurs au sein même de l'usine Maera et qui proposent d'investir tout de suite. Donc, contrairement à ce qui a été écrit dans je ne sais quel journal, il y a quand même 5 millions d'investissements qui sont engagés dans ce contrat sur les 7 ans, indépendamment de l'investissement que nous ferons nous dans 4 ans. Notamment pour couvrir le bassin circulaire qui est la source principale des odeurs, pour deuxièmement mettre en place des capteurs d'odeur beaucoup plus nombreux et beaucoup plus précis dans les zones que nous souhaitons. Et enfin, pour permettre que la mesure de ces odeurs se fasse de manière indépendante que la collectivité pourra contrôler avec la possibilité de sanctions financières si les objectifs, en termes d'odeur, ne sont pas atteints.

Donc, dans le cadre d'un investissement qui sera valable pour les 3-4 ans, puisque dans 4 ans nous modifierons la station pour la rendre encore plus performante, je pense que nous pouvons, avec cette offre, répondre aux besoins qui étaient les nôtres. Sur l'usine Maera, les prix proposés sont des prix relativement similaires et Veolia Eau est supérieur d'un ou deux centimes aux autres, mais sur le plan qualitatif répond aux objectifs que nous nous fixions.

Deuxièmement, concernant le réseau Maera qui se dirige vers l'usine elle-même, il joue un rôle stratégique important. Car, comme nous avons pu le vérifier lors des épisodes pluvieux derniers, toute une partie du réseau de Montpellier est unitaire. Cela signifie qu'il mélange les eaux usées et les eaux pluviales et dans les épisodes pluvieux, cela crée des désordres qui, malgré l'existence de bassins créés dans ce sens, altèrent le bon fonctionnement de l'usine Maera. Donc, vous savez que nous investissons, notamment avec l'intercepteur Est, pour faire que tout ce qui vient du nord de Montpellier ne traverse pas Montpellier et soit sur un réseau séparatif qui nous permet un traitement optimal. C'est l'une des conditions qui fait que nous pouvons améliorer la qualité du Lez. Un peu plus tard, nous nous occuperons de l'Ouest et notamment de la qualité de la Mosson. Dans ces conditions, il fallait avoir une offre qui soit qualitativement importante et qui permette notamment que les curages et la mesure de l'encrassement des réseaux ne soient pas faits de manière indirecte, mais de manière directe et que nous puissions ainsi intervenir et pousser le délégataire à intervenir de manière récurrente. Nous ne nous satisfaisions pas de propositions qui nous donnaient des taux de curage en pourcentage, mais on peut très bien, à ce moment-là, curer un réseau qui ne pose jamais de problèmes et on a rempli son objectif de taux de curage. Ce que nous voulions, c'est une intervention ciblée qui permette d'intervenir sur les points noirs. La discussion a été rude et au terme du débat, trois entreprises se sont retrouvées dans un niveau de prix à peu près identique, qui variait autour de 5 à 7 % : La Nantaise, Veolia Eau et la Lyonnaise. Et puis, brutalement, à la dernière minute, l'entreprise SAUR a décidé de proposer une chute des prix importante de plus de 20 %. Je n'ai aucune honte à m'en expliquer publiquement ici, car lorsque l'on vous fait une offre qui avant n'était pas de ce niveau-là et qui brutalement chute le prix, cela entraîne nécessairement de votre part l'étude précise des comptes d'exploitation de l'entreprise qui d'un seul coup se permet de faire une telle chute pour voir si on n'a pas à faire à une opération de dumping. Nous avons donc étudié le compte d'exploitation prévisionnel et nous avons notamment pu remarquer qu'en termes de

personnel mobilisé sur ce dossier, il y en avait beaucoup moins que prévu.

Et que donc, il y avait un défaut au niveau du personnel mobilisé, notamment dans le compte d'exploitation annuel et il y a 300 à 400 000 euros qui manquent pour pouvoir assurer un minimum de service pour ce secteur. Deuxièmement, des recettes exceptionnelles qui étaient prévues ont été relativement gonflées et ne correspondent pas aux recettes exceptionnelles qui chaque année peuvent être obtenues. Donc, après avoir étudié, je me suis aperçu, les services également, que cette offre n'était pas financièrement sincère et nous avons connu, d'autres collectivités ont connu ce genre de déboires. On choisit le prestataire qui vous propose brutalement une baisse des prix, ça vous permet électoralement de dire que vous baissez les prix et puis 3 ans après, le même prestataire vient vous voir en vous disant qu'il n'arrive pas à faire fonctionner la machine et il vous demande un avenant qui modifie le prix. Nous ne voulions pas ça, nous voulions un engagement sur ces 7 ans qui soit un engagement sérieux.

Autre remarque importante. Sur les trois contrats, nous tenions particulièrement à ce que les données et le système d'information puissent être récupérés par la collectivité. De ce point de vue, c'est l'offre de Veolia Eau qui, dès 2018, nous permettra de prendre le contrôle du système d'information et de la totalité des données. Pourquoi est-ce important ? Parce que ces contrats s'achèvent en 2021 et en 2021, l'assemblée qui sera ici, et nous n'y serons peut-être pas parce que ce sont les électeurs qui en décideront ou notre volonté de nous présenter ou non, en 2021, il faudra que cette collectivité soit capable de dire, sans que ça lui coûte quelque chose, si elle souhaite revenir en régie publique de l'assainissement ou si elle ne le souhaite pas. Je ne m'engage pas sur ce débat futur qui sera le choix des élus.

Par contre, notre responsabilité, c'est de permettre à ces élus de faire ce choix sans avoir un boulet au pied qui fait que vous ne pourriez pas le faire parce qu'il vous manque le logiciel clientèle. Nous l'aurons puisque la facturation de l'assainissement passe par la facturation de l'eau et nous serons en régie publique de l'eau. Le système d'information, nous l'aurons, les données, nous les aurons et ainsi, le coût d'un passage en régie sera plus faible. Ça nous permettra de le choisir, je ne préjuge pas de ce débat de l'époque, mais il fallait que ça soit présent.

Enfin, troisième marché non négligeable, c'est la majorité des communes, même si c'est la minorité des populations. Et dans la politique qui est la nôtre, intercommunale, toute commune a son importance et y compris la plus petite commune de notre Agglomération doit être traitée avec le même égard que la plus grosse. Dans ces conditions, le marché Est-Ouest n'est pas un marché secondaire. Actuellement, à l'Est, c'est Veolia qui a ce contrat, à l'Ouest, c'est la Lyonnaise des eaux, une compétition s'est donc menée sur ce contrat. Nous avons été surpris par la proposition d'un groupe, le groupe Alteau. Il a été écrit quelque part que ce groupe n'avait pas d'assise financière. Je précise que son principal actionnaire est la Caisse des Dépôts et Consignations.

Donc, à partir de là, nous sommes face à un groupe tout à fait sérieux et il n'a pas 'compétitionné' sur les autres marchés, mais seulement sur celui-là et il a fait un travail extrêmement précis. Ce que nous avons sur le marché Est-Ouest, c'est un peu ce que j'appellerais de la dentelle de l'assainissement, c'est-à-dire quelque chose d'assez fin avec 11 stations d'épuration, 13 au total, qui sont le fruit de l'investissement de notre collectivité pendant une dizaine d'années et qui sont parfois de nature très différente, qui gèrent les choses en fonction des territoires de manière différente. Il nous faut donc un prestataire attentif, un prestataire qui va en faire quelque chose qu'il soignera et qui sera à même de visiter chaque commune, de rencontrer chaque maire, de pouvoir discuter avec lui, de voir comment les choses se règlent.

Nous avons donc choisi, sur ce marché, le groupe Alteau qui présente du point de vue qualitatif un travail bien meilleur que tous les autres, parce qu'il répond à nos critères d'une manière absolument saine. Par ailleurs, il est le seul à proposer un prix inférieur au prix actuel avec une rémunération de 1 euro. Je vous signale que sur notre territoire de l'Agglomération, car le passage en compétence assainissement a eu lieu bien avant l'eau potable, nous sommes arrivés à unifier le prix de l'assainissement à 1,42 euro sur la totalité de notre territoire qui par là même crée une égalité territoriale.

Or, chacun sait que sur notre territoire, il y a des effets d'échelle qui ne sont pas les mêmes et c'est plus facile de faire baisser le prix sur un grand territoire que sur un petit territoire. Ça s'appelle la solidarité intercommunale. Donc, naturellement, le prix sur le secteur Est-Ouest payé au délégataire est plus élevé que sur les autres secteurs, puisqu'il a plus de choses à faire en termes d'occupation de ce territoire. Nous sommes donc arrivés à faire ce choix sur le secteur Est-Ouest.

Au final, sur les deux autres secteurs, il faut signaler que le prix baisse d'une manière extrêmement nette par rapport au prix actuel. C'est-à-dire que le prix est en baisse nette et franche par rapport au prix actuel, tant au niveau de Maera, qu'au niveau du réseau. Ainsi, nous pourrions maintenir à partir du 1er janvier le prix que nous déciderons collectivement, tout en ayant la possibilité de dégager les moyens de financer nos investissements qui doivent se poursuivre. Certains sont en cours, l'intercepteur Est, l'usine de Saint Geniès des Mourgues, tout ça, il faut l'assurer, il faut que nous continuions cet effort d'investissement. Il faut donc que nous réfléchissions toujours au prix en dégageant la marge nécessaire pour notre collectivité.

Voilà sur ces trois négociations de DSP.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Revol pour cet exposé très argumenté. J'ouvre le débat. Monsieur Larue, Monsieur Majdoul, Monsieur Calvat, Monsieur Meunier, Monsieur Moure, Madame Jamet, Monsieur Martin, Monsieur Lussert. La parole est à Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, chers collègues. Je vais essayer de concentrer mon propos sur Maera, je n'ai pas eu le temps de lire l'autre rapport. J'ai deux commentaires sur les deux affaires Maera. La première, ce qui me gêne à la lecture du rapport, c'est l'absence de tableaux de recettes, notamment sur la question de la collecte des eaux usées, ce que vous appelez les réseaux. En effet, vous parliez de quelques centimes de différence entre l'offre de la SAUR et l'offre de Veolia. Sauf que si mon calcul est bon, parce que j'ai fait mon tableau de recettes en prenant la dernière offre de la SAUR et la dernière offre de Veolia, j'obtiens par an une différence de un million et quelques euros, donc multiplié par 7 années, cela me fait une différence de 7 millions sur 7 ans. Je pense donc que nous ne parlons pas de quelques centimes. C'est le premier point et je regrette d'ailleurs que personne n'ait voulu afficher ce calcul.

Pour répondre à votre interrogation sur l'évolution des offres entre la première et l'offre finale entre la SAUR et Veolia, je vous demande de faire le calcul si quelqu'un ici à une calculatrice, comme ça nous verrons l'évolution. La première offre de la SAUR est de 22,80 centimes par mètre cube et la dernière est de 17,90 centimes, soit à peu près 5 centimes de différence. Veolia est passée elle de 33,90 centimes à 22,25 centimes, soit 11 centimes de différence. Donc, sauf erreur de ma part, j'ai l'impression que l'offre de Veolia a baissé considérablement plus que celle de la SAUR. C'était le premier point et j'attends que quelqu'un vérifie le calcul pour moi et si je me suis trompé, je veux bien m'incliner.

Deuxième calcul qui m'a intéressé. Vous parliez tout à l'heure, Monsieur le Vice-président, des moyens personnels et des moyens humains mis en place pour cette centrale d'épuration. De la même façon, j'ai pris ce rapport sur les ETP. Nous pouvons faire deux analyses, un total sur le personnel dédié et le personnel mutualisé ou sur le dédié seulement. Sur la SAUR, on a 27,6 ETP et Veolia en a 27,67. Il n'y a donc pas vraiment d'écart en termes de moyens humains. Et si on se concentre seulement sur le dédié, la SAUR a 23,5 ETP et Veolia en a 22,67. Mais ce qui est assez surprenant, c'est quand vous prenez la masse salariale affichée par chacune des sociétés, on se rend compte que sur Veolia, la masse salariale annuelle est de 1,551 millions d'euros pour 22,67, ce qui fait une masse salariale moyenne de 68 000 euros par personne. Je trouve donc que ces personnes sont bien payées et je m'en réjouis pour elles. Et quand l'on fait le calcul pour la SAUR, on prend 1,103 millions d'euros que l'on divise par 23,5 et on obtient 46 000 euros par personne. C'est-à-dire que par personne, entre l'offre de la SAUR et l'offre de Veolia, on a 22 000 euros par an de différence de masse salariale, ce qui me paraît considérable. Je voudrais donc que l'on m'explique la différence et je ne sais pas ce que cette différence cache.

Troisième question. Vous parlez tout à l'heure, Monsieur le Vice-président, des équipements et notamment le renouvellement des équipements et ce que l'on doit appeler le patrimoine de la Métropole. Puisque vous l'avez dit, les équipements vont revenir le plus tôt possible dans votre état d'esprit et pourquoi pas effectivement un jour à la Métropole, il faut donc que ces équipements soient bien entretenus. Je vais donc vous parler de l'enveloppe globale équipement et branchement. Sur la SAUR, ce total annuel c'est 604 000 euros, celui de Veolia est de 512 000 euros

d'investissement annuel. Donc, encore une fois sur ce sujet, j'ai l'impression que l'enveloppe consacrée par la SAUR au renouvellement des équipements du patrimoine de la Métropole est plus importante. Alors que dans le prérapport que vous nous avez remis, il est dit que Veolia est plus pertinent dans la gestion du patrimoine. Sur les investissements à proprement parler, qui sont une sous-catégorie, la SAUR est à 216 000 euros par an alors que Veolia est à 185 000 euros. Nous avons donc encore une différence en faveur de la SAUR.

Ensuite, je crois savoir qu'il y a une société qui s'appelle SP2000, service public 2000 qui était censé faire un rapport et sauf erreur de ma part, nous n'avons pas eu les conclusions de cette société. C'est peut-être une faute de ma part en termes de connaissance de la procédure, mais est-ce que nous étions censés avoir accès à ce rapport ? Oui ou non. Et si nous devions y avoir accès, je souhaiterais l'avoir.

Enfin, une dernière donnée, c'est le coût du branchement particulier. Ce que j'ai compris, c'est que chaque société a la possibilité de proposer à un particulier qui veut se brancher au réseau ses services et donc proposer un coût. La SAUR propose au Larue moyen une somme de 883,50 euros pour se raccorder au réseau et Veolia propose 1 000,06 euros à la même personne. Donc, effectivement, la SAUR est plus compétitive en termes de coût de branchement proposé aux particuliers.

J'ai bien retenu, à la lecture du rapport, que l'une des raisons du rejet de l'offre de la SAUR, c'était de dire que leur simulation en termes de produit du coût du branchement de particuliers était particulièrement disproportionné par rapport aux autres sociétés. Mais quelque part, vu qu'ils sont moins chers, c'est assez logique que leurs produits soient supérieurs puisque peut-être qu'ils seront plus attractifs pour les particuliers. C'est comme ça que j'analyse la question.

Donc, en conclusion, j'ai l'impression que pour Veolia, il y a plus de recettes. Je rappelle que sur ce marché réseau, on parle d'un différentiel de 7 millions par an avec un moins d'investissements. J'ai donc envie de comprendre ce qu'il s'est passé sur ce marché réseau.

Sur le marché traitement des eaux, Veolia est plus cher que la Lyonnaise des eaux, mais là, sur ce marché seulement, la question des odeurs entre en compte. Je comprends que l'offre de Veolia, même si elle était plus chère, a été retenue par rapport à celle de la Lyonnaise. Puisqu'effectivement, la solution technique qui a été proposée semble meilleure. Je suis bien évidemment incapable de vous dire si c'est le cas ou non. Donc, sur ce coup-là, je veux bien souscrire et me ranger à votre position. La seule question que j'ai sur ce marché à proprement parler, comme il n'y a pas non plus de tableau de recettes, c'est quelle est la différence par an et au total sur 7 ans entre les deux offres ? Est-ce que la question de l'odeur suffit à justifier ce différentiel ? Sachant que j'ai entendu dans la conférence de presse, que Monsieur Meunier était assez septique sur la capacité véritable à limiter les odeurs.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Monsieur le Vice-président, souhaitez-vous répondre à chaque question ?

Monsieur REVOL

Je remercie Monsieur Larue de son intervention. Je l'invite d'ailleurs à participer à la commission eau et assainissement où nous travaillons ces questions en détail, ce qui nous permet d'avoir la totalité des dossiers et de pouvoir les travailler. Ce qui fait qu'il aurait déjà eu beaucoup de réponses concrètes en participant à celle-ci.

Juste une précision concernant le personnel. Cette différence entre le personnel, c'est le problème. Je vous signale que ces prestataires, ces délégataires sont soumis à une convention collective et sont soumis à l'obligation de reprendre les personnels aux mêmes conditions que les personnels aujourd'hui. Donc, comment vous expliquez que vous repreniez le même personnel en ayant une masse salariale un tiers inférieure ? Ce n'est pas sérieux. Et donc, dans ces conditions, il n'était pas possible de prendre le compte d'exploitation qui concerne ça. Et je vous invite à venir à la commission eau et assainissement, à prendre connaissance du détail de ce compte d'exploitation et de voir par là même qu'il y a un loup quelque part. À partir de ce moment-là, il ne s'agit pas simplement de dire qu'une

offre est plus compétitive, il faut voir si elle répond aux objectifs qualitatifs que nous recherchons.

Par ailleurs, sur l'investissement, je vous signale que l'offre de Veolia Eau aboutit au total à un investissement nouveau et de renouvellement de 10 millions sur la durée du contrat. Je dois vous avouer que nous allons tout faire pour surveiller ça de près parce que c'est une offre tout à fait intéressante pour une collectivité comme la nôtre qui met des dizaines de millions dans l'investissement sur ce réseau.

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, puis-je répondre sur un seul point. Sur la masse salariale, je peux me ranger derrière votre commentaire, même si ça m'étonne que la masse salariale moyenne soit de 68 000 euros, ça me paraît énorme. Je voudrais que vous me répondiez sur l'évolution de l'offre de la SAUR. Je répète, on est passé de 22,80 à 17,90 centimes. Ce qui vous paraît être dumping pour reprendre vos propos. Et Veolia est passé de 33,90 à 22,25. Donc qui a fait du dumping ?

Monsieur REVOL

Et le prix d'aujourd'hui est de combien ?

Monsieur LARUE

Je ne sais pas, ce n'est pas moi qui ai fait votre tableau. Nous sommes à 17,90 versus 22,25, avec l'évolution que je viens de souligner. J'ai terminé.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Monsieur Majdoul.

Monsieur MAJDOUL

Monsieur le Président, chers collègues. Notre assemblée va examiner cette affaire et les deux suivantes avec une seule finalité, c'est redonner aux multinationales de l'eau et de l'assainissement la gestion des eaux usées de l'Agglomération. Lors des dernières municipales à Montpellier et dans toute l'Agglomération, nous avons porté la proposition de la création d'une régie de l'eau et de l'assainissement.

Monsieur le Président

Monsieur Majdoul, vous rigolez ? C'est une plaisanterie. Ce n'était pas dans votre programme.

Monsieur MAJDOUL

Je peux vous montrer l'accord que l'on avait signé avec le PS.

Monsieur le Président

C'est moi qui vous ai proposé la moitié des places sur la liste et il y avait des témoins et vous avez refusé. Et dans le paquet cadeau, il y avait la régie publique de l'eau. Vous le savez bien, mais ce n'est pas grave, c'est du passé.

Monsieur MAJDOUL

Je me réjouis du fait que vous avez opté pour la gestion de l'eau en régie publique, il est tout autre en ce qui concerne l'assainissement. Et ce choix de tout donner au privé, vous nous proposez, Monsieur le Président, de l'approuver à trois reprises. Une première fois pour la gestion de Maera, une seconde fois pour la collecte des eaux usées pour les communes raccordées à Maera et une troisième fois pour les eaux usées des communes des secteurs Est et Ouest. Ces propositions, vous le comprenez bien sûr Monsieur le Président, n'auront pas mon vote, car je ne peux approuver la marchandisation de l'eau, y compris de l'eau usée. Mon vote n'est pas seulement un vote de principe, il repose sur des considérations économiques et sociales. Pour l'ensemble de ces délibérations, c'est un total de 135,7 millions d'euros qui vont être encaissés par Veolia et Alto avec près de 6 millions d'euros de bénéfices qui n'entrent pas dans les caisses de l'Agglomération. 6 millions d'euros qui auraient pu être utilisés à alléger la facture d'eau de nos concitoyens dans une période socialement très difficile.

D'autres options auraient pu nous être proposées à l'identique du projet de la régie de l'eau, à savoir la prolongation

des DSP actuelles dans l'attente de la mise en place de la gestion publique de l'assainissement. Hélas, il nous est proposé aujourd'hui un contrat d'affermage de 7 années qui se termine le 31 décembre 2021, assorti d'une clause verrouillant toute sortie anticipée pour le contrat concernant Maera, pièce essentielle de l'assainissement. D'ailleurs, la page 6 de l'affaire 12 prévoit que ce contrat ne peut être résilié que « pour motif d'intérêt général lié à l'engagement des travaux et de restructuration et d'amélioration de la station Maera ». Avec ce paragraphe, toute sortie est impossible sauf contrepartie financière énorme. C'est donc bien, en ce qui me concerne, un rendez-vous manqué avec une gestion publique de cette ressource indispensable qu'est l'eau qui nous est proposé aujourd'hui. Vous le comprenez donc bien, je voterai contre cette délibération et les deux suivantes.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Majdoul. Monsieur Calvat.

Monsieur CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues. En juillet 2013, avec plusieurs élus dont certains sont encore présents dans cette assemblée, nous avons marqué notre attachement fort à la gestion publique de l'eau. Je me réjouis qu'aujourd'hui notre intercommunalité ait choisi de s'engager dans cette voie. Il est aussi évident que la régie publique que vous avez choisie, Monsieur le Président, comme mode opératoire de gestion de l'eau ne peut se faire en claquant des doigts. Il a donc été choisi, pendant une période pouvant aller de 3 à 7 ans, de conserver la gestion de l'assainissement en délégation de service public et de ne pas annuler les marchés lancés en juillet 2013. Je me suis longuement exprimé ici, ces derniers mois, sur la nature même des DSP, je n'y revendrai pas.

Je voulais simplement dire que même si je peux comprendre le recours à une DSP pour gérer l'assainissement dans cette période transitoire, je regrette la méthode retenue pour analyser les offres qui nous sont aujourd'hui proposées. Cette méthode n'est pas le fruit de votre administration, mais de la précédente, ce marché ayant été lancé en juillet 2013. Comme vous le savez, chers collègues, contrairement à un marché public classique, la procédure de DSP ne rend pas obligatoires la classification et la notation des offres. Elle confie au président ou à son représentant le soin de mener la négociation avec les différents candidats qui ont été retenus par la commission de délégation. Cette commission, à laquelle j'appartiens, aidée par les agents du service eau de l'Agglomération, a déclaré le 13 juin 2014 que toutes les offres proposées pour ces DSP étaient d'excellente qualité et répondaient aux exigences du marché. La négociation a donc pu être lancée, le travail de la commission s'est arrêté là, c'est la règle.

Aujourd'hui, nous devons nous prononcer sur les trois marchés de délégation. Le marché de l'assainissement Est-Ouest est confié à l'entreprise présentant l'offre la moins chère, malgré mes remarques sur la nature même des DSP, je la voterai sans difficulté. Les deux autres marchés de collecte et de traitement des eaux usées de Maera ne sont pas proposés aux entreprises ayant proposé l'offre la moins chère. Je regrette que nous n'ayons pas pu bénéficier d'outils d'aide à la décision, d'analyse et de notation permettant de pondérer les critères de choix entre le prix, la gestion des odeurs ou la sensibilité des candidats aux questions environnementales par exemple. Cet outil, partagé et validé par tous, aurait pu mieux nous éclairer sur la qualité des offres proposées. La différence de prix entre les offres classées numéro 1, numéro 2 étant loin d'être négligeables (aux alentours de 13 millions sur la durée des deux marchés), je ne suis pas en mesure aujourd'hui de me positionner favorablement sur l'offre la plus chère sans cet outil d'analyse. Avec Monsieur le Maire de Clapiers, nous allons donc nous abstenir sur ces deux rapports.

Monsieur le Président, je voulais remercier les services de l'Agglomération et mes collègues élus pour la qualité des débats que nous avons pu avoir sur cette question, que ce soit en commission eau ou en conférence des maires. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Calvat. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Si j'interviens aujourd'hui, c'est en qualité de maire de Lattes qui a le lourd privilège d'avoir la station Maera sur son territoire. Vous m'avez déjà entendu en parler, j'interviens en mon nom, au nom de tous les Lattois et de Carole Donada qui vous prie de l'excuser, qui n'est pas là et qui est la représentante du quartier à qui l'on doit la capacité d'avoir négocié avec l'ensemble des riverains, il y a de cela quelques années, la possibilité de moderniser cette

ancienne station d'épuration pour en faire, ce que l'on disait à l'époque, une Rolls Royce. Rolls Royce vendue par les opérateurs, gérée par la société que nous allons retenir suite à la DSP que René a menée de main de maître, et je te fais confiance sur l'attention que tu as apportée à toutes les problématiques qui peuvent être celles qui sont à prendre en compte dans le cadre d'une DSP aussi compliquée, d'une gestion aussi compliquée, d'un outil aussi compliqué. J'ai eu ma part de malheur estival à gérer la même chose sur Amétyst, je te fais donc entièrement confiance, ce n'est pas une remise en cause de votre travail. La seule chose c'est que c'est vrai, Monsieur Larue a entièrement raison, j'ai montré énormément de doutes sur la capacité à régler les problèmes d'odeur sur l'enceinte de cette station d'épuration dans la configuration qui est la sienne à l'heure actuelle. Je pense que nous réglerons définitivement la problématique des odeurs quand on aura fait son agrandissement, sa modernisation et sa couverture en totalité. Nous n'avons pas opté pour ce choix-là à l'origine de la création de Maera, nous avons eu tort. Depuis sa création, nous avons fait beaucoup d'efforts et je tiens à remercier en particulier ton prédécesseur, Louis Pouget, qui à l'époque y a passé des heures et des heures à essayer de travailler à la réalisation de l'amélioration de l'outil. Je remercie également la société Veolia. Mais force est de constater qu'après tant d'années, ils ne sont toujours pas arrivés à régler le problème d'odeur. Je reste donc dubitatif sur leur capacité à le faire.

Quant à la question de la DSP, je ne comptais pas intervenir sur ce sujet, mais c'est vrai que j'ai toujours été favorable à la DSP en matière d'assainissement. L'approvisionnement en eau potable, je pense que c'est assez simple à gérer et que la connaissance des choses est assez acquise aujourd'hui pour que l'on puisse aller à la DSP tranquillement en matière de régie.

Par contre, en assainissement, pour un sujet aussi compliqué que celui dont on vient de parler, des odeurs et de la gestion des pollutions, j'ai toujours peur du fait que si nous quittons la logique de la DSP, c'est-à-dire le recours à ces grandes entreprises françaises que sont la Lyonnaise des eaux, SAUR, Veolia, nous ne bénéficions pas des services R&D nécessaires à la bonne mise au point des processus les plus adaptés à l'ensemble des problèmes environnementaux et de gestion des contraintes liées à ces équipements-là. C'est ma retenue, nous en avons déjà parlé, sur le fait de quitter en matière d'assainissement la DSP. Les régions n'ont pas de budget R&D et aujourd'hui, les régions en France ne se sont pas regroupées pour avoir des services R&D aussi performants que ces grands groupes français. On parle souvent de french bashing, je peux vous dire que là au moins, dans ces secteurs-là, sans faire de distinction entre tous ces groupes parce que ce n'est pas le propos, il faut reconnaître que nous sommes les premiers au monde et qu'à force de le nier nous n'avancerons pas. Nous pouvons très bien évoluer dans un monde dans lequel il y a un service public qui soit géré en régie et un service public très spécifique qui soit géré par de grands groupes. Le tout après, c'est de bien négocier avec eux et de faire attention, comme tu l'as fait, à ne pas se faire « enfumer » par leurs argumentaires forts sympathiques parfois et leurs solutions techniques fort alléchantes. Mais qu'il faut aller dans le fond de leurs dossiers, leurs conditions sociales et financières. Et je reconnais, René, que tu es allé au bout de la logique et je te remercie au nom des Lattois et au nom de l'ensemble des habitants d'Agglomération de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Il nous est proposé aujourd'hui de reconduire les trois DSP de l'ensemble du réseau d'assainissement de l'Agglomération, demain Métropole, aussi bien pour ce qui concerne la station Maera que pour l'ensemble des communes qui y sont raccordées. Ça a été évoqué lors d'une intervention précédente, lors des municipales à Montpellier, j'avais pris comme vous, Monsieur le Président, l'engagement de mettre en place la régie de l'eau et de l'assainissement, avec un curseur qui se situait à mi-mandat. C'était d'ailleurs l'un des axes forts de notre accord avec les écologistes.

Aujourd'hui, si la régie de l'eau est sur les rails, et je considère que c'est une excellente chose, même si je considère que l'on a écarté, me semble-t-il un peu trop facilement, l'analyse de l'appel d'offres qui faisait suite à la délibération du mois de juillet 2014 et qui demandait également aux soumissionneurs d'intégrer le fait qu'à mi-mandat, nous pouvions passer en régie publique de l'eau. Nous avons écarté l'analyse de cet appel d'offres, ça a été évoqué tout à l'heure par Monsieur Revol, pour des motifs d'intérêt général qui permettent à la collectivité de considérer qu'elle s'oriente dans une autre voie.

L'assainissement aujourd'hui n'en est pas au même niveau. C'est-à-dire que l'on est face à un verre à moitié vide, certains pourraient dire à moitié plein. Moi je considère qu'il est à moitié vide, car occulter du débat du court et du moyen terme l'assainissement, c'est refuser aux habitants de l'Agglomération de Montpellier de gérer l'ensemble du processus de l'eau, de l'approvisionnement jusqu'à son retraitement. C'est aussi refuser de donner à ces mêmes concitoyens la possibilité de voir leur facture d'assainissement baisser ou tout au moins de ne plus être soumis à la loi du seul marché. C'est vrai que vous évoquez une évolution et personnellement, je n'ai rien contre les qualités de la délégation. J'en profite également pour saluer le travail colossal qui a été fait depuis la mise en place du schéma directeur d'assainissement depuis 2005 où 450 millions d'euros d'investissements ont été mis au service de ce grand service public.

Mais je crois qu'aujourd'hui, par rapport aux grandes notes planétaires et d'environnement, il faut effectivement se donner des timings où on est prêts à pouvoir accélérer dans la certitude et la qualité. Vous avez évoqué une délégation de 7 ans qui nous ramène à 2021. Cela veut dire en clair tout simplement qu'avant 2021, rien ne bougera. Et moi, je considère que dès la première partie de ce mandat, même si effectivement l'on peut considérer qu'en matière d'assainissement, c'est peut-être un peu plus complexe pour toute une série de critères et conséquences évoqués précédemment, d'être en régie pour l'assainissement par rapport et comparativement à celle de l'eau. Mais je pense que déjà, il fallait donner un signe fort. Et ce n'est pas le fait de dire au bout de 3 ans, si telles et telles conditions sont réunies, nous pourrions éventuellement rompre le contrat, il faut préparer les critères objectifs de rupture de contrat. Et ça, ça n'est pas dans les délégations que l'on nous présente aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle, par rapport à mes engagements, notamment pour les municipales et dans le timing de la gestion des services publics, je voterai contre ces trois délibérations.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Madame Jamet.

Madame JAMET

Je n'aurais presque pas grand-chose à dire après tous ces débats particulièrement intéressants. Monsieur Larue a été excellent, j'ai entendu les remarques de Monsieur Moure. Plaisanterie mise à part, je crois que le sujet est assez sérieux. Quand j'ai lu tout ça, quand c'est flou, j'ai dit à Djamel, « il y a un loup ». Évidemment, vous faisiez tous peut-être référence à l'article du Canard enchaîné qui est quand même beaucoup plus clair et incisif, mais je n'irai pas jusque là. Je ne veux pas croire que vous en soyez arrivé là, je ne veux pas croire que vous vous soyez laissé influencer, je ne veux pas croire que tout ça ne soit pas aussi clair que ce que l'on pourrait souhaiter. Pour autant, si je crois comprendre les explications de Monsieur Revol et celles d'autres intervenants, il semble que finalement nous ayons été contraints de reconduire un contrat, par rapport ne serait-ce qu'à l'emploi. Il semble aussi que l'on ait reconduit un prestataire à qui nous demandons de réparer ce qu'il n'a pas fait pendant des années et que l'on ne lui en tienne pas rigueur. Il me semble que ce serait un critère déterminant. Vous parliez tout à l'heure d'accord sibyllin ou de réponse sibylline, je tiens à vous dire que sibyllin, ça veut dire énigmatique, ça vous va bien, mais ça veut dire obscure. Je ne voudrais pas que ce soit un aveu finalement. Et je pense qu'au regard de toutes les explications, de tout le mal que tout le monde s'est donné, de l'aspect technique, etc., je me demande si vraiment nous avons eu toute liberté de choix sur ce sujet.

Évidemment, nous allons voter contre. Je ne veux pas croire tout ce que l'on raconte dans la presse. J'ose espérer que les actions en justice laveront la commission de tous ces doutes, mais en tout cas, je n'en suis pas tout à fait convaincue.

Monsieur le Président

Vous avez reçu des plaintes, Monsieur Revol ? Merci, Madame Jamet. Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Je vais être très bref parce que beaucoup de choses ont déjà été dites. Je ne parle pas le Martine Aubry couramment, mais effectivement, tout ne me paraît pas très clair. Je partage les propos de Renaud Calvat tout à l'heure, je ne vais donc pas les reprendre. J'ai simplement une question parce qu'en interrogeant différentes personnes, et en lisant moi-même l'affaire, il y a une question qui me paraît essentielle et à laquelle je n'arrive pas à avoir de réponse précise, c'est sur la durée exacte de la DSP. Bien entendu, il est indiqué qu'elle va

durer 7 ans, mais il est indiqué qu'elle est assortie d'une clause de rupture anticipée pouvant intervenir à compter de 3 ans. Et un peu plus loin que ce contrat pourra être résilié pour motif d'intérêt général lié à l'engagement des travaux de restructuration et d'amélioration de la station Maera. Donc, est-ce que ce n'est que dans ces conditions-là que le contrat peut être interrompu ? Ou est-ce que, au bout de 3 ans, s'il y a la volonté de passer en régie à mi-mandat, il y a la possibilité de le faire ? J'ai le souvenir d'avoir lu dans l'Hérault du jour, au mois de mai, que la régie pour l'eau potable devait se faire dans les un an et demi et qu'il fallait rajouter un an et demi pour l'assainissement, ce qui correspondrait donc aux 3 ans que je vois indiqués là. Mais est-ce que l'arrêt de la DSP ne pourra se faire que dans les critères que je viens de citer ? Ou est-ce que, parce que nous voulons passer en régie au bout de 3 ans, nous pourrions également interrompre la DSP en question ? La réponse à cette question, malgré toutes mes recherches, je n'ai pas réussi à l'avoir.

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Sur ces différentes questions, d'abord, je me félicite du ralliement à la régie de l'eau et de l'assainissement que je défends depuis des années auprès d'un public de plus en plus nombreux. Le problème, ce n'est pas de se rallier, le problème c'est de le faire. Donc, aujourd'hui, le mandat qui était le nôtre et qui a été voté par cette assemblée, c'était de faire une régie publique de l'eau et nous nous sommes bien engagés maintenant. Et deuxièmement, c'était d'honorer les DSP qui avaient été décidées par nos prédécesseurs. Donc, Monsieur Martin, par rapport à votre dernière question, vous auriez pu la poser à votre voisin, Monsieur Moure. Car le cahier des charges qui a commandé les trois DSP a été rédigé sous la mandature de Monsieur Moure et les offres sont arrivées au moment même où nous prenions notre fonction. Il n'y avait donc aucune possibilité de modifier ce cahier des charges de DSP. Et vu les délais, vu que c'était pour la fin de l'année qu'il fallait le faire et que nous devons faire une DSP, nous étions obligés d'obéir à ce cahier des charges. Donc, je ne vois pas comment vous pouviez vous échapper de ce cahier des charges dans le cadre de cette DSP, c'était impossible techniquement. De ce point de vue, je me réfère aux expériences des nombreuses collectivités qui sont passées en régie publique de l'eau, puis après en régie d'assainissement. Pour les collectivités de notre dimension, aucune n'est passée en même temps en eau et en assainissement, en régie. C'est techniquement impossible. J'ai d'excellents textes à ce sujet à vous fournir, notamment sur les eaux de Paris. Cela suppose donc que vous réunissiez les conditions pour que ce passage se fasse correctement du point de vue de l'intérêt général et des usagers. Donc, dans le cahier des charges des DSP, la seule possibilité de rupture concerne l'usine Maera, c'est écrit noir sur blanc et si vous étiez venu en commission, vous auriez eu cette explication. Monsieur Calvat qui y assiste l'a eu en commission. Pour Maera, la rupture est possible au bout de trois ans et demi pour motif d'intérêt général. Pourquoi ? Parce que dans trois-quatre ans, nous avons décidé d'un investissement majeur et lorsque le temps viendra de discuter de la façon de gérer cette usine nouvelle que nous allons améliorer, il faudra que l'on discute, à ce moment-là, ce que nous faisons. C'est une discussion qui ne me fait pas du tout peur, parce que le problème n'est pas de savoir si l'on est pour telle ou telle religion, le problème est de savoir où est l'intérêt général dans cette affaire. Et nous discuterons, j'en suis sûr, à ce moment-là de manière sereine. Aujourd'hui, il est impossible de dire que nous pouvons passer en régie publique pour l'assainissement sur Est-Ouest et sur le réseau qui va à Maera, car le cahier des charges que vous avez vous-mêmes rédigé précédemment l'interdit. Donc, les choses sont de ce point de vue tout à fait claires.

Maintenant, concernant le prix. Je voudrais que tout le monde vienne en commission et prenne des notes, car le prix payé au délégataire baisse. Quand on nous dit qu'avec le choix que l'on a fait, le prix va augmenter, cela est faux. Au mètre cube, pour le délégataire dont vous parlez, le prix passe de 0,35 à 0,22 centimes. Cela signifie que la rémunération du délégataire baisse par rapport au prix actuel. Et même sur le réseau Est-Ouest qui coûte plus cher pour les raisons que j'ai expliquées tout à l'heure, le prix baisse en passant de 1,01 centimes à 1,00, alors que tous les autres proposaient une augmentation du prix. Ils voulaient se refaire sur ce secteur compte tenu des difficultés qu'ils n'arrivaient pas à régler sur Montpellier. Donc, à partir de là, nous avons fait un choix qui est tout à fait cohérent et qui permet de dire que si nous le décidons ensemble, nous allons pouvoir faire baisser la facture d'assainissement auprès des usagers de cette Agglomération parce que ce que nous avons payé au délégataire sera plus faible. Il faudra donc que l'on réfléchisse collectivement ici. Monsieur Majdoul, Monsieur Moure, Monsieur

Martin, il faudra que vous réfléchissiez avec nous à cette baisse des prix parce qu'elle est possible.

Il faudra y réfléchir en faisant que la part qui revient à la collectivité soit suffisante pour que vous entreteniez votre réseau de qualité, pour que vous puissiez faire les investissements nécessaires à la protection du milieu naturel. Et donc, il faudra calculer, comme sur l'eau, une baisse des prix qui nous permette en même temps d'obtenir une qualité du service. Je pense que c'est ainsi que l'on arrivera à remplir notre mission. Donc, j'assume parfaitement, je n'ai subi aucune influence et je peux vous dire qu'avec le Président Saurel, nous en avons discuté régulièrement et nous avons mené cette chose en toute indépendance. Il est tout à fait normal que la SAUR, ex-filiale de Bouygues, que Lyonnaise des eaux Suez, fassent de la bataille contre Veolia, que Veolia fasse bataille contre eux. Ne vous laissez pas instrumentaliser, réfléchissez du point de vue de l'intérêt général. Et nous abordons l'échéance qui vient et tous les recours qu'ils veulent faire l'esprit tranquille parce que nous avons réfléchi à la qualité.

Dernière précision pour mon ami Renaud Calvat, je dis mon ami parce qu'avec lui, nous menons la bataille pour la régie publique de l'eau depuis de longues années à la différence d'autres. C'est vrai qu'il pose une vraie question, lui il est venu la poser en commission, en disant « pourquoi nous n'avons pas, comme sur les marchés publics, un système de notation ? » C'est une vraie question, une question théorique. Je te renvoie au dernier manuel d'évaluation des politiques publiques de Pierre Muller, qui dit qu'à l'intérieur des marchés publics, la présence de notation est liée au coefficient attribué à chaque critère et qu'en changeant légèrement un coefficient, je change la note et que très souvent, les élus sont très contents d'avoir une notation parce que ça leur évite de réfléchir et ils choisissent toujours la note la meilleure. Et Pierre Muller, dans son manuel très célèbre, conseille d'abandonner les notations pour avoir des évaluations qualitatives et faire comme d'autres pays, notamment d'Europe du Nord, qui sont passés aux évaluations qualitatives qui permettent ainsi d'avoir une appréciation beaucoup plus objective, beaucoup plus sérieuse et beaucoup moins facile. Je me souviens d'une évaluation chiffrée, qui avait été faite par la mandature précédente, pour nous expliquer que la régie publique de l'eau était beaucoup plus mal notée que la DSP. Et donc, en changeant un peu les coefficients à l'époque, j'arrivais à faire que la régie soit meilleure que la DSP. Nous n'allons pas jouer à ce jeu-là. Je reconnais avec toi que c'est un vrai débat, que l'on aurait pu utiliser cela. Mais ce choix ayant été fait par la mandature précédente, nous avons assumé le cahier des charges qui nous a été livré. Je suis content, parce qu'il nous reste quand même deux mois, que l'on puisse faire que tout soit en place pour le 1er janvier. Nous avons assuré dans les délais les choses et je suis certain que le travail qui a été fait par les services, le service d'assainissement va pouvoir se faire.

Dernier sujet, concernant le prestataire qui aurait été renouvelé. Les contrats précédents ne comportaient pas les exigences que nous avons intégrées dans ces contrats.

Donc, il fallait justement négocier, comme Cyril Meunier l'a expliqué, pour que cette fois-ci nous ayons des exigences d'une autre nature, d'un autre niveau par rapport aux contrats précédents, certains étaient une succession d'avenants qui couraient depuis longtemps, que l'on ait quelque chose de sérieux. Nous les avons obtenus, il faut maintenant que notre collectivité se donne les moyens de régler la discussion sur la régie. Je vous rappelle que dans cette négociation, nous avons obtenu des choses qui n'existaient pas dans la négociation précédente, c'est-à-dire la connaissance des données, la connaissance du système d'information, la maîtrise du logiciel clientèle qui fait que si vous décidez, à la majorité, un jour, le retour en régie, vous le devrez au fait que la négociation que nous avons menée l'a rendu possible. Si cette négociation n'avait pas été menée, ce retour en régie n'aurait pas été possible. Je suis particulièrement fier du travail qui a pu être accompli collectivement sur ce sujet.

Monsieur le Président

Monsieur Revol, le PS, ils sont fous de vous avoir exclu.

Monsieur Lussert.

Monsieur LUSSERT

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voudrais m'associer aux remerciements à destination des services et des gens qui participent aux commissions parce que c'est un travail extrêmement conséquent qui a été réalisé. J'essaie, depuis plusieurs années, d'y comprendre quelque chose et petit à petit j'apprends. J'ai participé à la commission marathon de 3h30-4h. Je reviens un peu sur les propos de Renaud Calvat. C'est-à-dire que bien que Monsieur Muller nous explique que l'évaluation qualitative, c'est vachement mieux que de hiérarchiser et de

pondérer des critères, dans le genre ni vu ni connu je t'embrouille, au niveau de la communication, c'est compliqué. Parce que pour y comprendre quelque chose, il faut lire 1,5 kg de papier A4 imprimé recto verso, il faut le comprendre. Donc, j'ai du mal. Je vais faire confiance à ceux qui ont travaillé et je vais donc voter, mais il me semble que Monsieur Muller a oublié d'expliquer comment il fallait communiquer sur la méthode, parce que c'est un peu difficile à comprendre.

Après l'envolée de René, ma question est un peu taquine. Finalement, que ce soit pour l'eau potable ou les eaux usées, la rémunération du délégataire baisse. Mais est-ce que ce n'est pas parce que les prestations baissent et particulièrement parce que les investissements sont remis à un peu plus tard que cette rémunération baisse et que mécaniquement elle nous permette de faire les investissements sous le mode régie l'année prochaine ou celle d'après ? Merci.

Monsieur REVOL

Les investissements augmentent puisque l'on arrive, sur le prestataire qui a été choisi, à 10 millions d'investissements sur la période, sur ce qui est plus que sur la période précédente, sur l'assainissement. Quant à l'eau potable, les investissements vont augmenter, comme vous le savez, puisque nous nous en donnons les moyens pour faire diminuer notamment massivement les pertes dans le réseau.

Monsieur le Président

Nous allons passer au vote.

Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité qualifiée (6 abstentions et 10 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Véronique DEMON, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE, M. Mustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Véronique PEREZ.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. René CALVAT, Mme Perla DANAN, Mme Julie FRÊCHE, M. Eric PENSO, M. Henri ROUILLEAULT.

Monsieur le Président

C'est un vote démocratique.

AFFAIRE N°15 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA COLLECTE DES EAUX USÉES SUR LES COMMUNES RACCORDÉES À LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

Le patrimoine de ce service comprenait en 2013 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnau le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m3,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

La station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

L'ensemble des stations d'épuration ont traités 31,3 millions de m3 en 2013, ce qui représente une pollution

journalière moyenne de 20 tonnes de DBO5.

Ce patrimoine dessert une population de près de 425 000 habitants pour 95 800 abonnés. Plus de 26 millions de m³ leur ont été facturés en 2013.

L'exploitation du service est assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes :

* société fermière Véolia Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée au 31 décembre 2014 et, pour trois d'entre eux au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats dont l'échéance dépasse une durée de 20 ans au-delà de l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Ils concernent les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 11704 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Cette décision constitue l'un des actes fondateurs d'une politique de l'eau conduite par une Autorité Organisatrice renforcée, décisionnaire sur tous les axes stratégiques de long terme et garante d'un service public de qualité, avec comme grands principes :

- poursuivre la prise en charge directe de l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirmer sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- placer l'utilisateur au cœur de la définition de la qualité de service,
- traduire dans les obligations de l'exploitant du service les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, comme les modalités de suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Par délibérations n° 11706, 11707 et 11708 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, à travers 3 contrats distincts, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Les 3 contrats correspondent à un découpage géographique et fonctionnel des ouvrages comme suit :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

Par ces délibérations, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devront assurer les délégataires et a autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles pour la mise en œuvre et le bon déroulement des procédures de délégation de service public.

Le 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a affirmé le principe du retour en régie publique du service d'eau potable qui privilégie l'intérêt général avec des objectifs sociaux et écologiques. Cette décision majeure qui sera

effective au 1er janvier 2016, s'inscrit dans le choix global de refonder l'organisation et la transparence du service public de l'eau.

Pour l'assainissement, cela passe dans un premier temps par un pilotage renforcé des contrats par la puissance publique, étape essentielle avant le retour souhaité en régie publique.

En ce qui concerne la délégation du service pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA, le périmètre du service correspond aux limites du territoire des communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues.

Le nouveau contrat prévoit une durée d'affermage de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, avec une prise de compétence différée au 4 février 2015 pour les communes de Prades le Lez et Le Crès.

Le futur service est constitué de :

- 57 293 branchements,
- 1 102 km de canalisations,
- 126 postes de relèvement.

Ce patrimoine dessert plus de 70 700 abonnés à qui environ 23 millions de m³ sont facturés.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur plusieurs supports, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public « Eau et Assainissement » s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les cinq candidatures émanant de GELSENWASSER/NANTAISE DES EAUX, VEOLIA Eau, LYONNAISE DES EAUX, SMN et SAUR, puis, dans un second temps, après analyse, autoriser quatre candidats à présenter une offre, la société SMN n'ayant pas apporté les garanties professionnelles suffisantes pour assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement des usagers devant le service public sur le périmètre concerné.

Le programme de la consultation alors adressé aux quatre candidats retenus, au-delà des missions habituelles d'exploitation du service, a repris et traduit les objectifs préalablement fixés au travers d'articles spécifiques portant notamment sur :

- une qualité d'accueil des usagers élevée et contrôlée,
- la contribution à des actions de solidarité et la mise en œuvre de dispositions en faveur de l'emploi et de l'insertion,
- l'amélioration de la connaissance et des performances des ouvrages,
- la contribution aux efforts engagés par la Collectivité au travers de son Plan Energie Climat Territorial et sa labellisation Citer'gie,
- une transparence forte de la gestion du service délégué, sur les volets techniques, gestion des abonnés et financiers, avec un accès permanent aux données natives du service et des outils de pilotage partagés,
- des facilités de reprise du système d'information à l'échéance du contrat,
- l'engagement d'actions d'innovation et de recherche au bénéfice des équipements du service.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites des installations ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que les 4 candidats admis à déposer une offre avaient remis leur offre dans les délais impartis.

Enfin, le 13 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis après analyse sur les quatre offres remises et a recommandé au Président de la Communauté d'Agglomération, personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 4 candidats.

A l'issue des négociations menées dans le strict respect de l'égalité des candidats, ces derniers ont été invités à remettre leur offre finale le 11 août 2014 au plus tard. Sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société VEOLIA Eau s'avère être la plus performante.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 les documents suivants :

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 8 octobre 2013 relatif à l'ouverture des candidatures..
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 12 mai 2014 relatif à l'ouverture des offres.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.
- Rapport présentant les motifs du choix de la société VEOLIA Eau comme titulaire du contrat de délégation de

service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat.

- Projet de contrat de délégation de service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

- Qualité du service rendu à l'utilisateur et information du public.
- Qualité et amélioration technique du service.
- Transparence de la gestion et de l'exploitation du service.
- Engagements en termes de Développement Durable.
- Les prix du service et la cohérence de leur justification.
- Engagements en termes de renouvellement.
- Adéquation entre l'organisation et les moyens matériels et en personnel mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service.

Les offres des quatre candidats répondent au cahier des charges pour l'exploitation du service public de collecte des effluents des communes raccordées à Maera, mais l'offre de Véolia Eau est retenue pour les raisons ci-après.

En matière de qualité de service rendu à l'utilisateur et information du public, Véolia Eau propose les meilleures conditions d'accueil du public avec des plages horaires adaptées incluant le samedi matin, en termes d'accueil physique comme téléphonique.

Les engagements pris en matière de délai d'intervention et de réponse aux courriers des usagers sont les plus satisfaisants.

En termes de qualité et amélioration technique du service, les propositions de Véolia Eau, particulièrement intéressantes, sont les plus pertinentes qu'il s'agisse de la gestion du patrimoine de la collectivité, avec la mise à jour permanente d'un inventaire précis et une classification contradictoire des équipements assortie d'un engagement de 85 % du patrimoine maintenu en bon état ou très bon état, ou de l'exploitation courante des ouvrages, avec une stratégie de curage préventif optimisé et des interventions sécurisées.

S'agissant de l'amélioration technique attendue, la méthodologie et les moyens proposés, matériels et humains, en termes de diagnostic permanent garantissent l'atteinte des objectifs recherchés, à savoir la bonne compréhension du fonctionnement des ouvrages par temps de pluie et l'élaboration de programmes d'actions visant à la réduction des eaux parasites météoriques et ainsi la limitation des déversements en milieu naturel. La proposition de Véolia Eau est la mieux ciblée et la plus aboutie sur cette thématique qui constitue l'élément clef du progrès attendu en matière d'efficacité d'un service de collecte des eaux usées de cette taille.

Le déploiement de caméras pour détecter les pollutions accidentelles sur les milieux sensibles et les équipements supplémentaires proposés pour traiter les risques d'odeurs sur de nouveaux sites et les limiter en optimisant les consignes de traitement sont autant d'outils de nature à améliorer les performances de l'exploitation.

L'accès permanent de la collectivité à ces différentes données de pilotage et de surveillance, qui lui garantit information et capacité de contrôle, participe à la transparence de la gestion et de l'exploitation du service.

En la matière, le Système d'Information (SI) est un élément central. Le programme de la consultation était très précis, imposant un système autonome et indépendant, un accès direct aux données natives par la collectivité, une réversibilité permettant le transfert aisé en fin de contrat.

La construction du SI proposé par Véolia Eau est la plus aboutie, avec un hébergement externalisé, des applicatifs métiers (pilotage de l'exploitation, gestion du patrimoine, gestion des abonnés) développés avec des progiciels du marché et une mise à jour en temps réel ou quasi réel pour la plupart des données. Ce système est bâti pour être autonome dès la première année d'exécution du contrat. Il sera donc éprouvé et sa réversibilité garantie dès fin 2017 soit bien avant la fin du contrat et le retour possible de la gestion du service en régie.

Les engagements en termes de développement durable proposés par Véolia Eau se rapprochent le plus des priorités affichées par la Collectivité, avec notamment, sur le volet environnemental, un diagnostic énergie permanent sur les vingt plus gros postes de refoulement, et sur le volet social, les dispositions les plus volontaristes, à savoir l'embauche de deux personnels en insertion au titre du contrat et des exigences élevées de recours à des personnels en insertion dans la plupart des marchés de prestations et de travaux.

S'agissant des prix du service et la cohérence de leur justification, le tarif de la part délégataire de la redevance assainissement proposé par Véolia Eau, soit 0,2225 €/m³ H.T. est, comme celui proposé par les trois autres candidats, notablement inférieur au tarif actuel en vigueur (moyenne pondérée par les volumes facturés pour les différents contrats concernés) à savoir 0,35 €/m³ HT.

La proposition financière de Véolia Eau est satisfaisante au regard de l'amélioration de la qualité de service attendue, en termes techniques comme en termes de transparence.

L'offre particulièrement attrayante de l'entreprise SAUR, encore 20 % inférieure au prix proposé par Véolia Eau, est beaucoup moins robuste, puisque construite avec des moyens courants affectés au service insuffisants au regard

des engagements techniques, des recettes très élevées pour des travaux de branchements neufs par nature incertaines, des non-valeurs sans doute sous-estimées au regard des évolutions réglementaires récentes, des dépenses d'informatique qui ne semblent pas en rapport avec les propositions techniques formulées en la matière. La proposition de Véolia Eau est plus sécurisée sur ces différents points. Elle est satisfaisante compte tenu de l'assiette de facturation prudente proposée et de la formule de révision qui traduit correctement la structure des charges.

La marge affichée qui s'établit à 5,1 % se situe dans la moyenne des niveaux de rentabilité constatés sur des services similaires.

Les principaux prix facturés au bordereau pour les prestations à la charge des usagers, comme les constructions ou les contrôles de conformité des branchements, sont les plus bas ou parmi les plus bas proposés.

Les engagements pris par Véolia Eau en terme de renouvellement sont les plus élevés s'agissant des équipements, avec une dotation annuelle de 243 K € H.T., et les deuxièmes plus élevés en termes de nombre de branchements (150 par an).

A noter également que Véolia Eau s'engage à faire réaliser tous les 2 ans un audit financier du respect de ses engagements contractuels en termes de renouvellement par un cabinet indépendant choisi en concertation avec la Collectivité.

S'agissant enfin de l'adéquation entre organisation et moyens mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service, les candidats ont proposé des organisations différentes avec des moyens également différents, notamment en termes de mutualisation avec d'autres services, mais en cohérence avec l'organisation retenue. Dans tous les cas, les moyens techniques disponibles comme les personnels affectés ou les astreintes organisées sont adaptés à ce type de service et permettent de garantir son exploitation et sa continuité.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de délégation du service public pour la collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maéra, établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 31 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, règlement du service, inventaire des biens affectés au service, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, actions d'innovation et de R&D proposées, modalités de mise en œuvre du diagnostic permanent, des dispositions liées au Système d'information, personnel détaché à reprendre, programme d'insertion par l'emploi,...) et bien évidemment financiers (Compte d'Exploitation Prévisionnel, bordereau des prix unitaires, modèle de compte annuel de résultat).

Sa durée est de 7 ans. Il prendra effet :

- le 1er janvier 2015 sur les Communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues
- le 4 février 2015 sur les Communes de Prades le Lez et Le Crès.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

La Collectivité confie au Déléataire le soin exclusif d'assurer la gestion du service public, ce qui inclut :

- le droit exclusif pour le Déléataire d'assurer le service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à Maéra à l'intérieur du périmètre contractuel :
- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte et de transport des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
- l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte
- le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements,
- les travaux de réparation des branchements et des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
- l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
- la gestion des relations du service avec les usagers,
- la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
- la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'usager.

- l'obligation de transparence du délégataire dans la gestion du service sur tous les aspects techniques, administratifs et financiers par un accès étendu pour la collectivité aux données du service,
- l'obligation de conduite du service, en tenant compte de la politique de la Collectivité traduite dans les obligations du contrat notamment d'un point de vue environnemental et social ;
- le droit pour le Délégataire de percevoir auprès des abonnés les rémunérations correspondant aux prestations qu'il leur fournit.

De plus, le contrat précise :

- les conditions d'exploitation du service : aspects techniques, engagements vis-à-vis des usagers du service, obligation vis-à-vis du patrimoine qui lui est confié (notamment sont définis clairement les obligations d'entretien, les obligations de renouvellement, les obligations de tenue à jour des plans sur format informatique et des bases de données) ;
- le partage de responsabilité et les obligations d'assurances du délégataire ;
- les relations financières entre le délégataire et les usagers : tarif du service et modalités de révision ;
- les relations financières entre le délégataire et la collectivité : restitution à la Collectivité des sommes affectées au renouvellement et non dépensées en fin de contrat, pénalités et garantie à première demande à disposition de la Collectivité ;
- les engagements en matière d'information et de transparence dans la gestion du service par le délégataire : contenu et cadre des rapports annuels tant au plan technique qu'économique et financier (référence au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat, obligation d'explication des méthodes de calcul, de permanence des méthodes d'une année sur l'autre, etc.), mise en place de réunions régulières avec la Collectivité pour le suivi du service ;
- les obligations du délégataire en fin de contrat (restitution des données, restitution des biens en bon état, etc.).

La Collectivité conserve son rôle d'autorité organisatrice du service. Elle se charge en particulier de :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définit précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

La Collectivité met gratuitement à la disposition du Délégataire les ouvrages et installations qu'il est chargé d'exploiter dans un état conforme à celui du procès-verbal prévu contractuellement.

La gestion du service est assurée par le Délégataire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine et la continuité du service, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Délégataire sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m3.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs sont fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le montant de cette part variable s'élève à 0,2225 € H.T./m3 au 1er janvier 2015.

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 40,5 M€ H.T. en cumulé sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 36,7 M€ H.T. relèveront de la redevance versée par les usagers du service et 3,8 M€ H.T. constituent des recettes accessoires (part complémentaire de la redevance pour les effluents non domestiques, contrôles de branchement neufs ou lors des cessions immobilières).

Les charges d'exploitation s'élèveront quant à elles en cumulé sur la durée du contrat à 38,5 M€ H.T., dont 1,3 M€ H.T. liés aux investissements (y compris frais financiers) et 3,6 M€ H.T. versés au compte de renouvellement. Ces charges prennent en compte par ailleurs les dotations contractuelles obligatoires suivantes :

- dotation annuelle pour l'innovation et la recherche DIRN : 80 000 € H.T.
- dotation pour travaux sous contraintes d'exploitation DTN : 80 000 € H.T.
- dotation annuelle à destination d'un dispositif d'aide aux usagers en situation de pauvreté-précarité : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux).
- dotation annuelle à destination de la solidarité internationale : 0.5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux) pour financer des actions de coopération décentralisées retenues par la collectivité.

Les investissements sont notamment destinés aux actions d'amélioration des performances du service :

- 244 k€ sont consacrés à des travaux neufs pour la gestion patrimoniale du service, la sécurisation et fiabilisation des postes de relevage, la mise en place de traitement anti H2S et le contrôle des dispositifs anti H2S existants,
- 439 k€ sont consacrés au diagnostic permanent et à l'optimisation du curage des réseaux de collecte.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public eau et assainissement du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 12 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société Véolia Eau pour l'exploitation du service pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat de délégation du service pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de Véolia Eau comme délégataire du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- approuver la convention de service public et ses annexes, établie pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, à conclure avec Véolia Eau,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (6 abstentions et 10 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Véronique DEMON, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE, M. Moustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Véronique PEREZ.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. René CALVAT, Mme Perla DANAN, Mme Julie FRÊCHE, M. Eric PENSO, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N°16 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES SUR LES COMMUNES DES SECTEURS EST ET OUEST - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

Le patrimoine de ce service comprenait en 2013 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnaud le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m³,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

La station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

L'ensemble des stations d'épuration ont traités 31,3 millions de m³ en 2013, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20 tonnes de DBO₅.

Ce patrimoine dessert une population de près de 425 000 habitants pour 95 800 abonnés. Plus de 26 millions de m³

leur ont été facturés en 2013.

L'exploitation du service est assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes :

* société fermière Véolia Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée au 31 décembre 2014 et, pour trois d'entre eux au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats dont l'échéance dépasse une durée de 20 ans au-delà de l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Ils concernent les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 11704 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Cette décision constitue l'un des actes fondateurs d'une politique de l'eau conduite par une Autorité Organisatrice renforcée, décisionnaire sur tous les axes stratégiques de long terme et garante d'un service public de qualité, avec comme grands principes :

- poursuivre la prise en charge directe de l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirmer sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- placer l'usager au cœur de la définition de la qualité de service,
- traduire dans les obligations de l'exploitant du service les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, comme les modalités de suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Par délibérations n° 11706, 11707 et 11708 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, à travers 3 contrats distincts, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Les 3 contrats correspondent à un découpage géographique et fonctionnel des ouvrages comme suit :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

Par ces délibérations, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devront assurer les délégataires et a autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles pour la mise en œuvre et le bon déroulement des procédures de délégation de service public.

Le 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a affirmé le principe du retour en régie publique du service d'eau potable qui privilégie l'intérêt général avec des objectifs sociaux et écologiques. Cette décision majeure qui sera effective au 1^{er} janvier 2016, s'inscrit dans le choix global de refonder l'organisation et la transparence du service public de l'eau.

Pour l'assainissement, cela passe dans un premier temps par un pilotage renforcé des contrats par la puissance publique, étape essentielle avant le retour souhaité en régie publique.

En ce qui concerne la délégation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest, le périmètre du service correspond aux limites du territoire des communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint-Génies-des-Mourgues, Sussargues, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint-Georges d'Orques, Saussan, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le contrat prévoit une durée d'affermage de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, avec une prise de compétence différée au 4 février 2015 sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce futur service est constitué de :

- 348 km de réseaux et 22 038 branchements,
- 69 Postes de relèvement,
- 13 stations d'épuration pour une capacité totale de 96 850 EH (Equivalents-Habitants),
- Environ 3,7 millions de m3 traités et 3,1 millions de m3 facturés à plus de 22 600 abonnés.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur plusieurs supports, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public « Eau et Assainissement » s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les cinq candidatures émanant de GELSENWASSER/NANTAISE DES EAUX, ALTEAU, VEOLIA Eau, LYONNAISE DES EAUX et SAUR, puis, dans un second temps, après analyse, autoriser ces cinq candidats à présenter une offre.

Le programme de la consultation alors adressé aux 5 candidats, au-delà des missions habituelles d'exploitation du service, a repris et traduit les objectifs préalablement fixés au travers d'articles spécifiques portant notamment sur :

- une qualité d'accueil des usagers élevée et contrôlée,
- la contribution à des actions de solidarité et la mise en œuvre de dispositions en faveur de l'emploi et de l'insertion,
- l'amélioration de la connaissance et des performances des ouvrages,
- la contribution aux efforts engagés par la Collectivité au travers de son Plan Energie Climat Territorial et sa labellisation Citer'gie,
- une transparence forte de la gestion du service délégué, sur les volets techniques, gestion des abonnés et financiers, avec un accès permanent aux données natives du service et des outils de pilotage partagés,
- des facilités de reprise du système d'information à l'échéance du contrat,
- l'engagement d'actions d'innovation et de recherche au bénéfice des équipements du service.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites des installations ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que les 5 candidats admis à déposer une offre avaient remis leur offre dans les délais impartis.

Enfin, le 13 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis après analyse sur les cinq offres remises et a recommandé au Président de la Communauté d'Agglomération, personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 5 candidats.

A l'issue des négociations menées dans le strict respect de l'égalité des candidats, ces derniers ont été invités à remettre leur offre finale le 11 août 2014 au plus tard. Sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société ALTEAU s'avère être la plus performante.

Conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires les documents suivants le 14 octobre 2014 :

Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 8 octobre 2013 relatif à l'ouverture des candidatures

Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.

Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 12 mai 2014 relatif à l'ouverture des offres.

Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.

Rapport présentant les motifs du choix de la société ALTEAU comme titulaire du contrat de délégation du service public de collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest et l'économie générale du contrat.

Projet de contrat de délégation du service public de collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre

hiérarchique sont les suivants :

- Qualité du service rendu à l'usager et information du public.
- Qualité et amélioration technique du service.
- Transparence de la gestion et de l'exploitation du service.
- Engagements en termes de Développement Durable.
- Les prix du service et la cohérence de leur justification.
- Engagements en termes de renouvellement.
- Adéquation entre l'organisation et les moyens matériels et en personnel mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service.

Les offres des cinq candidats retenus répondent au cahier des charges pour l'exploitation du service public d'assainissement des secteurs Est et Ouest. Les moyens techniques et humains et les organisations proposés sont satisfaisants et adaptés aux caractéristiques du service.

L'offre d'Alteau qui propose le tarif le plus bas, seul à être inférieur au tarif moyen actuel sur le périmètre délégué, est jugée la plus performante.

Elle est financièrement optimisée mais équilibrée et cohérente. Les hypothèses sont prudentes sur les recettes accessoires comme sur l'assiette de facturation.

L'ensemble des charges sont optimisées en cohérence avec les améliorations techniques et de performance du service proposées qui sont centrées sur le cœur de métier. Les propositions techniques visant à l'amélioration des pratiques d'exploitation sur les stations d'épuration et à l'optimisation de la gestion des plateformes de compostage des boues, ouvrages majeurs et caractéristiques du service délégué, sont particulièrement pertinentes et argumentées. La démarche proposée en termes de diagnostic permanent est également intéressante, car progressive et robuste.

L'offre d'Alteau est satisfaisante en matière de service rendu et d'information des usagers avec un accueil du public adapté.

Elle répond de manière complète et satisfaisante au cahier des charges concernant le système d'information notamment sur son caractère autonome et indépendant ce qui en facilitera l'utilisation par la collectivité, garantie de transparence de la gestion du service, ainsi que sa reprise en fin de contrat.

En termes de développement durable, le programme d'actions proposé sur le volet environnement est intéressant avec des objectifs élevés. Les engagements pris en termes de renouvellement des ouvrages sont également satisfaisants même s'ils ne sont pas les plus ambitieux.

Enfin Alteau présente toutes les garanties en matière de reprise des personnels affectés au service, avec des engagements forts qui sont contractualisés et la mobilisation des moyens du groupe Aqualter.

L'offre de Lyonnaise des eaux montre une bonne compréhension globale des enjeux du service et valorise la connaissance de l'exploitation actuelle sur le secteur Ouest. Les propositions techniques sont toutefois moins ambitieuses sur l'évolution des pratiques d'exploitation. A l'inverse, les objectifs visés sont plus élevés en termes de développement durable, notamment sur le volet social.

Les charges affichées sont cohérentes et équilibrées, avec toutefois les frais de structure les plus élevés. La marge proposée est également élevée et le tarif résultant est supérieur de 20 % à celui proposé par Alteau, sans que le différentiel ne soit justifié par les améliorations du service proposées.

L'offre de Véolia eau est également de très bonne qualité s'agissant du diagnostic permanent pour l'optimisation et la gestion des réseaux, du système d'information. Les engagements en matière de développement durable sont également intéressants. Par contre le tarif proposé est particulièrement pénalisant.

Les offres de Nantaise des eaux et de Saur, dans une moindre mesure, sont en retrait. Celle de Nantaise des eaux est intéressante en termes de prix mais de qualité inférieure sur les autres critères ; celle de SAUR, bien que techniquement plus aboutie, ne présente pas un rapport qualité-prix concurrentiel.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de délégation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 31 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, règlement du service, inventaire des biens affectés au service, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, actions d'innovation et de R&D proposées, modalités de mise en œuvre du diagnostic permanent, des dispositions liées au Système d'information,...) et bien évidemment financiers (Compte d'Exploitation Prévisionnel, bordereau des prix unitaires, modèle de compte annuel de résultat).

Sa durée est de 7 ans. Il prendra effet le 1^{er} janvier 2015 sur l'ensemble du périmètre, à l'exception de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour laquelle l'entrée en vigueur est différée au 4 février 2015.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

La Collectivité confie au Déléguataire le soin exclusif d'assurer la gestion du service public, ce qui inclut :

- le droit exclusif pour le Délégataire d'assurer le service public d'assainissement collectif des communes des secteurs Est et Ouest à l'intérieur du périmètre contractuel :
 - le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte et de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
 - l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte et du traitement,
 - le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements,
 - les travaux de réparation des branchements et des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
 - la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
 - l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
 - la gestion des relations du service avec les usagers,
 - la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
 - la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'utilisateur.
- l'obligation de transparence du délégataire dans la gestion du service sur tous les aspects techniques, administratifs et financiers par un accès étendu pour la collectivité aux données du service,
- l'obligation de conduite du service en tenant compte de la politique de la Collectivité traduite dans les obligations du contrat, notamment d'un point de vue environnemental et social ;
- le droit pour le Délégataire de percevoir auprès des abonnés les rémunérations correspondant aux prestations qu'il leur fournit.

De plus, le contrat précise :

- les conditions d'exploitation du service : aspects techniques, engagements vis-à-vis des usagers du service, obligation vis-à-vis du patrimoine qui lui est confié (notamment sont définis clairement les obligations d'entretien, les obligations de renouvellement, les obligations de tenue à jour des plans sur format informatique et des bases de données) ;
- le partage de responsabilité et les obligations d'assurances du délégataire ;
- les relations financières entre le délégataire et les usagers : tarif du service et modalités de révision ;
- les relations financières entre le délégataire et la collectivité : restitution à la Collectivité des sommes affectées au renouvellement et non dépensées en fin de contrat, pénalités et garantie à première demande à disposition de la Collectivité ;
- les engagements en matière d'information et de transparence dans la gestion du service par le délégataire : contenu et cadre des rapports annuels tant au plan technique qu'économique et financier (référence au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat, obligation d'explication des méthodes de calcul, de permanence des méthodes d'une année sur l'autre, etc.), mise en place de réunions régulières avec la Collectivité pour le suivi du service ;
- les obligations du délégataire en fin de contrat (restitution des données, restitution des biens en bon état, etc.).

Par ailleurs, ALTEAU s'est engagé à respecter l'intégralité des conditions de reprise de personnel prévues dans la Convention Collective Nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000 et à fournir aux agents transférés des avantages au moins équivalents à ceux procurés par les accords collectifs de leurs anciens employeurs.

La Collectivité conserve son rôle d'autorité organisatrice du service. Elle se charge en particulier de :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définit précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

La Collectivité met gratuitement à la disposition du Délégataire les ouvrages et installations qu'il est chargé d'exploiter dans un état conforme à celui du procès-verbal prévu contractuellement.

La gestion du service est assurée par le Délégataire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le

souci d'assurer la conservation du patrimoine et la continuité du service, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Déléataire sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m3.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs sont fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le montant de cette part variable s'élève à 1,0000 € H.T./m3 au 1er janvier 2015.

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 24,0 M€ H.T. en cumulé (Euros constants) sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 22,7 M€ H.T. relèveront de la redevance versée par les usagers du service et 1,3 M€ H.T. constituent des recettes accessoires (traitement des graisses et des matières de vidange, part complémentaire de la redevance pour les effluents non domestiques, contrôles de branchement neufs ou lors des cessions immobilières).

Les charges d'exploitation s'élèveront quant à elles en cumulé sur la durée du contrat à 23,7 M€ H.T., dont 0,33 M€ H.T. liés aux investissements et 2,1 M€ H.T. versés au compte de renouvellement. Ces charges prennent en compte par ailleurs les dotations contractuelles obligatoires suivantes :

- dotation annuelle pour l'innovation et la recherche DIRN : 60 000 € H.T.
- dotation pour travaux sous contraintes d'exploitation DTN : 60 000 € H.T.
- dotation annuelle à destination d'un dispositif d'aide aux usagers en situation de pauvreté - précarité : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux).
- Les investissements sont destinés aux actions d'amélioration des performances du service. Ainsi 215 k€ sont consacrés à des travaux neufs sur les stations d'épuration, notamment afin d'optimiser les performances épuratoires, le pilotage des consommations d'énergie et de réactifs et la programmation des opérations de curages des lits plantés de roseaux.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public eau et assainissement du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 12 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société ALTEAU pour l'exploitation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat de délégation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix d'ALTEAU SAS comme délégataire du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest,
- approuver la convention de service public et ses annexes, établie pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, à conclure avec ALTEAU SAS,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 6 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Moustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Véronique PEREZ.

Se sont abstenus : Mme Véronique DEMON, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°17 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – GUIDES DES BONNES PRATIQUES POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DES RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Depuis le transfert de la compétence « assainissement des eaux usées » en 2001, puis « eau brute » en 2009 et « eau potable » en 2010, et dans un objectif de gestion efficiente des dépenses publiques, le respect des règles et normes en matière de conception et de construction des équipements composant le patrimoine de ces services publics a

représenté un des fondements de la mise en œuvre de la politique communautaire, que les équipements soient réalisés directement par la Collectivité, ou par des maîtres d'ouvrage délégués, concessionnaires ou lotisseurs dans le cadre des projets d'aménagement du territoire, avant d'être remis à la Collectivité.

Par délibération n°11704 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a adopté une charte d'engagements pour l'amélioration de la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement. Cette charte est axée sur 5 thématiques dont celle de l'exemplarité qui recommande notamment l'instauration de normes « HQEau », applicables à tous les maîtres d'ouvrage, afin d'assurer la pérennité des équipements publics neufs comme réhabilités. Le respect de cet engagement consisterait à instaurer un référentiel des méthodes, moyens et matériaux utilisés pour la construction ou la réhabilitation du patrimoine permettant l'alimentation eau potable et l'assainissement des eaux usées, que ce soit sous domaine public, sous domaine privé ou à l'intérieur des bâtiments.

Par ailleurs, à l'initiative de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et avec les concours financiers des quatre Départements de la Région Languedoc-Roussillon, une charte de qualité des réseaux d'eau et d'assainissement en Languedoc-Roussillon a été signée le 4 décembre 2013 par les représentants de l'ensemble des intervenants dans le domaine : services de l'Etat, collectivités, aménageurs, maîtres d'œuvre et entreprises. Cette charte vise un objectif de réseaux fiables et pérennes afin d'améliorer leur qualité, d'allonger leur durée de vie, d'optimiser ainsi les investissements des collectivités et de préserver l'environnement.

C'est pourquoi, il est proposé aujourd'hui de concrétiser l'un des engagements de la charte adoptée le 25 juillet 2013 en approuvant un guide de bonnes pratiques pour la réalisation des réseaux neufs d'eau et d'assainissement sur notre territoire.

Ce guide est à l'attention des maîtres d'ouvrages (collectivité et les exploitants de ses services publics d'eau et d'assainissement, les aménageurs publics ou privés, promoteurs, etc.), des maîtres d'œuvre et des entreprises réalisant des ouvrages d'eau et d'assainissement. Il ne se substitue ni aux textes réglementaires ni autres référentiels en vigueur, mais les décline ou les complète ; il ne remet pas en cause les missions des différents acteurs, ni leur savoir-faire. Il s'inscrit dans la continuité de la charte de qualité des réseaux d'eau et d'assainissement en Languedoc-Roussillon, dont il se veut l'application, et reprend les pratiques mises en place progressivement ces dernières années. Il est donc le fruit des expériences passées comme des nombreux échanges avec nos partenaires habituels. Il tient compte des contraintes administratives et techniques locales.

Ce guide de bonnes pratiques poursuit ainsi le double objectif d'une part d'établir des prescriptions techniques pour la réalisation d'ouvrages d'eau et d'assainissement fiables et pérennes, et d'autre part de clarifier et préciser les modalités d'échange et interfaces de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec les différents intervenants tout au long de la mise en œuvre d'un projet nécessitant la construction de réseaux qu'elle aura à gérer ultérieurement.

Il est ainsi composé de :

- un cahier généraliste intitulé « Guide de Procédures », s'adressant plus spécifiquement aux maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre, qui décline les différentes étapes d'un projet d'aménagement au cours desquelles doit être sollicitée ou intervenir la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la conception puis la construction des réseaux ;

- deux cahiers techniques intitulés « Guide technique de l'Eau Potable » et « Guide technique de l'Assainissement », à l'attention des maîtres d'œuvre et entreprises, qui rappellent les lois, normes et règles de l'art en vigueur, et les déclinent selon les contraintes et spécificités du territoire et du patrimoine déjà existant, fixant ainsi la prescription de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et visant à harmoniser les pratiques.

Le guide définit le rôle de chacun des intervenants et les délais à chaque étape d'un projet :

- 1) lors des études préalables et de l'obtention des autorisations réglementaires,
- 2) lors de la conception des ouvrages,
- 3) lors des travaux de réalisation,
- 4) lors de la réception et de la mise en service,
- 5) au moment de l'intégration des ouvrages dans le domaine public.

En particulier, le guide fixe la nature des pièces à fournir à la collectivité lors de la réception des ouvrages, notamment des plans de récolement complets, précis et exploitables. Ces plans constituent en effet la clé de voûte de la constitution d'une base de données fiable, gage d'une gestion patrimoniale efficiente des équipements.

En ce sens, l'élaboration de ce guide des bonnes pratiques répond à l'autre engagement de la charte adoptée le 25 juillet 2013 sous l'axe de l'exemplarité : « Acquérir une connaissance optimale des équipements d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées pour permettre la mise en œuvre d'une stratégie patrimoniale de renouvellement et d'entretien adaptée. »

Enfin, de façon à favoriser la mise en place de compteurs individuels dans tous les logements et établir un lien direct entre l'utilisateur et le service public, notamment pour assurer sa bonne information et permettre la télérelève des consommations, le guide préconise pour les immeubles collectifs neufs, l'individualisation des contrats d'abonnement aux services d'eau potable et d'assainissement. Il va donc plus loin que la seule obligation réglementaire de pose de compteurs divisionnaires d'eau potable. Pour cela, il propose l'instauration de

conventions bi-partites entre l'exploitant du service d'eau potable et le syndic de l'immeuble définissant les rôles et responsabilités de chacun.

Le document soumis à l'approbation du Conseil a été finalisé en concertation avec les représentants de la Fédération des Promoteurs Immobiliers, des aménageurs et les services compétents de la SERM et de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le guide des bonnes pratiques pour la conception et la réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement, tel que proposé ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur REVOL

Très rapidement, il s'agit d'un guide des bonnes pratiques qui va nous permettre d'intervenir auprès de tous les aménageurs, car il faut savoir que c'est eux qui réalisent les réseaux d'eau potable, d'eaux usées, etc., et qu'ensuite, ça devient notre patrimoine. Il faut donc que l'on ait un contrôle beaucoup plus rigoureux sur la construction de ce patrimoine. Donc, ce guide des bonnes pratiques est mis en route et j'invite tous les représentants de toutes les communes à le communiquer à leur service urbanisme et à travailler en liaison avec l'Agglomération pour qu'il soit appliqué avec la plus grande rigueur. Nous aurions pu imposer des choses plus contraignantes, mais elles ne sont pas à l'intérieur de la loi, nous ne pouvons pas nous le permettre. Donc, par ce guide de bonnes pratiques, nous ouvrons la perspective à des modifications législatives qui paraissent nécessaires.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Revol ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – PROJET DE CONVENTION CADRE RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ POUR LES ANNÉES 2015 À 2020 - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Véritable outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque. Le PAPI comprend ainsi des actions réparties en différents axes depuis la culture du risque jusqu'aux travaux lourds de lutte contre les inondations.

Il prend la forme d'une convention cadre avec la liste des actions, l'identification des maîtres d'ouvrage et des financeurs. Le financement des actions prévues est défini par chacun des partenaires dans le cadre de leurs règles habituelles et dans les limites des ressources budgétaires qui leur sont propres. L'inscription des actions au PAPI permet d'obtenir des aides financières de l'Etat.

Le bassin versant Lez-Mosson-Etangs palavasiens fait l'objet d'un PAPI, dit PAPI Lez, qui est aujourd'hui porté par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE). Sa mise en place, à l'initiative de la Communauté d'Agglomération, tient son origine dans la nécessité et la volonté politique de la protection de la Commune de Lattes.

Son montant est de 56M€ H.T., dont 40 M€ H.T. pour la protection de basse vallée du Lez. Il couvrait initialement la période 2007-2013 et a été prolongé, par avenant, d'une année supplémentaire, afin de permettre la poursuite des actions prévues ou déjà engagées, comme la sensibilisation au risque inondation, dans l'attente de la mise en place d'un nouveau PAPI, couvrant alors la période 2015-2020.

Le bilan de ce premier PAPI peut être dressé comme suit :

- il a permis de répondre à l'urgence de la protection contre les inondations de la basse vallée du Lez avec plus de 10 000 habitants désormais protégés sur la Commune de Lattes et de préciser les besoins et les conditions de poursuite des actions de protection des biens et des personnes dans les zones à risques dans le cadre d'un nouveau PAPI,
- les investissements prévus ont été réalisés à plus de 90 % dans le respect des délais du PAPI, avec une part importante sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération,
- le rôle des gestionnaires d'ouvrages hydrauliques a été précisé, ils sont aujourd'hui mobilisés et assurent

pleinement leurs missions,

- une prise de conscience de la hauteur des investissements humains, techniques et financiers à consacrer au vu des enjeux nouvellement identifiés s'est opérée : augmentation de l'intensité des phénomènes, des risques multiples, de leur prise en compte dans l'aménagement du territoire, ...
- le développement d'un outil opérationnel et partagé de gestion de crise « Ville en alerte » a été engagé sur le territoire pilote de l'Ecocité (Montpellier, Lattes et Pérols),
- des travaux doivent être engagés sur le bassin versant de la Mosson.

Par ailleurs, une dynamique forte dans la gouvernance territoriale partagée s'est vue conforter à travers :

- le dynamisme de la commission locale de l'eau (CLE) en place depuis plus d'une dizaine d'années et qui se réunit très régulièrement, devenant un véritable parlement local de l'eau à l'échelle locale,
- un fort engagement des collectivités dans la gestion locale du risque inondation, par le regroupement de 5 EPCI à fiscalité propre, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein d'un EPTB (SYBLE),
- la révision du SAGE en cours de finalisation en collaboration avec les EPCI qui vise à concilier préservation des milieux aquatiques, prévention des risques d'inondations et occupation du sol
- des liens interbassins construits autour de la prise en compte du risque inondation entre SYBLE (EPTB), SYMBO, VISTRE (EPTB) et VIDOURLE (EPTB) en cours de développement :
- des travaux partagés sur l'étude de la connaissance des risques autour des étangs palavasiens et de l'Or et la préparation de la mise en place de la SLGRI pour le TRI de Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas.

Ce bilan positif permet de proposer, pour le nouveau PAPI, une stratégie cohérente et adaptée aux problématiques du territoire et un programme d'actions équilibré qui répond aux enjeux et priorités du territoire.

Ceux-ci sont caractérisés par un fort accroissement démographique lié notamment à l'attractivité de la région montpelliéraine en tant que Métropole méditerranéenne. Les objectifs fixés par le SCOT de Montpellier en 2006 visent la maîtrise du développement urbain, la priorité au réinvestissement urbain et la densification des formes urbaines. Ces démarches devraient être intensifiées dans la cadre de la révision du SCOT pour limiter l'étalement urbain vers les zones à risque, prendre en compte les risques non identifiés à ce jour et limiter le ruissellement urbain.

Par ailleurs, les risques conjugués sur les zones littorales méditerranéennes, aggravés par les impacts forts du changement climatique, augmentent le niveau d'incertitude concernant le réel danger pour les vies humaines (crues torrentielles, débordement des étangs, submersion marine, ruissellement, érosion côtière) et le coût des dommages notamment sur les activités économiques. Les réponses apportées doivent donc conduire à un large éventail de mesures du fait de la diversité de la formation et de la conjugaison des crues, de la diversité géologique (relief, plaine, étang, littoral...), de la diversité géo-politique (rural et urbain). En effet, le relief est globalement pentu et rural en amont du bassin versant alors que les secteurs intermédiaires et les basses plaines, territoire de notre Collectivité, concentrent la majorité des enjeux urbains. Cet espace est soumis au régime méditerranéen, en particulier les épisodes cévenols qui aggravent la vitesse de formation et de propagation des crues nécessitant d'anticiper l'organisation des opérations de sauvegarde et de secours.

Les PAPI dits de nouvelle génération ou PAPI2, sont élargis à l'ensemble des aléas inondation. Ils constituent l'un des dispositifs devant permettre la mise en œuvre des objectifs de la Directive Inondation (DI) de 2007. Ainsi, certaines modalités des PAPI 2 présentent un caractère de nouveauté fort par rapport aux précédents PAPI, notamment en renforçant la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire et en développant des actions de prévision, d'alerte et de gestion de crise.

Les actions des PAPI2 doivent aussi s'articuler et s'avérer compatibles avec les Plans de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) à l'échelle du district hydrographique et les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondations (SLGRI) en cours d'élaboration ainsi qu'avec les mesures des différents outils de protection ou de gestion des milieux aquatiques notamment les SDAGE, et s'ils existent sur le territoire, les SAGE et les contrats de rivière.

Enfin, les évolutions réglementaires en matière de prévention des risques et la rationalisation des dépenses publiques, obligent dorénavant l'Etat à vérifier l'opportunité et l'efficacité des nouveaux PAPI à travers un dispositif de labellisation.

Le PAPI2 devra ainsi être labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI). En complément, les ouvrages structurels projetés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et inscrits au PAPI 2 devront être aussi labellisés Plan de Submersion Rapide (PSR), cette double labellisation conditionnant l'obtention des aides financières de l'Etat pour ces travaux.

Dans ce cadre, un projet de PAPI 2 a été élaboré par le SYBLE, en concertation avec l'Etat, les financeurs et les collectivités.

Les 5 objectifs prioritaires retenus sont :

- développer la connaissance des phénomènes d'inondation et renforcer la culture du risque sur tous les aléas présents sur le territoire (fluvial, littoral, ruissellement),
- se préparer à gérer les événements dommageables et notamment ceux dépassant l'occurrence centennale en améliorant la prévision, l'alerte et la gestion de crise,

- améliorer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire et réduire la vulnérabilité,
- limiter le ruissellement à la source et améliorer le fonctionnement des cours d'eau,
- protéger les populations par des dispositifs de protection « intelligents »,

L'atteinte de ces objectifs passe par les actions majeures suivantes :

- poursuivre et renforcer la dynamique de bassin versant par la concertation entre les EPCI au sein de l'EPTB et de la CLE en tenant compte des différences entre aval et amont.
- favoriser le portage d'une politique commune de l'eau et d'une gouvernance partagée par la représentation de chaque collectivité par les mêmes élus au sein des instances des différents syndicats de bassins (Syble et Symbo)
- renforcer la synergie entre la politique d'aménagement du territoire (présence des EPCI dans la CLE et le Syble), la politique de l'eau (SAGE) et la politique de prévention et de gestion des risques d'inondations (SLGRI, PAPI) pour permettre, notamment, de renforcer la prise en compte du risque, et de ses évolutions du fait du changement climatique dans l'aménagement du territoire et poursuivre l'accompagnement des collectivités lors de l'élaboration ou de la révision des SCOT et PLU,
- réaliser les grands travaux de protection collective des principaux secteurs à enjeux situés en zone inondable sur le bassin versant de la Mosson.
- conforter la gestion des ouvrages hydrauliques notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.
- améliorer la surveillance, la prévision, l'alerte et la gestion de crise par des outils innovants, favoriser la gestion collaborative de la crise et améliorer les PCS actuels. Intensifier les opérations de culture du risque engagées dans le PAPI1.
- poursuivre le plan de gestion de la ripisylve, renforcer la préservation des zones humides et des zones d'expansion des crues et réduire l'érosion des sols et le ruissellement.

La convention cadre élaborée précise le programme d'actions sur la période 2015-2020, son évaluation financière, les maîtres d'ouvrage et le principe des financements par chacun des partenaires. Conformément au cahier des charges PAPI, le programme d'actions du PAPI 2 sera réparti en 7 axes d'intervention. Un axe supplémentaire, Axe 0, a été retenu pour l'animation du PAPI :

Axe I	l'amélioration de la connaissance des aléas et de la conscience du risque	1 030 000 € H.T
Axe II	la surveillance, la prévision des crues et des inondations	650 000 € H.T
Axe III	l'alerte et la gestion de crise	100 000 € H.T
Axe IV	la prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme	220 000 € H.T
Axe V	les actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	3 078 000 € H.T
Axe VI	le ralentissement des écoulements	2 420 000 € H.T
Axe VII	la gestion des ouvrages de protection hydrauliques	8 010 000 € H.T
Axe 0	Animation du PAPI	672 000 € H.T

Le coût total du programme est évalué à 16 180 000 € H.T.

La convention sera signée entre l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et le Syble.

La maîtrise d'ouvrage de chaque action sera portée par le Syble, les communes ou leurs groupements, en fonction de leur compétence, conformément au tableau récapitulatif des actions figurant en annexe de la convention.

En particulier, le Syble assurera l'animation du PAPI et portera la plupart des actions d'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque comme la sensibilisation des scolaires et les études de diagnostics de vulnérabilité de l'habitat et des réseaux. Il assistera les autres maîtres d'ouvrage pour la mise en œuvre des Plans Communaux de Sauvegarde et du plan de gestion de la ripisylve.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maîtrise d'ouvrage d'actions majeures du PAPI notamment une partie des études nécessaires à la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire ; le développement à l'échelle du territoire du système « Ville en Alerte » de prévision, d'alerte et de gestion de crise, les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur Lattes et Villeneuve-lès- Maguelone et la protection de Fabrègues face aux crues du Coulazou, pour un montant global de l'ordre de 9 M€ H.T.

Par délibérations n°10975 du 28 juin 2012 et n°12183 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a d'ores et déjà approuvé les programmes d'aménagements sur la basse vallée de la Mosson et à Fabrègues. Les études

opérationnelles sur la basse vallée de la Mosson, financées dans le cadre du PAPI Lez, sont en cours.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération, participera au financement d'une partie des actions réalisées par le SYBLE au travers de sa contribution annuelle au budget du syndicat. Celle-ci est estimée à 309 000 € HT. sur la durée du PAPI 2 ; Les moyens humains du syndicat dédiés au PAPI 2 restent constants.

Le pilotage du PAPI 2 sera porté par les partenaires qui coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage élargi, composé des représentants des collectivités territoriales, de l'Etat et des usagers. Un comité de pilotage restreint, composé des représentants des signataires du PAPI, de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Communauté de Communes Grand Pic Saint Loup, ainsi qu'un comité technique composé de représentants des financeurs et des maîtres d'ouvrages assurent la préparation du travail du comité de pilotage élargi.

Les deux comités de pilotage, présidés conjointement par le Préfet et le président du Syble, se réunissent a minima une fois par an, s'assurent de l'avancement du programme d'actions et veillent au maintien de la cohérence du programme lors de sa mise en œuvre.

Le projet de nouveau PAPI proposé constitue ainsi un outil de renforcement des actions concourant à la résilience du territoire dans le respect des enjeux sur la biodiversité et les milieux naturels aquatiques définis par le SAGE.

Compte tenu des objectifs affichés et des actions retenues, il est proposé d'approuver le projet de PAPI 2.

Complémentairement, il convient de prendre l'engagement de réaliser les principales actions inscrites sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, engagement nécessaire pour constituer le dossier à instruire par les services de l'Etat.

Les événements hydrologiques observés sur le bassin versant de la Mosson à la suite des pluies exceptionnelles de septembre et octobre 2014 confirment la nécessité de réaliser au plus vite les travaux engagés et mettent en évidence les besoins complémentaires de protection des communes de Grabels et Juvignac à prendre en compte.

Sous réserve de ne pas porter atteinte à son économie générale, la convention de PAPI pourra être modifiée par avenant, sans nouvel examen par la CMI, notamment pour permettre une modification du programme d'actions initial ou une modification de la répartition des financements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre entre l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte Lez-Mosson-Etangs Palavasiens portant sur la définition d'un projet de programme d'actions de prévention des inondations sur le bassin versant du Lez Mosson Etangs palavasiens pour la période 2015-2020,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire en particulier la lettre d'engagement à réaliser les actions définies par le programme relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Monsieur REVOL

Si vous le voulez bien, nous allons parler à deux voix puisque Monsieur Cyril Meunier, qui est président du SYBLE et qui connaît bien ses dossiers, peut prendre la parole et développer ce point. Je voulais juste préciser la chose suivante, je pense que nous avons tous une sensibilité, ma commune en particulier, à ce dossier puisque le PAPI avait permis un certain nombre d'investissements, puisque le PAPI 1, s'élevait à 53 millions d'euros et que nous avons pu en consommer plus de 90 % et que cela a permis de faire que le Lez soit beaucoup mieux régulé. Nous nous orientons maintenant vers un PAPI 2. Il faut savoir qu'à l'échelle nationale, ce PAPI 2 n'est pas du même montant que le PAPI 1, les coupes budgétaires finissent par trouver leur effet concret, donc ce PAPI est beaucoup plus réduit à l'échelle nationale. Ceci dit, il est là, il n'est pas négligeable et il faut l'utiliser.

Donc, nous élaborons une proposition, il faut savoir que cette proposition doit être validée par l'État, par l'ensemble des services concernés. Il s'agit de financements croisés dans lesquels l'on utilise des financements européens gérés par la Région et où l'Agglomération apportera son action. L'objectif étant de concentrer l'effort, au cours de ce PAPI 2, sur la Mosson qui, dans le bassin Lez Mosson, est aujourd'hui négligée puisque nous avons pris la compétence plus tardivement, compétence étude, puis compétence travaux.

Il s'agit donc maintenant de faire que nous puissions, au cours de cette mandature, travailler sur ce dossier, obtenir la validation de ces 16 millions d'euros que nous voulons investir sur ce secteur et je peux vous dire qu'il est largement attendu.

Je tiens à remercier les services qui sont allés extrêmement vite. Je ne rentrerai pas dans les polémiques qu'il y a pu y avoir à ce sujet. Je pense que nous sommes ici suffisamment légitimes pour dire que la lutte contre les inondations est une chose fondamentale pour nous. Elle ne se mène pas uniquement en termes de prévention des inondations, en création d'ouvrages, elle se mène aussi en termes d'éducation de la population à la gestion de ces risques. Il y a donc, dans les programmes, toute une série de propositions, vous l'avez peut-être vu dans la délibération, qui permettent de faire de cette lutte contre les inondations une cause commune.

Elle est liée par ailleurs à d'autres débats que nous aurons sur la maîtrise de l'urbanisme, sur le nouveau SCOT que nous mettrons en place.

C'est un ensemble de choses qui fait que nous devons préserver nos concitoyens. J'interviens là en tant que vice-président de l'Agglomération et pas au nom de ma commune, mais vous savez que nous avons particulièrement souffert, c'est donc une question qui nous tient à cœur. Je dois vous dire qu'à ce sujet nous travaillons très étroitement avec Cyril Meunier. Et même lorsque la cellule de crise de la préfecture n'est pas activée, Cyril et moi, nous nous téléphonons entre 23h et 2h du matin, puisque si ça commence à pleuvoir beaucoup chez moi, ça finit par monter chez lui. Donc, comme ça, nous avons à gérer la chose tous les deux sur l'ensemble de cette zone. Je pense que le travail intercommunal que l'on peut lancer, je pense notamment à la mise en place dans toutes les communes de plan communal de sauvegarde, certains l'ont, d'autres ne l'ont pas.

Le PAPI va donc nous permettre d'accompagner par là même toutes les communes. Je souhaiterais qu'au terme de ce travail toutes les communes aient un plan communal de sauvegarde, qu'il y ait des dispositifs de sécurité civile auprès des populations et des biens qui puissent fonctionner de manière assez rapide.

Par exemple sur ma commune, nous avons mis en place un système de téléalarme qui permet de téléphoner à 2 700 personnes en une minute pour les avertir. Je pense que cela contribue à sauver des vies, plusieurs communes l'ont. Le généraliser a un coût, il faut donc le mutualiser au niveau de l'Agglomération.

Nous sommes au début d'un chantier important, il y a vraiment une exigence d'intérêt général et je compte sur la mobilisation de tout le monde.

Monsieur le Président

Merci, René. Cyril.

Monsieur MEUNIER

J'ai essayé de couper René parce qu'il est en pleine forme ce soir. Je voulais juste dire qu'il n'y a pas de polémique entre les services de l'État et nous. La presse a repris les propos que j'avais tenus, je maintiens aujourd'hui, et je m'en suis expliqué avec la préfecture, je maintiens aujourd'hui que les procédures sont trop longues. Elles sont beaucoup trop longues entre le moment où l'on identifie un risque et le moment où l'on peut engager des travaux.

Certes, il y a plein de choses à vérifier, mais c'est ni de la faute des services de l'État en région ni la faute des collectivités locales qui ont à charge de porter les études et ensuite de les réaliser. Ce qu'il faut quand même que la majorité de nos concitoyens sachent, même après cette période d'émotion que l'on vient de traverser, c'est que l'on est l'une des seules Agglomérations de France à avoir pris la compétence inondations aussi rapidement et avec autant d'efficacité. Ça ne résout pas tous les problèmes, mais ça nous permet aujourd'hui d'avoir un plan de travail sur la Mosson à l'horizon de l'ouverture de ce PAPI 2 qui vient d'être lancé par l'État après la première vague du PAPI 1. Et ça nous permet de pouvoir être efficaces rapidement, rapidement face à toutes ces procédures d'enquête publique, de relecture, de travail des différentes administrations qui dure beaucoup trop longtemps, mais ce n'est pas de la faute des services de l'État, c'est comme ça.

À partir de là, il est normal que dans l'émotion le Préfet ait souhaité dire que le dossier n'avait pas été déposé par le SYBLE, c'est vrai. Le dossier avait été préalablement déposé, il avait fait l'état de remarques de la DREAL, il a donc fallu reprendre ce dossier au cours de l'été et il est enfin déposé. Moi, ce qui m'intéresse à ajouter à cela pour nos concitoyens des villages qui ont été très meurtris – Grabels, Juvignac, Montpellier et autres – c'est qu'à l'occasion de ces fortes pluies que l'on vient d'avoir, on a découvert sur un événement majeur qu'un certain nombre de points qui avaient pu être limités à l'analyse en matière de risque ont réellement subi des dégâts. Des dégâts matériels, des dégâts de mise en danger d'autrui et de mise en danger de tiers au territoire sur lequel ça s'est passé, qui nécessitent que l'on revoie ce travail-là. Ceci étant, si l'on revoit le programme et que l'on retarde la programmation du PAPI, on va encore perdre un ou deux ans. Parce que dès que vous commencez à bouger un tout petit truc sur ce genre de dossiers – et ça fait 13 ans que j'y suis, donc je commence à m'y connaître – vous repartez dans toutes les enquêtes publiques, vous repartez dans toutes les analyses par les services, etc. Donc, je préfère que l'on parte sur le schéma que nous avons fait et que dans un avenant de PAPI 2 l'on puisse améliorer les protections sur les zones qui ont été oubliées à Lavérune, à Grabels, à Juvignac et sur certains territoires limitrophes de la Mosson.

J'en profite pour vous dire une chose, nous sommes l'un des seuls PAPI en France à avoir été réalisé à 100 %. À tel

point que nous avons eu un avenant au PAPI 1 qui nous a rajouté 1,8 million d'investissements sur ce que nous avions prévu à l'origine. Et c'est parce que les services de l'État nous ont mis un an de procédure dans la réalisation de cet avenant de PAPI 1, dans lequel nous avons prévu de mettre les travaux de la Mosson, que nous avons été retardés sur le PAPI 2. Donc, personne n'est fautif, ni les services de l'État, surtout pas la préfecture, surtout pas le SYBLE, surtout pas l'Agglomération de Montpellier, parce que le SYBLE n'est qu'un syndicat d'études. Et ça, je le sais parce que j'ai d'autres intercommunalités qui font partie du SYBLE et qui n'ont pas pris la compétence travaux. Grâce au fait qu'à l'Agglomération nous ayons pris la compétence travaux, lorsque les études sont faites, nous sommes capables de réaliser. Alors que ce n'est pas le cas dans d'autres intercommunalités qui font partie du SYBLE. Je pense en particulier à celle de l'Etang de l'Or avec mes voisins et amis Palavasiens qui souffrent de ne pas avoir eu les travaux réalisés. Ça ne nécessite pas de vouloir sortir du SYBLE, il ne suffit pas de sortir du syndicat d'études qui montre que vous êtes en danger pour justifier que l'on n'a rien fait.

Excusez-moi, Monsieur le Président, d'avoir terni un peu l'union sacrée à laquelle vous m'appellez en règle générale, mais à force de prendre par voie de presse, je me fais droit à répondre en tant que Président du SYBLE à quelques attaques que j'ai entendu au Sud de ma commune.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Qui souhaite prendre la parole ? Monsieur Rouilleault, Monsieur Pastor, Madame Jamet et Madame Jabado.

Monsieur ROUILLEAULT

Je voterai pour la délibération qui est proposée sur le PAPI 2, qui est un enjeu majeur comme il a été dit et fort bien dit aussi bien par René Revol que par Cyril Meunier à l'instant. Je le fais d'autant plus volontiers que dans la délibération qui nous est proposée, il est précisé que le retour d'expérience sur les événements récents qui se sont passés, aussi bien en septembre qu'en octobre, permettra éventuellement, autant que de besoin, de conduire à des avenants sur cette convention qui lie l'État, la Région et l'Agglomération de Montpellier. Donc, c'est bien parce qu'il y a cette idée que des avenants sont possibles, que je pense qu'il faut évidemment ne pas tarder, les arguments étaient tout à fait intéressants à cet égard.

En ce qui concerne le retour d'expérience, je pense qu'il faut que nous fassions un retour d'expérience extrêmement sérieux sur ce qui s'est passé, sur toute la chaîne d'information et de prise de décision qui va de Météo France à la préfecture, aux communes et à la population et aux entreprises. Il faut que là-dessus nous voyons ce qui a marché et ce qui n'a pas marché et que nous en tirions les conséquences aussi bien en termes de gestion de crise qu'en termes de travaux de prévention.

J'ajouterais qu'il faut également se livrer à quelques exercices de simulation. Ces précipitations sont des précipitations qui sont à la fois très concentrées dans le temps et très concentrées dans l'espace. Donc, les prochains épisodes ne concerneront pas forcément exactement les mêmes points. De ce point de vue là, en tant que riverains du Lez, nous sommes inquiets sur ce qui pourrait se passer si l'épicentre des précipitations était en amont du Lez, sur Prades, Clapiers, etc., il y aurait alors des risques majeurs pour Castelnau et pour Montpellier. Je pense donc qu'il faut que nous regardions cela de façon extrêmement précise. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. J'ai ajouté Monsieur Savy en m'excusant auprès de lui de ne pas avoir vu qu'il avait levé la main. Monsieur Pastor.

Monsieur PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues. Moi, c'est totalement différent, ce n'est pas la même échelle parce que j'ai eu la chance d'être une commune où nous n'avons pas été agressés comme vous l'avez été à Juvignac, à Grabels, etc. Mais je profite de ce débat pour poser une question et poser un sujet au débat. Moi par exemple à Castries, nous avons une rivière qui jouxte quelques maisons, mais nous avons eu beaucoup de quartiers, à l'époque, où l'eau s'accumulait en contrebas. Nous avons résolu cela en faisant des bassins de rétention. Donc, maintenant, quand l'on construit une ZAC ou autre, c'est pris en compte, mais je suis sûr qu'il y a des villages où il y a encore de tels cas. Par exemple le Bérange, il suffirait de faire un bassin de rétention suffisamment important pour éviter qu'un jour ce soit Baillargues et Saint-Brès. Ces petites installations, j'aimerais que nous ayons une réflexion dessus pour savoir

après comment nous allons les traiter. Et cela n'a rien à avoir avec PAPI 1 ou PAPI 2, mais ce sont quand même des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Monsieur le Président

Dans l'élaboration du prochain SCOT, le plan de prévention des risques sera intégré à la réflexion.

Monsieur PASTOR

Nous avons un plan de prévention des risques.

Monsieur le Président

Madame Jamet.

Madame JAMET

Encore plus brièvement. J'avais une question à poser et j'ai la réponse. Ce que je note en tout cas au regard de ce rapport, quand j'entends parler de niveau d'incertitude, de risques conjugués, je constate que l'on revient à un peu plus d'humilité. Et je crois que face aux éléments naturels et à la violence de ces épisodes qui sont amenés à se renouveler, il nous faut effectivement énormément d'humilité. Concernant le coût des dommages, je crois qu'il ne faut pas hésiter à mettre les moyens. Parce qu'aujourd'hui, mettre 100 millions sur la protection, sur 6 ans, sur le dernier plan que nous avons eu à la Région, 70 millions, c'est juste le coût des dommages sur une inondation. Nous avons donc tout intérêt à nous donner les moyens de protection pour ce genre d'événements.

Je suis contente de pouvoir avoir la réponse de Monsieur Meunier, il me rassure. Après avoir dit qu'il attendait la réponse du gouvernement et la réponse du Préfet à la Bergère, la décision nous appartient donc aujourd'hui, j'en suis rassurée. Et je tiens à rappeler que faire du bien ne fait pas de bruit, faire du bruit ne fait pas de bien. Il faut aussi garder ça à l'esprit, il faut aller dans l'efficacité et penser d'abord à l'intérêt général avant de faire des effets d'annonce.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Madame Jabado.

Madame JABADO

J'aimerais apporter un petit témoignage en tant qu'élue d'une commune sinistrée. Depuis 1994, il y a eu 11 déclarations de catastrophe naturelle pour cause d'inondation et coulée de boue à Grabels. L'événement du 6 octobre dernier est de loin le plus important. Il y a eu 400 foyers sinistrés, soit 1 200 personnes concernées. Parmi elles, près de 250 personnes n'ont pas pu rejoindre leur domicile. À ce jour, 70 foyers sont toujours inhabitables. C'est une catastrophe majeure pour notre commune et ses habitants. En ce qui concerne les bâtiments et les voiries communales, les dégâts s'élèvent à approximativement 1,5 million d'euros d'un gros tiers ne sera pas couvert par les assurances. Nous avons sollicité l'aide de l'État, de la Région, du Conseil général et bien sûr de l'Agglomération. Et nous remercions notre Président qui a été le premier élu à se rendre sur les lieux le jour de cette catastrophe. Sans la construction des bassins de rétention, effectués depuis notre dernier mandat avec René Revol, l'impact des pluies exceptionnelles couplées avec du terrain saturé aurait été beaucoup plus grave, voire mortel. Notre bassin, le plus grand s'étend sur 2,8 hectares et le 6 octobre, il s'est rempli en 1h. Ce bassin a été conçu selon une étude de 2001 et il a la capacité d'absorber une crue centennale. Je vous rappelle qu'une crue centennale veut dire une crue toutes les 100 crues et pas une crue tous les 100 ans. Il n'a pas été conçu pour une crue exceptionnelle. Pour votre information, nous avons encore trois bassins de rétention à réaliser. Comme dans toutes les communes, il y a des programmes d'urbanisation soit pour les habitations, soit pour les activités ou les zones professionnelles ou industrielles. Ces zones d'urbanisation importantes qui imperméabilisent le sol doivent absolument intégrer la possibilité d'absorber des crues exceptionnelles et non pas uniquement des crues centennales. Il va de soi que les futurs réseaux pluviaux doivent bien évidemment avoir suffisamment de capacité d'évacuation.

Il faut savoir que l'effort de prévention contre les inondations ne s'est pas fait tout seul, c'est un travail de titan mené par les élus qui se sont battus pendant des années. Il faut que cela devienne automatique et toute bétonisation doit tenir compte du fait que l'on ne peut pas arrêter l'eau, mais le feu. J'aimerais terminer sur une note positive, la

solidarité. Grabels tient à saluer le formidable élan de générosité qui s'est manifesté à cette occasion. Et ici, ce soir, nous remercions les très nombreuses communes de l'Agglomération qui se sont immédiatement mobilisées à nos côtés, démontrant que la solidarité intercommunale est une valeur forte. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jabado. Monsieur Jean-Luc Savy.

Monsieur SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues, bonsoir. En fait, mes propos étaient en miroir de ce que vient de dire ma collègue de Grabels. Sur Juvignac, nous avons moins de familles sinistrées, 130 maisons ont été touchées avec la plupart des maisons inhabitables aujourd'hui, 30 personnes qui sont toujours relogées, c'est-à-dire environ 25 % des personnes qui ont été sinistrées. Au-delà de l'extrême stationnarité du nuage qui est tombé avec une colonne d'eau de 12km de haut sur Grabels d'abord, puis chez moi ensuite, au-delà de la température élevée de la Méditerranée, ce sont bien les flux des eaux de ruissellement, dans les bassins versants de la Mosson autrefois des terres agricoles et viticoles, qui a posé problème. Même si les ZAC sont dimensionnées aujourd'hui pour recueillir ces eaux de ruissellement, 150 mm d'eau, on était à 300 mm d'eau. Donc, une ZAC aujourd'hui ne peut pas absorber ce qui est tombé sur une crue centennale. Il faut donc peut-être redéfinir ce qu'est une crue centennale de ce niveau-là. Donc, c'est pour moi moins la connaissance de l'écoulement dynamique de la Mosson en elle-même qu'il faut étudier que celle des effets de l'aménagement et de l'urbanisation sur cet écoulement dynamique.

Pour les sinistrés et au-delà de la question cruciale que vous posez pour eux du relogement qui est important, c'est l'urgence des travaux dont parlaient Cyril Meunier et René Revol, visés par la présente délibération qui importe. Je serais donc vigilant avec les collègues et attentif à ce que ces travaux soient enfin lancés pour protéger les populations.

Un point aussi sur le pont Roman du 12e siècle qui est tombé, qui sépare Montpellier de Juvignac. Ce pont dont l'arche est tombée côté Montpellier, ça aurait pu être l'autre côté. Ce pont est suivi par les bâtiments de France pour voir comment nous pouvions le reconstruire. Il y a des munitions qui datent de la guerre, il faut faire attention, il ne faudrait pas que les archéologues sautent sur des munitions.

Enfin, je soulignerai aussi l'élan de solidarité énorme qui est intervenu sur nos deux communes au lendemain du 6 octobre. Je remercie toutes les communes qui nous ont soutenus et toi, Philippe, tu es effectivement venu dès le premier jour, merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Jean-Luc. C'est l'un des points que j'ai abordés avec le Président de la République et qui figurent dans les neuf points que je lui ai demandé de suivre en particulier. C'est-à-dire le soutien à toutes les procédures de lutte contre les inondations pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les villages voisins qui en ont pâti et notamment le soutien au PAPI 2 tel que le dossier que je lui ai présenté l'indiquait très clairement. Les travaux sur la Mosson, nous devons les faire. C'est beaucoup d'argent, c'est un peu moins de 20 millions d'euros, mais nous devons les faire comme nous avons fait ceux sur le Lez. Nous allons les lancer parce qu'il en va de la pérennité des habitations de Grabels, de Juvignac et de Montpellier, mais aussi des villes de Lavérune et des villes de Fabrègues et même de Villeneuve-lès-Maguelone qui en bout de chaîne a été touché par les inondations. L'impact est terrible et mérite un soutien fort de l'État et ça a été l'une des demandes que j'ai formulées auprès de François Hollande.

Je mets aux voix l'affaire 18.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vous en remercie. Jean-Marc.

Monsieur LUSSERT

Simple question. Le classement en catastrophe naturelle a été demandé pour les événements du 6-7 octobre et on attend toujours la réponse.

Monsieur le Président

D'après ce que le Président de la République m'a dit, il souhaitait que soit intégré dans l'état de catastrophe naturelle l'ensemble de l'épisode pluvieux qui recouvrait la semaine dont les communes ont été victimes.

Monsieur REVOL

La commission interministérielle s'est tenue sur ce point, nous ne pouvons pas rendre public ce qu'elle dit, mais je crois qu'elle est très positive. Et le Conseil des ministres, la semaine prochaine, a à son ordre du jour le résultat de cette commission interministérielle pour une publication en fin de semaine de l'arrêté en question. Il faut donc informer les populations.

Monsieur le Président

Conseil des ministres du 5 novembre.

AFFAIRE N°19 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – GOUVERNANCE DU CYCLE DE L'EAU - PARTENARIAT AVEC L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE - POSTE DE CHARGÉ DE MISSION - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Après le transfert de la compétence eau potable au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue l'autorité organisatrice des services publics à caractère industriel et commercial de l'eau et de l'assainissement. Son champ d'actions porte sur l'ensemble du cycle urbain de l'eau, depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées, en passant par la lutte contre les inondations.

Fin 2012, la direction de l'Eau et de l'Assainissement s'est réorganisée afin, notamment, de mieux porter le rôle de la Communauté d'Agglomération comme acteur principal de la politique de l'eau sur son territoire et mettre en œuvre une stratégie globale durable et volontaire visant, d'une part, une gestion équilibrée et concertée des ressources en eau et, d'autre part, la protection des milieux aquatiques. Les enjeux sont en effet croissants dans un contexte de changement global, climatique, anthropique et institutionnel, et d'évolution législative et réglementaire avec l'attribution de la nouvelle compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) à compter du 1^{er} janvier 2016.

Dans le cadre de cette stratégie, il est envisagé d'élaborer un accord cadre entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Cet accord cadre permettra d'identifier les rôles respectifs et de coordonner les actions avec les différentes instances partenariales et institutionnelles et notamment les syndicats de bassin versant présents sur notre territoire, le SYBLE et le SYMBO. Il consolidera l'étroite collaboration déjà en œuvre, en fédérant les différents acteurs de l'eau dans le souci d'une meilleure efficacité des actions dans un contexte budgétaire maîtrisé.

Pour définir, élaborer puis animer cet accord cadre, il est proposé de recruter un chargé de mission Gouvernance du Cycle de l'Eau.

Ce poste peut faire l'objet d'aides financières à hauteur de 50% de la part de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour le financement du poste de chargé de mission Gouvernance du Cycle de l'Eau, notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 012 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur REVOL

Il s'agit de demander une aide financière pour que 50 % du financement de ce chargé de mission qui est indispensable au travail que nous menons en commun avec l'agence de l'eau.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2004 l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ». Les déchets ménagers et assimilés collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont actuellement traités dans les installations suivantes :

- **les produits secs collectés séparément**, au Centre de Tri des déchets recyclables secs DEMETER (Installation communautaire, exploitée au travers d'un contrat de prestations de services)
- **les gravats**, au sein d'installations de valorisation et de stockage de matériaux inertes (marchés de prestations de service)
- **les végétaux :**
 - sur la plate-forme de compostage de Grammont (Installation communautaire, exploitée en régie) ;
 - sur d'autres installations du département (marchés de prestations de service);
- **les autres déchets :**
 - sur l'unité de traitement biologique par méthanisation AMETYST pour la fraction fermentescible des ordures ménagères et les bio déchets triés à la source, exploitée dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public approuvé par délibération n°7732 du 23 juillet 2007 ;
 - sur l'installation de stockage de Castries (Installation communautaire/fin prévisionnelle d'exploitation en 2019) pour les encombrants et une partie des refus de traitement de l'unité de méthanisation ;
 - sur l'UIOM de Lunel-Viel (convention avec le Syndicat Entre Pic et Etang et son délégataire Ocréal et marché de prestations de service) pour une partie des déchets des zones d'activité économique, non méthanisables, et les refus de tri à haut pouvoir calorifique des centres de tri et unité de méthanisation ;

La méthanisation correspond à une technique de traitement des déchets qui permet de produire un gaz à haute teneur en méthane grâce à la décomposition biologique de la matière organique. Ce processus entièrement naturel est développé au sein d'équipements industriels et se déroule comme suit : les déchets sont introduits en continu, après une phase de tri, dans une cuve hermétique (" digesteur "), dans laquelle la matière organique est dégradée par des bactéries. Le brassage de l'ensemble, complété par un apport d'eau et le maintien d'une température suffisante accélèrent la fermentation et la production de gaz.

Le processus aboutit à la formation :

1. de biogaz, destiné à la valorisation énergétique ;
2. de composts, destinés à la valorisation agronomique (agriculture, grands travaux, espaces verts...);
3. de refus, déchets ultimes destinés à l'enfouissement et / ou la valorisation énergétique ;
4. d'effluents liquides, traités en stations d'épuration.

L'unité est conçue pour recevoir deux types de déchets, sur des lignes de traitement distinctes : des déchets résiduels collectés en mélange et des biodéchets collectés à la source (déchets de cuisine et de restauration principalement).

Rappel de la procédure :

L'analyse des conditions de fonctionnement de l'installation menée par la Communauté d'Agglomération a fait émerger des éléments techniques, financiers et juridiques objectifs permettant de mieux appréhender les conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation.

Il est alors apparu que des contraintes constructives ainsi que la sensibilité du milieu environnant limitent la capacité de l'unité (de la ligne déchets résiduels de 170 000 à 140 000 tonnes par an, la ligne biodéchets conservant sa capacité à 33 000 tonnes par an), laquelle peut néanmoins assurer le traitement de l'intégralité des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon un process développé par l'exploitant présentant des différences significatives par rapport à celui initialement envisagé et que l'ouvrage construit génère des contraintes d'exploitation pérennes non prévues initialement entraînant une augmentation de certains postes de charges d'exploitation fixes et proportionnelles.

Ainsi, bien que le fonctionnement de l'unité ait été stabilisé, il s'est avéré que son exploitation, étant données les nombreuses adaptations réalisées depuis sa mise en service, ne pouvait être poursuivie dans le cadre contractuel

existant pendant la durée restante du contrat jusqu'en 2020, obligeant à la résiliation de la Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général. La délibération n° 11678 du 26 juin 2013 acte cette nécessité de résilier le contrat avec effet au 31 décembre 2014 pour permettre à la Communauté d'Agglomération d'attribuer un nouveau contrat prenant en compte toutes les évolutions.

Parallèlement, la Communauté d'Agglomération a mené une analyse comparative des modes de gestion directe ou déléguée du service, prenant en compte les caractéristiques principales des prestations à exécuter et répertoriant les contraintes et risques inhérents à l'activité.

Au terme de ces études, et après avoir recueilli les avis favorables du Comité Technique Paritaire et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, le Conseil de Communauté a confirmé par délibération n°11811 du 25 juillet 2013, son choix de maintenir l'exploitation de l'unité AMETYST en gestion déléguée et a autorisé le lancement de la procédure.

La procédure de consultation des entreprises a été mise en œuvre et lancée, conformément à cette délibération et aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication de plusieurs avis d'appel public à la concurrence, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'unité de méthanisation s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les cinq candidatures émanant de TIRU, ONYX Languedoc-Roussillon, NOVERGIE, IDEX Environnement et le groupement URBASER ENVIRONNEMENT/URBASER SA, puis dans un deuxième temps, après analyse, autoriser ces cinq candidats à présenter une offre.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites de l'installation ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

Le 19 mai 2014, la nouvelle Commission de DSP mise en place, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que seuls les trois candidats NOVERGIE, IDEX Environnement et le groupement URBASER ENVIRONNEMENT/URBASER SA ont déposé une offre dans les délais impartis.

Les candidats TIRU et ONYX Languedoc-Roussillon ont déclaré renoncer à remettre une offre.

Enfin, le 26 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis sur les trois offres remises et a recommandé à la personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 3 candidats.

A l'issue des négociations et sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société NOVERGIE s'avère être la plus performante.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

1 / Cohérence et pertinence des propositions établies concernant les travaux neufs et les modalités d'exploitation

Ce critère est apprécié au travers :

- o des procédés techniques mis en œuvre dans le cadre des travaux neufs d'amélioration ;
- o de la démarche qualité et de l'organisation déployée pour la conduite de l'installation dans le respect des dispositions de l'arrêté ICPE, en termes de moyens humains (particulièrement ceux qui assurent la conduite et la maintenance des installations) et de moyens matériels ;
- o des performances en matière de traitement des déchets et de valorisation ;
- o des moyens déployés pour valoriser au mieux les sous produits et garantir l'accès à des solutions de traitement pour les refus ;
- o du délai global de réalisation des travaux et de l'optimisation du planning des travaux.

2 / Importance et cohérence des engagements et garanties proposés par le candidat

Ce critère est apprécié au travers :

- o des garanties proposées par le candidat (engagement de fonds propres, garanties et pérennité des garanties professionnelles et financières apportées par les maisons mères, conditions des financements mis en œuvre, structure et stabilité de l'actionnariat de la société dédiée, garanties offertes en matière d'assurances, sanctions pécuniaires et garanties à première demande ;
- o des engagements contractuels permettant d'apprécier la prise de risque du candidat tout au long du contrat (bilan matière sur la durée du contrat, apports tiers) ;
- o des engagements en matière de contrôle et de transparence.

3 / Niveau et cohérence des engagements financiers

Ce critère est apprécié au travers du coût prévisionnel global du service pour la Communauté d'Agglomération établi à partir d'un compte d'exploitation cohérent, prenant en compte tous les flux financiers d'investissement et

d'exploitation, traduits en prix ramené à la tonne sur la durée du contrat.

Le choix de l'offre présentée par la société Novergie est motivé par les éléments suivants :

S'agissant des travaux neufs et modalités d'exploitation, la modernisation des équipements proposée par Novergie s'inscrit dans la logique de l'évolution du site ; les travaux menés sont plus ambitieux que ceux d'Urbaser en particulier (7,6 M€ d'investissement au lieu de 5,7 M€) et sont surtout davantage ciblés sur la préparation des déchets avant digestion qui conditionne les performances du site, sa disponibilité et son exploitabilité. Ces dispositions sont d'ailleurs désormais recommandées par l'Agence De l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (Ademe) suite à l'audit qu'elle a réalisé sur des sites de méthanisation sur OMR en France.

Ces choix permettent à NOVERGIE d'afficher des garanties supérieures sur les sous-produits, tant en qualité qu'en quantité, ce qui conduit, notamment, à garantir l'absence d'impact financier suite à un éventuel renforcement réglementaire de la norme compost et toutes les variations de la qualité des déchets apportés par la Communauté d'Agglomération ; les dispositions techniques et organisationnelles proposées par NOVERGIE (mise en œuvre de dispositions permettant la fin de maturation et le stockage de compost sur des plate formes extérieures en attente d'épandage plus important) apportent des garanties plus grandes d'un bon écoulement des composts produits ; le process produira 16 à 19% de biogaz en plus que les autres candidats ; les refus sont également minimisés, au même niveau en quantité que Urbaser mais d'une qualité améliorée sur le respect du protocole d'admission à Castries ; le volet biodéchets est mieux appréhendé avec une ligne de traitement complètement dédiée et un équipement d'hygiénisation en tête qui garantit le bon traitement des sous-produits animaux. Par ailleurs l'organisation du personnel en place répond mieux aux exigences d'un process qui fonctionne en continu jour et nuit, dimanche inclus; la dimension sociale a été mieux intégrée à l'offre avec 8 emplois en insertion prévus.

En outre, les engagements, clauses d'assurance et garanties apportées sont d'un niveau très satisfaisant et ce d'autant plus que NOVERGIE présente une garantie à première demande nettement supérieure à celle des deux autres candidats et prend un engagement ferme à recapitaliser la société dans le cas où les résultats nets seraient négatifs.

Le candidat s'implique également fortement dans les apports de déchets tiers (13 à 15 000 tonnes par an) dont une part du gisement est déjà maîtrisée, ce qui renforce la crédibilité de l'offre ;

Enfin, son offre repose sur un niveau de prix un peu plus élevé que URBASER et quasi similaire à celui d>IDEX (environ 86 €/t pour le coût réel du service à quantités identiques de tonnages entrant pour les 3 candidats).

En conclusion, l'offre de Novergie qui est clairement la plus performante sur les critères 1 (cohérence et pertinence des propositions établies concernant les travaux neufs et les modalités d'exploitation) et 2 (importance et cohérence des engagements et garanties proposées par le candidat) apparaît tout-à-fait compétitive sur le critère 3 (niveau et cohérence des engagements financiers) au regard, d'une part, des garanties apportées grâce aux dispositions prises qui sont de nature à mieux garantir la pérennité du prix dans la durée face à des évolutions réglementaires prévisibles et, d'autre part, de la meilleure qualité technique proposée.

Sur la base de l'analyse des 3 critères définis au règlement de la consultation, et rappelés ci-avant, l'offre de Novergie est la plus performante.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 23 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, statut de la société dédiée, état des lieux d'entrée des biens mis à disposition, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, ...) et bien évidemment financiers (Paramètres technico-économiques, Compte d'Exploitation Prévisionnel, plan de financement et d'amortissement des investissements...)

Les prestations confiées à l'exploitant de l'unité comprennent les missions suivantes :

-- Missions liées au fonctionnement de l'usine :

Conduite de l'installation, sous sa propre responsabilité et à ses risques et périls, gestion complète de l'équipement ; il assurera la continuité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération. Le délégataire s'engage à traiter en priorité les tonnages apportés par la Communauté d'Agglomération, Dans le respect de cette règle et de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, le délégataire est incité à conclure des conventions d'apports de déchets et notamment de biodéchets conformément aux objectifs nationaux de valorisation de la matière organique, sous le contrôle de la Collectivité (un accord préalable exprès de la Communauté d'Agglomération est requis), afin que ces déchets puissent compléter la capacité de traitement de l'usine, ceci dans le but de bénéficier, notamment financièrement, au service public délégué, et par là même revêtir un intérêt public local.

-- Missions liées à des travaux neufs :

Conception, réalisation et financement de travaux neufs par le délégataire, permettant d'améliorer les performances

du site, ce qui doit se traduire par l'amélioration de la production et de la valorisation de compost normé et l'amélioration du traitement des biodéchets dans des conditions optimales, par une réduction des refus et résidus exprimée en pourcentage sur le tonnage de déchets entrants, par une amélioration de la qualité des effluents liquides rejetés (conception et réalisation d'une station de pré-traitement pour les effluents liquides excédentaires du site) et par des optimisations économiques.

Le montant de ce programme de travaux est de 9 474 434,34 € H.T. en date de valeur du 1^{er} janvier 2014, financé intégralement et amorti sur la durée du contrat. Il comprend la réalisation par le délégataire d'une installation de pré traitement des eaux de process avant rejet au réseau public d'assainissement, proposée en option et retenue en raison de sa qualité technique et de son coût satisfaisants. Ce programme devra globalement être achevé et être opérationnel au plus tard 14 mois après la date d'entrée en vigueur du contrat et devra permettre au délégataire de respecter les performances d'exploitation auxquelles il s'est engagé.

-- Missions liées à l'entretien des équipements :

A compter de la prise en charge de l'installation par le délégataire, tous les ouvrages, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation, sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés ou renouvelés par les soins du délégataire, et à ses frais. Le délégataire est ainsi responsable du maintien en bon état de fonctionnement des installations qui auront été remises ainsi que de leur sécurité. A hauteur de 24 054 727 € HT sur la durée du contrat, cet engagement technique et financier permet à la CAM d'être assurée de retrouver un équipement en parfait état d'entretien à l'issue de la délégation.

· Missions liées à la gestion des sous-produits :

Le délégataire a enfin à sa charge la totalité de la commercialisation des sous produits de l'unité, et notamment des composts, dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et de l'arrêté d'autorisation d'exploiter l'installation.

- ☐ Valorisation du biogaz sous forme thermique et électrique, voire sous forme d'injection de biogaz épuré au réseau de distribution de gaz de GRDF ;
- ☐ Valorisation des composts, ferrailles, combustibles solides de récupération (CSR), autres à proposer : mise en place des filières de valorisation, incluant forfaitairement la bonne gestion des contrats de valorisation des composts et des fractions combustibles, ainsi que leur élimination éventuelle en cas de mauvaise qualité de ces sous-produits ;

· Missions liées à la gestion des refus :

Le délégataire s'est engagé sur un taux maximal de refus de 52% du tonnage entrant d'ordures ménagères. Il assurera le transport de ces refus vers les installations désignées par l'Agglomération (ISDND Castries et UIOM Ocréal), proposé en option et retenu en raison de la qualité technique et financière de la proposition du candidat, ainsi que l'élimination (transport et traitement) des quantités excédentaires aux capacités des installations désignées ci-dessus. Il assumera enfin à ses frais et sous sa responsabilité l'élimination des quantités de refus supérieures à ses engagements (risque du délégataire) ;

-- Durée du contrat

La durée du présent contrat est fixée à 10 ans à compter du 1er janvier 2015 date d'entrée en vigueur de la délégation de service public.

-- Caractéristiques financières de la convention

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 155 M€ HT en cumulé sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 110 M€ HT relèveront de la redevance versée par la CAM, 5,8 M€ HT relèveront de la redevance versée par les tiers au contrat et 31 M€ HT seront des recettes de valorisation (électricité, métaux...)

.- L'exploitation de l'usine engendrera des dépenses d'exploitation de 165 M€ HT dont 24 M€ HT de GERSur l'usine et 10 M€ HT d'investissements de premier établissement réalisés au cours des 14 premiers mois et amortis sur la durée du contrat

La rémunération versée au délégataire est déterminée de la façon suivante, elle provient :

- d'une part des recettes résultant de la valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération et du traitement des déchets tiers. Il s'agit notamment :
 - o des recettes provenant de la vente de l'électricité produite par la combustion du biogaz récupéré dans les moteurs, à partir des déchets de la Communauté d'Agglomération et des déchets tiers,
 - o des recettes provenant des matières premières récupérées (métaux, voire flacons plastiques), dont la valorisation génère des recettes de revente pour le délégataire mais également des recettes de soutien versées à la Communauté d'Agglomération par les Eco Organismes selon certaines modalités de valorisation des matières récupérées,
 - o des recettes de valorisation du compost issu des déchets de la Communauté d'Agglomération et des déchets

tiers ;

- d'autre part des redevances versées par les tiers au délégataire, pour le traitement de leurs déchets ;
- enfin, d'une redevance versée par le délégant au délégataire qui inclut un prix unitaire à la tonne d'OMR (82,5 € HT), un prix unitaire à la tonne de bio déchets entrants sur l'unité (40 € HT), un prix unitaire d'élimination des refus excédentaires aux capacités des installations désignées par l'Agglomération qui s'applique dans la limite de l'engagement du délégataire en matière de taux de refus, ainsi qu'un forfait pour le transport de refus vers les installations désignées par l'Agglomération ; Un forfait concrétisant la participation pour l'utilisation de l'unité pour les quantités minimales des déchets tiers que le délégataire s'est engagé à accueillir vient en diminution de la redevance versée.

Il est enfin précisé qu'une Société par Actions Simplifiées (SAS) exclusivement dédiée à la gestion de l'unité de méthanisation AMETYST pendra en charge la Délégation de Service Public, conformément aux termes de la convention, au plus tard quinze jours avant la date de prise d'effet de la délégation.

Conformément aux articles L.1411-5 et L 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 19 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 26 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société Novergie pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST et l'économie générale du contrat ainsi que le projet de contrat Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la société NOVERGIE en tant que titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- approuver le projet de contrat de délégation de service public dont l'économie générale a été rappelée ci-dessus et qui se compose d'une convention d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST et de ses annexes ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de délégation de service Public à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur MEUNIER

Je crois qu'il n'y a que deux DSP, celle que l'on vient de finir et celle-ci. Amétyst, usine de méthanisation, vous le savez. Nous avons lancé ce process il y a quelques années, nous avons essuyé les plâtres avec des premières années qui ont laissé des traces importantes à tous les niveaux. Au niveau des riverains qui ont découvert les joies de vivre à côté d'un équipement de traitement des déchets avec également des process qu'il fallait mettre en œuvre, qui étaient pour la plupart d'entre eux mis en œuvre à une telle échelle pour la première fois. Donc, quand je dis essuyer les plâtres, ce n'est pas un vain mot. Et pour des personnels également. Il faut toujours penser au personnel qui travaille à l'intérieur de cette usine, il n'y a pas que les riverains qui ont eux également eu à subir tous les réglages de cet outil. Nous, nous arrivons en cette année 2014 dans un état de fonctionnement de cette usine que l'on peut considérer comme plus que satisfaisant. Plus que satisfaisant parce que d'abord, une grande partie des nuisances qui pouvaient être rencontrées à l'origine et qui ont pu être celles que vous connaissez dans les premières années ont été en grande partie réglées. Je pense aux odeurs, je pense aux mouches qui venaient s'installer autour de cet équipement et qui nuisaient à la qualité de vie des riverains qui étaient tout autour. Et puis également aux conditions de travail des employés sur lesquelles nous avons maintenant un niveau d'hygiène et de sécurité acquis. Il y avait des choses à améliorer, beaucoup de choses à revoir, mais plus spécialement dans la gestion de bios gaz et dans les produits finis qui sortaient d'Amétyst. Nous avons donc lancé cette DSP.

Cette DSP, 5 sociétés y ont répondu dans un premier temps et puis deux ont souhaité ne pas continuer. Les trois qui sont restées sont NOVERGIE, IDEX Environnement et le groupement URBASER ENVIRONNEMENT/URBASER SA. Voilà les trois sociétés qui ont concouru jusqu'au bout, qui nous ont présenté des offres finales que nous avons négociées par deux fois, les 3 et 4 juillet dernier et ensuite, le 3 et le 4 septembre dernier en négociation. Même procédure que celle que vous a expliqué René tout à l'heure pour Maera. Procédure

que l'on peut contester, mais c'est la loi. Il y a une commission de DSP qui choisit les sociétés qui ont à être auditionnées et avec lesquelles on rentre en négociations. Ensuite, c'est le président, en l'occurrence c'était moi, qui entre en négociation avec l'aide des services. Au même titre que René, je vais saluer les services de l'Agglomération qui sont d'une compétence incroyable en la matière. Je salue également les AMO qui nous ont aidés, les aides à la maîtrise d'ouvrage qui, aussi bien au niveau financier, juridique, technique, nous ont assistés pendant ces négociations à trouver le bon chemin et les bonnes explications à toutes les offres et toutes les particularités des offres qui nous étaient proposées. Ici, nous sommes sous la direction de Jean-Claude Hémain, une fois de plus, et c'est Christophe Deligny et Karl Abraham qui m'ont assisté en la matière.

Ces trois offres étaient toutes les trois de très bonne qualité. Je dirais qu'il y en avait une qui s'est avérée assez rapidement ne pas être en mesure d'être tenue au final, mais qui nous a apporté énormément d'éléments d'information, de réflexion, qui a nourri nos capacités à négocier avec les deux autres. Je tiens à les en remercier, c'est Idex Environnement, qui a une vraie compétence de gestion, mais qui manifestement, au niveau de son offre, avait pris en compte des éléments que nous ne souhaitions pas voir revenir, et en particulier au niveau du fonctionnement des cribles primaires, par le rétablissement des tailles de grilles antérieures. Mais nous n'allons pas entrer dans les détails, je répondrai à vos questions si vous souhaitez des précisions. Pour être très synthétique sur la proposition d'Idex, ils revenaient en fait à la formule initiale, celle qui nous a posé tant de problèmes pour contenir les odeurs et pour la sécurité et l'hygiène. Ils avaient beau nous présenter un certain nombre d'améliorations du système, nous avons souhaité ne pas poursuivre plus avant avec eux dans une hypothèse de les retenir. Par contre, nous avons continué à négocier avec eux et une fois encore, je les remercie parce qu'ils ont une très grosse capacité, une très grande connaissance de la gestion de ce type d'outils, un peu plus petit qu'Amétyst, qui nous ont permis d'avoir une culture intéressante dans la négociation avec Urbaser et Novergie.

Novergie, ce n'est rien d'autre que le groupe avec lequel nous avons mis fin à la DSP précédente par anticipation pour revoir les conditions du contrat, puisqu'avant c'était Sita et maintenant, ça s'appelle Novergie, c'est le groupe Suez environnement.

Le deuxième, c'est Urbaser. Urbaser, c'est Valorga que vous connaissez pour certains d'entre vous. C'est une société montpelliéraine et c'est ce que l'on considère comme l'une des sociétés qui a inventé la méthanisation. Les deux offres étaient très intéressantes, elles reposaient sur deux concepts différents et c'est en ce sens que nous avons préféré continuer notre travail avec Novergie. Urbaser n'a pas mis son process sur un axe d'amélioration de la chaîne de tri primaire. C'est-à-dire comment nous devons traiter les ordures et quelle est la première chaîne de tri des ordures que l'on reçoit. Je vous rappelle qu'Amétyst gère ce qui sort de vos poubelles du tout-venant. C'est-à-dire ce que vous mettez dans votre poubelle grise. Ça ne gère pas la poubelle de tri, c'est-à-dire la poubelle jaune où on va chez Demeter. Donc, c'est le tout-venant qui est mis dans la fosse d'Amétyst. Vous imaginez bien l'importance du tri primaire pour que l'on puisse mettre dans les digesteurs, dans ce qui va faire le bio gaz et ce qui va faire le compost après, la matière qui va pouvoir nous servir à faire du compost et du bio gaz. Urbaser a préféré travailler sur le traitement secondaire et à mettre une grande partie de ses investissements sur un procédé qui peut être intéressant, qui d'ailleurs est en test actuellement à Biarritz, qui était de mettre une centrifugeuse en plus des digesteurs. C'est sûrement un bon système, ils ne l'ont démarré il n'y a que six mois sur Biarritz. Nous avons considéré que nous avons assez essuyé les plâtres dans le passé pour partir sur des méthodes qui avaient fait leurs preuves par ailleurs et Novergie, avec toutes les améliorations qu'ils apportaient, restait dans le process que nous connaissions jusqu'à présent qui avait montré ses qualités dans les trois dernières années de l'exploitation. La deuxième chose à laquelle nous avons fait attention, c'est évidemment toutes les mesures de protection sur le site afin que l'on réduise au maximum les nuisances olfactives, les odeurs et les autres nuisances que l'on pouvait avoir.

En ce sens, les deux offres étaient quasiment équivalentes. Donc, nous étions rassurés sur les deux offres.

Ensuite, nous avons regardé quel était le niveau de produits finaux. Et là, force est de constater que Novergie nous offre une production de bio gaz qui est plus important. Je vous rappelle qu'à l'heure actuelle, nous chauffons les Grisettes avec Amétyst, parce qu'il faut savoir que l'on fait tourner des turbines qui chauffent le quartier des Grisettes avec les bios gaz que nous sortons d'Amétyst, il ne faut donc pas rougir d'Amétyst. J'ai entendu beaucoup de choses au démarrage de ma délégation, j'en avais encore entendu bien plus avant, il ne faut pas rougir de cet outil qui, même s'il n'est pas encore aussi performant que j'espère nous allons pouvoir l'amener, il est déjà bien performant et il nous amène des choses. Par contre, nous sommes très déficients sur la création de compost. Aujourd'hui, c'est quelques centaines de tonnes de compost que nous créons alors que l'on avait prétention à faire

beaucoup plus. La proposition que nous fait Novergie nous permet d'être certains, dans de bonnes conditions, et en particulier sur la gestion finale du hall numéro 8 qui pose tant de questions et d'interrogation en matière d'odeur et de salubrité, de sortir des quantités de compost garanti beaucoup plus importantes.

Dernier point, nous avons demandé à ce qu'il y ait une gestion des bios déchets. Novergie a été le seul à nous proposer une gestion complète de la filière bio déchets en y intégrant l'hygiénisation. Qu'est-ce que c'est ? C'est justement la capacité de pouvoir traiter les déchets des cantines, parce qu'il y a de la viande dans les déchets de cantine et si vous n'avez pas la chaîne d'hygiénisation, vous n'avez pas le droit de traiter ce style de déchets. Et à travers une filière spécifique de gestion des bio déchets, nous aurons une capacité de faire du composte de bonne qualité.

Le dernier point sur cet aspect des produits finaux, Novergie nous a garanti, avec convention à l'appui et solutions diverses et variées même en cas de panne de l'outil, la prise en charge de nos déchets et la réutilisation des déchets, en particulier les CSR. Les CSR sont des déchets que l'on peut utiliser pour faire de la cimenterie ou des soubassements de voirie. Et beaucoup de solutions qui pouvaient être proposées étaient de faire du CSR, mais nous avions moins de garanties chez Urbaser qu'ils ne finissent pas dans des usines d'incinération. Or, si vous faites un produit fini et qu'après vous le mettez en incinération, ça veut dire que vous le traitez deux fois. Nous avons donc demandé une qualité de gestion des CSR qui aillent vers une réutilisation effective, intelligente, en développement durable de ces produits.

Voilà. Ensuite, un certain nombre de questions me seront sûrement posées, à moins que ça ne vous passionne pas. Je me suis fait voler la vedette, à la conférence de presse, par René qui, au niveau de l'eau, avait attiré toutes les questions. J'ai attendu sagement et je n'en ai pas eu une, donc peut-être que je n'en aurai pas une de plus. Mais ne vous inquiétez pas, je ne me vexerai pas. Ne vous obligez pas à me poser des questions pour me montrer que vous me portez autant d'attention qu'à René. Sachez seulement que le volume des investissements supplémentaires est de 7 millions, il était de 5 millions et quelques chez Urbaser. Et que pour toutes ces raisons, nous avons souhaité continuer avec Novergie qui nous garantit de garder le personnel aussi et qui nous garantit, en matière de sécurité pour les Montpelliérains qui habitent tout autour et les Lattois qui habitent autour, car peu de gens savent qu'une partie des Lattois habite au sud d'Amétyst. Nous avons une garantie que 365 jours sur 365, une équipe complète avec toutes les compétences requises sera sur site. Donc, même si nous avons demain un incident, la garantie de Novergie avec un personnel dont je loue la qualité, parce que nous avons un personnel Amétyst de très grande qualité, qui s'est formée sur place. J'ai tenu à les rencontrer en tête à tête, ils m'ont été d'une très grande utilité parce qu'eux avaient vraiment une connaissance précise de l'utilisation de cet outil, parce que pour certains d'entre eux, ils sont là depuis l'origine et ils ont vécu la période noire. Je voulais aussi leur tirer un coup de chapeau même si ce sont les membres d'une société qui traite le dossier en DSP, ce sont aussi quelque part les personnes qui gèrent au quotidien le traitement de ces déchets et je tire un grand coup de chapeau à ces personnels d'Amétyst qui, depuis l'origine, gèrent ce dossier, même s'il a été très compliqué pour eux, y compris au niveau de la santé à une certaine époque. Donc, merci à eux, merci aux riverains.

À partir de là, je peux me livrer aux questions/réponses, je vous ai dit l'essentiel qui a justifié le choix technique. Concernant l'aspect financier, bien sûr que nous avons fait des négociations, comme René. Nous avons fait des négociations parce que les prix initiaux ne sont pas ceux auxquels nous avons abouti. Mais les différences de prix à la tonne sont assez peu importantes. Le moins cher était Urbaser, ensuite vous aviez Novergie et en dernier, vous aviez Idex. Nous n'avons donc pas pris le moins-disant, mais nous n'avons pas pris le plus cher. Je vous remercie de votre écoute.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Qui souhaite intervenir ? Monsieur Majdoul, Monsieur Martin, Monsieur Rico et Monsieur Raymond. Monsieur Majdoul.

Monsieur MAJDOUL

Monsieur le Président, chers collègues. Amétyst, c'est en fait on prend les mêmes et on continue. Mais avant tout, rappelons quelques vérités. Amétyst est la méthanisation imposée par les écologistes, la méthanisation a évité à Montpellier l'installation d'un incinérateur aux portes de Montpellier avec ses rejets de dioxine aujourd'hui reconnue unanimement comme polluant cancérigène. Hélas, le jeu politique ou les jeux politiques nous ont

empêchés de jouer notre rôle d'aiguillon écologique dans la conception et la gestion de cet outil qui devait être un exemple environnemental. Pire encore, cet outil est devenu le cauchemar des Montpelliérains et des riverains de la décharge de Castries. L'Agglomération a d'ailleurs dû résilier la DSP consentie à la société Novergie qui reconnaissait elle-même, par la voix de son directeur dans la Gazette des communes du 25 mai 2013 son incapacité à remplir ses objectifs. Depuis, sous l'impulsion de l'ancienne majorité, des travaux ont été réalisés et une nouvelle DSP nous est proposée aujourd'hui. Quelle est notre surprise ? C'est de voir la même société, le même exploitant reprendre les rênes d'Amétyst. Des questions à poser. Les performances techniques de Novergie ont-elles été améliorées ? Il n'y a pas de réponse dans le projet de délibération. Ses engagements sont meilleurs que lors de la DSP précédente ? Pas d'information non plus. Ce que nous savons à la lecture du projet de délibération, c'est que Novergie s'engage à produire 16 à 19 % de plus de bio gaz que ses concurrents. Mais combien en produisait Amétyst sous l'ancienne DSP ? Novergie s'engage sur un taux maximal de refus de 52 %. Cela veut dire que Novergie n'a l'obligation de traiter que 48 % des ordures ménagères. On peut donc déduire que 52 % de nos ordures ménagères peuvent se retrouver à la décharge de Castries ou à l'incinérateur de Lunel. Et surtout pas un seul engagement sur les nuisances provoquées aux riverains et une simple phrase sur le respect du protocole d'admission à la décharge de Castries. Je regrette enfin qu'aucun enseignement n'a été tiré de la DSP précédente. Que le choix de l'opérateur n'ait pas tenu compte de l'expérience si durement acquise, mais surtout que rien ne soit anticipé sur les contraintes imposées aux riverains et sur l'avenir de la décharge de Castries.

Monsieur le Président

Monsieur Majdoul, dans le précédent mandat, vous l'avez voté l'arrêt de la décharge de Fabrègues ? Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Juste pour une explication de vote extrêmement rapide. Dire que je vais m'abstenir sur cette affaire-là tout simplement parce que je, et je dirais nous n'avions pas partagé le choix initial qui avait été opéré. Donc, par rapport au choix du délégataire je m'abstiendrai.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Martin. Monsieur Rico.

Monsieur RICO

Simplement pour préciser que je suis aussi dans ce cas-là en conflit d'intérêts, je ne prendrai donc pas part au vote.

Monsieur le Président

D'accord. Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, Monsieur le Vice-président. Je souhaite prendre la parole plus pour une question de forme sur cette délibération. La forme, c'est notamment sur la première page, où par rapport à l'installation de Castries, vous avez pris ici dans cette noble assemblée, il y a plusieurs mois maintenant, un vœu de fermer en 2019 ce centre de stockage. Or, sur la première page, je note qu'il est indiqué « prévisionnel ». Je remettais donc en cause votre parole d'il y a quelques mois.

Monsieur le Président

Monsieur Raymond, sans vouloir vous interrompre, je redis ce que j'ai dit il y a quelques mois de cela, j'ai dit « moi vivant, il n'y aura pas de troisième casier à Castries », je réitère cette affirmation. Je m'en suis d'ailleurs ouvert auprès du maire de Castries, du Conseil municipal et y compris des écologistes de la ville de Jacou qui m'ont interrogé sur la question lors des débats liés à la Métropole.

Monsieur RAYMOND

Donc, on peut supprimer « prévisionnel » dans la première page.

Monsieur le Président

C'est dépendant des quantités.

Monsieur FINA

Ça dépend des quantités puisque le centre a été ouvert avec une certaine volumétrie. Et aujourd'hui, compte tenu de l'usage que l'on en fait et des déchets que l'on y dépose, l'on prévoit qu'en 2019, le casier sera plein.

Monsieur RAYMOND

Deuxième point qui me fait dire cela, c'est que la durée du contrat est de 10 ans, donc de 2015 à 2025. Sur la page 5, il est indiqué qu'un seul centre de stockage, celui de Castries. Donc, s'il ferme en 2019, où vont partir ces déchets ? Sachant que le plan départemental de gestion des déchets qui a été validé par le Conseil général très récemment n'indique aucunement un futur lieu pour le stockage de ces déchets sur notre secteur Est. Merci.

Monsieur le Président

Cela veut dire, Monsieur Raymond, que le Conseil général n'indique aucun autre lieu que celui de Castries ?

Monsieur RAYMOND

Oui, c'est tout à fait ça, dans le rapport, il n'y a nullement mentionné au secteur Est un autre lieu de stockage. Vous savez qu'il y a un découpage en deux du département. Je me pose des questions avec les éléments que je viens de mentionner.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor, ne me dites pas que le Conseil général veut mettre un troisième casier ?

Monsieur PASTOR

Non.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, vous vouliez dire un mot ?

Monsieur MEUNIER

Je réponds tout de suite à Monsieur le Maire de Montaud. Cette problématique est clairement identifiée. Monsieur Pastor veut prendre la parole.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur Pastor, Monsieur Meunier conclura.

Monsieur PASTOR

Je voulais simplement compléter ce qu'a dit Monsieur Raymond et dire que nous avons eu, il y a une dizaine de jours, un comité de suivi du site qui s'est relativement bien passé puisque tout le monde a reconnu qu'il y avait des améliorations notables sur ce site-là. Je n'en voudrais qu'un exemple. Nous avons, à la demande des élus, instauré un jury de nez. C'est-à-dire des gens qui étaient répartis autour du centre de stockage et qui signalaient chaque fois qu'il y avait des odeurs. De 93 signalements en 2012, nous sommes passés à 2 en 2014. Je crois que ça donne bien une image de la manière dont ça s'est amélioré. Et entre autres à Castries, nous n'avons plus jamais, cette année, senti quoi que ce soit. Maintenant, quand on passe à côté du centre de stockage, forcément par certains vents, ça sent un peu, mais ça, ça sentira tout le temps.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor pour ces précisions. Madame Galabrun.

Madame GALABRUN

Au niveau du jury de nez, je ne peux pas être d'accord avec Gilbert Pastor puisqu'aujourd'hui, ce jury de nez

n'existe pas, c'est donc normal qu'ils ne peuvent pas appeler. J'expliquais qu'il y avait des gens qui avaient été choisis pour être jury de nez, moi j'en ai deux qui aujourd'hui par hasard se trouvent dans mon Conseil municipal, ils n'ont pas accès, ils l'ont signalé, donc ils n'appellent plus. Je sais que sur Guzargues par exemple, c'est mon patron actuel qui est nez et il a déménagé à Boisseron, donc il ne peut pas appeler non plus. Donc, je pense qu'il faut revoir tout ça. Qu'il y ait eu des progrès, je ne le nie pas, par contre, le jury de nez est inexistant aujourd'hui, il ne faut donc pas que l'on s'y fie.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, allez-y.

Monsieur MEUNIER

Je réponds aux maires des communes autour de Castries. L'attention portée par notre jury au respect et aux garanties de respect des normes, des dépôts que nous avons à Castries a contribué au choix de Novergie. C'est eux qui nous ont donné le plus de garanties de respect avec des capacités qu'ils ont. C'est-à-dire que si les refus ne sont pas assez séchés pour aller à Castries, ils nous ont proposé des compléments de séchage en sites externes à Amétyst pour pouvoir déposer à Castries des déchets et des refus qui soient totalement inodores. Donc là, la garantie de Novergie a été la plus complète et nous y avons fait attention puisque, pour ceux qui ne s'en souviennent pas, nous avons eu aussi à Lattes le Thôt. Donc, je suis très attentif à cela et je n'aurais pas accepté que l'on ne fasse pas attention aux riverains de la décharge de Castries.

Après, les questions de Monsieur Majdoul. Bien sûr que l'on doit Amétyst aux Verts, j'y étais. Évidemment que l'on a facilité, quand on est à ta place, de raconter que ça n'a pas fonctionné à cette échelle-là parce que l'on n'a pas pris les bons opérateurs. Céder à la facilité parfois n'est pas la meilleure solution. Nous avons fait le choix à l'époque, sous Georges Frêche, à la demande de Nicole Stam, de favoriser et de valoriser nos déchets en grande quantité, en grande partie parce que nous ne faisons pas que ça, nous avons choisi la méthanisation. Nous avons fait un pari, ce pari était osé. Nous avons installé cette usine en milieu urbain, c'était aussi osé et il faut qu'on l'assume tous au niveau de nos responsabilités politiques. Maintenant, dire que Sita l'a mal géré, ils ont fait et nous avons, au niveau de l'Agglomération, accompagné toutes les modifications. Oui, il y a eu des moments qui ont été très difficiles, je l'ai rappelé tout à l'heure, aussi bien pour le personnel que pour les riverains. Mais maintenant, depuis un an ou deux, les choses se sont considérablement améliorées. Et les garanties que nous avons demandées dans les nouveaux process et dans les investissements, il y a quand même 7 millions d'investissements supplémentaires qui sont faits sur site, viennent en grande partie sur l'amélioration des garanties de non-prolifération d'odeur et de sécurisation du système. Donc, je pense que l'on peut faire confiance à Novergie pour la continuité de son travail et la connaissance de l'outil qu'il avait nous a permis de penser qu'il valait mieux ne pas repartir sur un nouveau process qui nous était proposé par Urbaser parce que là, nous repartions en expérimentation. Je pense que nous avons déjà assez payé le prix de l'expérimentation pour rester sur quelque chose qui nous est apparu beaucoup plus sûr.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier.

Je vais mettre aux voix l'affaire 20.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité qualifiée (2 abstentions et 2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Se sont abstenus : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Hervé MARTIN

AFFAIRE N°21 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - ACCORD CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'ADEME - CONVENTION RELATIVE À L'ANNÉE 4 DU PROGRAMME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°9781 du 28 septembre 2010, la Conseil Communautaire a approuvé les projets d'accord cadre

avec l'ADEME et de première convention annuelle de financement relatifs à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier. S'inscrivant dans le cadre des Lois Grenelle 1 et 2, l'objectif global de ce programme est de réduire d'au moins 7% en 5 ans le ratio moyen de production annuelle de déchets par habitants. Il est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2012 dans toutes les collectivités.

Le programme d'actions 2012-2016 mis en place au terme d'une phase de diagnostic associant l'ensemble des acteurs locaux intervenant dans la gestion des déchets se décline en 7 thématiques :

- l'éco-exemplarité des collectivités, Communauté d'Agglomération et Communes qui doivent engager des actions de prévention afin de réduire l'empreinte écologique liée à leurs activités ;
- l'accompagnement des professionnels à la réduction des déchets d'activité ;
- la gestion domestique des bio déchets ;
- le développement du Stop Pub ;
- le développement du ré emploi en partenariat notamment avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire ;
- la sensibilisation des publics aux gestes de prévention des déchets : scolaires, étudiants, habitants ;
- la promotion des couches lavables auprès des structures d'accueil collectives dans un premier temps.

Au terme des trois premières années du programme, le ratio moyen par habitant de production d'ordures ménagères assimilées a diminué de 4,1 %, ce qui conduit à une stabilisation de la quantité globale des déchets présentés à la collecte malgré la dynamique démographique qui reste sur le territoire de l'Agglomération l'une des plus importantes de France. Ce ratio est ainsi en 2013 de 387 kg par habitant.

Les temps forts de cette troisième année sont :

- Le lancement d'un challenge prévention au sein des services de l'Agglomération à l'occasion de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) 2013 : un bilan de cette démarche sera réalisé à l'occasion de la SERD 2014 ;
- La notification d'un marché de mise en place et collecte de conteneurs de récupération des textiles usagés avec la groupement Philtex & Recycling / Emmaüs en novembre 2013 et qui a permis d'ores et déjà d'implanter une centaine de conteneurs supplémentaires sur le territoire de l'Agglomération ;
- Le démarrage en 2013 de la sensibilisation des élèves des écoles primaires à la prévention au travers d'un contenu pédagogique mis au point avec l'association APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain) : en juin 2014, 47 classes et 1316 élèves ont été sensibilisés ;
- La mise en place du tri des bio déchets et simultanément la sensibilisation à la lutte contre le gaspillage dans 71 cantines scolaires et 8 établissements ;
- La poursuite de l'équipement des résidences de l'OPH ACM pour le compostage collectif : 40 résidences sont à présent équipées ;
- La finalisation des études et enquêtes relatives aux propositions d'évolution de la redevance spéciale et des services de collecte dans les parcs d'activité économique ;
- La formalisation des dispositifs expérimentaux pour, d'une part, tester des collectes d'encombrants préservant les biens collectés, sur les résidences collectives (avec le démarrage d'une opération « local du ré emploi » sur la résidence Diderot en septembre 2014), d'autre part initier une expérimentation d'accompagnement au développement des comportements éco citoyens mettant en œuvre les techniques de la communication engageante sur l'îlot La Mantilla au sein du territoire de l'Ecocité.

L'année 4 du programme permettra pour l'essentiel :

- De poursuivre les démarches engagées auprès des services de l'Agglomération et en partenariat avec les communes en faveur de la prévention (challenge interservices, chantiers propres, économie de papier, etc.) ;
- De fixer le nouveau règlement et les nouveaux tarifs de la redevance spéciale, ainsi que les futurs services de collecte dans les parcs d'activité, avec une orientation clairement affichée en faveur du tri et de la prévention et de mettre en action un agent chargé spécifiquement, afin d'accompagner ces évolutions, de conseiller les entreprises en matière de gestion durable des différents flux générés par leurs activités (déchets, eau, énergie, déplacements) ;
- De réaliser une diagnostic visant à connaître les gisements de bio déchets des gros producteurs et à sensibiliser leur détenteur sur les nouvelles obligations de tri et de valorisation de la matière organique, en association étroite avec l'exploitation de l'unité de méthanisation et la chambre d'agriculture ;
- De poursuivre le développement du compostage collectif dans le parc privé d'habitat collectif ;
- D'amplifier la diffusion du Stop Pub ;
- De développer le parc de conteneurs de récupération des textiles usagés ;
- De mettre en place sur l'îlot La Mantilla un protocole expérimental visant à évaluer l'impact des techniques et outils modernes de la communication engageante sur l'adoption par les usagers de comportements éco responsables ;
- De tirer les enseignements des expérimentations engagées sur les locaux encombrants dits « du ré emploi » (résidence Diderot et îlot La Mantilla) en vue d'adapter le cahier des recommandations techniques de collecte et des dispositifs de stockage des déchets ménagers de l'Agglomération à l'attention des acteurs de la

construction ;

- De poursuivre les opérations de sensibilisation ou d'implications des différents publics au travers de manifestations variées (en recourant notamment aux associations locales), au moyen de l'exposition itinérante livrée pour la SERD 2014, auprès des établissements scolaires du 1^{er} degré ;
- De mettre en place un démonstrateur auprès d'une crèche municipale pour l'utilisation des changes lavables afin de susciter l'adhésion d'autres structures collectives permettant de financer une solution logistique autonome à l'échelle du territoire de l'Agglomération.

Le bilan prévisionnel actualisé du programme local de prévention de l'Agglomération de Montpellier fait apparaître une dépense cumulée sur les 5 années du programme d'environ 2,2 M€, intégrant les dépenses inhérentes à la mobilisation des ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des nombreuses actions engagées. Le soutien financier prévisionnel apporté par l'ADEME sur cette même période à la réalisation de ce programme est d'environ 1.3 M€, soit un taux d'aide financière de 61%. Il est important de rappeler que ce programme permet de limiter l'impact écologique de la gestion des déchets en limitant en particulier leur production.. Il génère par conséquent des coûts évités pour la collectivité en relation avec les quantités de déchets évités. Même s'il est délicat de distinguer la part de cette limitation liée aux évolutions de comportement de celle relevant de facteurs extérieurs et subis (météo, conjoncture économique, ...), la diminution de 4,1% du ratio de production de déchets par habitants depuis 2010 correspond à une minoration des quantités à traiter d'environ 6750 tonnes par an.

Le projet de 4^{ème} convention annuelle de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'ADEME fixe dans son annexe technique les objectifs d'activité et d'impact pour l'année 4 pour chaque action du programme ainsi que les modalités de restitution des résultats obtenus. Il prévoit dans son annexe financière une aide de l'ADEME d'un montant de 66 314 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et ses annexes techniques et financières à passer avec l'ADEME, quatrième convention annuelle d'application de l'accord cadre relatif à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les recettes et les dépenses sont et seront prévues aux budgets 2014 et 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 928 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Meunier ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°22 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONVENTION RELATIVE À L'ACCÈS DES MOYENS DE LA COLLECTE AU DOMAINE PRIVÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa compétence de collecte des déchets ménagers et assimilés, est parfois confrontée à la difficulté d'assurer le service aux usagers sur des voies non ouvertes à la circulation publique faisant l'objet ou non de dispositifs de fermeture physiques.

Aussi, pour permettre d'effectuer la collecte des déchets, il est demandé selon la configuration des sites :

- soit la réalisation d'un local ou d'une aire de stockage des bacs à déchets en bordure de voie publique pour que les équipes de collecte puissent accéder directement aux bacs à collecter,
- soit la sortie des bacs en bordure de voie publique aux horaires de collecte et leur remisage par les usagers immédiatement après le service.

Il apparaît toutefois que, dans certains cas, ni l'une ni l'autre des solutions n'est applicable et il doit donc être envisagé de pénétrer à titre exceptionnel sur le domaine privé afin d'accéder aux bacs. Une convention « type » définissant les conditions d'accès des moyens de collecte à ces bacs disposés sur domaine privé a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire n° 8034 du 19 décembre 2007.

La volonté de l'Agglomération de développer le tri sélectif amène aussi à proposer l'implantation de colonnes de récupération du verre usagé et des vieux papiers à l'intérieur de résidences fermées ou sur des parkings d'établissements professionnels concernés par la redevance spéciale. Dans ces deux cas, il est également nécessaire

d'encadrer les opérations de collecte sur le domaine privé.

Ainsi, la convention-type existante doit être complétée pour intégrer ces nouvelles situations. Elle traduit les dispositions techniques validées afin d'assurer un service de collecte efficace, durable et sécurisé : co-signée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, son prestataire de collecte et le représentant de la copropriété, bailleur ou représentant de l'établissement professionnel concerné, elle précise les obligations et responsabilités de chacun et est établie pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le principe d'une collecte des déchets ménagers et assimilés en domaine privé sous conditions définies par convention ;
- approuver les nouveaux termes de la convention-type qui se substitue à celle approuvée par la délibération n°8034 du 19 décembre 2007 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Meunier ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

En vous faisant part tout de même qu'à partir de janvier, février 2015, nous mettrons en place une grande campagne de sensibilisation au tri sélectif, comme nous l'avons déjà fait, avec les symboles de la Métropole. Parce que le tri sélectif est à la base de tout sur cette affaire-là, d'où le manque de compost, etc. Et je salue Monsieur le Maire de Saint-Brès, Monsieur Laurent Jaoul qui est en Guadeloupe et qui nous suit par Internet en live.

AFFAIRE N°23 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - TRAVAUX DE VOIE FERRÉE - MARCHÉ N°8.621 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la place Edouard Adam et la Place Albert 1^{er} à Montpellier.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics pour un marché portant sur les travaux de voies ferrées du bouclage de la Ligne 4 et des deux dépôts.

Les prestations comprennent les études d'exécution, la fourniture et la pose des voies ferrées ainsi que les appareils de voies, et la fourniture de la documentation technique des zones suivantes :

- de la Place Edouard Adam jusqu'au branchement à la Ligne 1, Place Albert 1^{er},
- le terminus Garcia Lorca de la Ligne 4,
- les deux dépôts de Jeune Parque et du CEMH.

Le marché, à prix unitaires, est passé pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification..

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 3 février 2014.

Cinq candidats ont été retenus au regard de leurs références et compétences ; tous ont remis une offre.

Après analyse des offres reçues, la phase de négociation s'est engagée le 23 juillet 2014 avec les cinq candidats ayant remis une offre. A l'issue de la négociation, un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Le représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 16 septembre 2014, a procédé à l'ouverture des offres négociées.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 14 octobre 2014 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises ETF / Eurovia / De Filippis, mandataire ETF de Beauchamp (95), pour un montant de 7 752 899 € H.T. avec sa combinaison de variantes V31+V32 qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.621 des travaux de voies ferrées pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce marché avec le groupement d'entreprises ETF / Eurovia / De Filippis, mandataire ETF de Beauchamp (95), pour un montant de 7 752 899 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au paiement du marché dans le cadre de l'exercice du mandat à TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Si vous en êtes d'accord, je souhaiterais pouvoir aborder les trois affaires suivantes. C'est-à-dire à la fois la 23, la 24 et la 25 puisqu'elles sont liées. Ce sont des sujets un peu moins emblématiques que ceux évoqués par mes collègues ce soir, mais tout aussi importants puisqu'ils concernent tous les trois des marchés d'attribution en lien direct avec le projet de bouclage de la ligne 4 du tramway. Bouclage qui sera lancé officiellement mercredi prochain. Donc, première affaire, nous ne sommes en délégation de service public, mais sur un marché public. Il s'agit des travaux de fourniture et pose des voies ferrées concernant le bouclage de la ligne 4, donc des 1,2km de voie. Mais également de fourniture et pose de voies ferrées sur le terminus Garcia Lorca de la ligne 4 et sur les deux dépôts de Jeune Parque et du CEMH. La procédure d'appel d'offres qui a prévalu est une procédure négociée qui s'est tenue dans le courant de l'été et au début de l'automne. Le marché négocié, il vous est proposé qu'il soit attribué au groupement d'entreprises ETF Eurovia de Filippis pour un montant de 7 752 899 euros HT. J'en profite pour rappeler la décision du 31 juillet qui posait les premières bases des travaux du bouclage de la ligne 4. Il s'agissait, à ce moment-là, des travaux concernant la plateforme du tramway. Aujourd'hui, en termes de budget global, nous sommes, entre ce marché que nous vous proposons d'attribuer et le marché attribué le 31 juillet sur un budget global de l'opération ligne 4 de 21 millions d'euros, ce qui est très inférieur aux 32 millions d'euros initialement budgétisés sur cette opération. Nous ne pouvons donc que nous en féliciter. Compte tenu du fait en plus, je le rappelle, que les 5,66 millions d'euros d'aide financière obtenue auprès de l'État sur cette opération est une aide forfaitisée, elle ne sera donc pas revue à la baisse au vu du montant global de l'opération qui est aujourd'hui très en deçà du prévisionnel.

Ensuite, concernant les deux autres opérations, on sort un peu des travaux et on revient dans l'exploitation. Il s'agit de deux marchés un peu particulier, ce sont également des procédures négociées, mais sans mise en concurrence, car il s'agit de permettre à notre opérateur, la TAM, de pouvoir continuer à disposer de fournitures, mais également de services à la fois sur le système d'aide à l'exploitation, le SAE, et également sur la billettique. Donc, ce sont deux marchés distincts qui ne sont pas reconduits, mais à nouveau attribués aux entreprises qui étaient initialement attributaires. Ceci est permis par l'article 144-2 alinéa 5 du Code des marchés publics, donc sans mise en concurrence. Il s'agit de marchés à bon de commande respectivement concernant la billettique de 2,5 à 5 millions d'euros sur 10 ans que nous vous proposons d'attribuer à l'entreprise Xerox Business Solutions. Et le deuxième marché avec la société Ineo Systrans, donc marché à bon de commande, d'un montant minimal de 3 millions et maximum de 6 millions pour tout ce qui est équipement du système d'aide à l'exploitation et de radio, également sur une durée de 10 ans.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame Ganiel. Avez-vous des questions ? Je mets aux voix l'affaire 23.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU DE TRANSPORT - BILLETTEQUE - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.271 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12127 du 6 février 2014, TaM a été autorisé à lancer et gérer, dans le cadre de l'opération permettant le bouclage de la ligne 4, une procédure négociée sans mise en concurrence préalable, en application de l'article 144-II-5° du Code des Marchés Publics, pour couvrir l'ensemble des besoins de Montpellier Agglomération en matière d'extension des Systèmes d'Aide à l'Exploitation (SAE) / Radio / Billettique, pour une

période de 10 ans, au travers de marchés à bons de commande.

En effet, il s'agit de l'extension d'installations existantes dont le changement de fournisseur impliquerait nécessairement l'acquisition d'un matériel différent incompatible avec le matériel déjà acquis ou qui entraînerait des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

En effet, pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, puis pour toutes les futures évolutions du réseau de transport, extension ou création de lignes de bus ou de tramway, il conviendra d'étendre les équipements « billettique ».

Dans le cadre de la 3^{ème} ligne de tramway, le marché n°3.644 portant sur :

- le renouvellement du système billettique central du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier,
- l'installation des équipements nécessaires à la 3^{ème} ligne de tramway
- les équipements de l'agence commerciale
- les matériels de contrôle,

a été attribué au fournisseur ACS, pour un montant de 3 537 514,36 € H.T. .

Il est proposé de conclure un marché complémentaire sans mise en concurrence, en application de l'article 144.II.5 du Code des Marchés Publics, avec ce fournisseur initial des équipements « billettique ».

Le marché est passé pour une durée de 10 ans à compter de sa date de notification.

C'est un marché à bons de commande d'un montant minimum de 2 500 000 € H.T. et d'un montant maximum de 5 000 000 € H.T.

Suite à un changement de dénomination sociale en date du 13 décembre 2013, la société ACS devient XEROX BUSINESS SOLUTIONS.

Après négociation et remise d'une offre, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 14 octobre 2014, a attribué le marché complémentaire de billettique à l'entreprise XEROX BUSINESS SOLUTIONS, de Guilhaumand-Granges (07).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°8.271 de billettique du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de ce marché complémentaire avec l'entreprise XEROX BUSINESS SOLUTIONS de Guilhaumand-Granges (07), pour un montant minimum de 2 500 000 € H.T. et maximum de 5 000 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat à TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 24.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU DE TRANSPORT - EXTENSION DES SYSTÈMES D'AIDE À L'EXPLOITATION ET RADIO EMBARQUÉE - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.272 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12127 du 6 février 2014, TaM a été autorisé à lancer et gérer, dans le cadre de l'opération permettant le bouclage de la ligne 4, une procédure négociée sans mise en concurrence préalable, en application de l'article 144-II-5° du Code des Marchés Publics, pour couvrir l'ensemble des besoins de Montpellier Agglomération en matière d'extension des Systèmes d'Aide à l'Exploitation (SAE) / Radio / Billettique, pour une période de 10 ans, au travers de marchés à bons de commande.

En effet, il s'agit de l'extension d'installations existantes dont le changement de fournisseur impliquerait nécessairement l'acquisition d'un matériel différent incompatible avec le matériel déjà acquis ou qui entraînerait des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Ces marchés permettront dans les années à venir d'étendre les équipements du SAE et de radio embarquée pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, puis pour toutes les futures évolutions du réseau de transport, qu'il s'agisse d'extension ou de création de lignes de bus ou de tramway.

Dans le cadre de la 3^{ème} ligne de tramway, par délibération n°9339 du 12 février 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché n°3.643 avec l'entreprise INEO SYSTRANS de Achères (78), pour un montant de 8 509 720 € H.T.

Ce marché porte sur les travaux des Système d'Aide à l'Exploitation (SAE) et Système d'Aide à l'Information (SAI) du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11477 du 21 mars 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le projet d'avenant n°1 au marché n°3.643, intégrant des prestations supplémentaires et des modifications de programme et portant le montant total du marché à 9 488 142,85 € H.T.

Il est donc proposé de conclure, dans le cadre de l'opération bouclage de la ligne 4, un marché complémentaire sans mise en concurrence, en application de l'article 144.II.5 du Code des Marchés Publics, avec le fournisseur initial des équipements, permettant de couvrir l'ensemble de ces besoins.

Le marché est passé pour une durée de 10 ans à compter de la date de notification du marché.

C'est un marché à bons de commande d'un montant minimum de 3 000 000 € H.T. et d'un montant maximum de 6 000 000 € H.T.

Après négociation et remise d'une offre par le groupement, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 14 octobre 2014, a attribué le marché complémentaire de SAE - Radio à l'entreprise INEO SYSTRANS de Achères (78).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°8.272 portant sur l'extension des systèmes d'aide à l'exploitation (SAE) et radio embarquée du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de ce marché complémentaire avec l'entreprise INEO SYSTRANS de Achères (78), pour un montant minimum de 3 000 000 € H.T. et maximum de 6 000 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au paiement du marché dans le cadre de l'exercice du mandat à TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 25.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES ET CRÉMATORIUM - CENTRE FUNÉRAIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - SFMA - EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE - TARIFS - APPROBATION

Mme L. ACQUIER, Conseillère Communautaire, Présidente Suppléante de la commission Proximité et Relations Usagers, rapporte :

Créée en 1979, la régie municipale des pompes funèbres de Montpellier a été transformée en régie de District en 1996, puis d'Agglomération dotée de la seule autonomie financière dès 2001. Elle a alors pris le nom de « Services Funéraires de Montpellier Agglomération » (SFMA).

Dès l'origine, Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix d'une gestion unifiée, la régie se voyant confier le service extérieur des pompes funèbres et l'exploitation du crématorium, ces deux activités étant regroupées au sein du même site : le complexe funéraire de Grammont.

Les évolutions du cadre juridique et le contexte concurrentiel dans lequel a évolué la régie ont conduit à proposer une évolution de son mode de gestion actuel.

La délégation constitue un mode de gestion assurant une dynamique et une réactivité appropriées au secteur concurrentiel. A cet effet, elle permet, une souplesse de gestion par rapport à la régie directe et une maîtrise des coûts ; aussi, elle assure au délégant, Communauté d'Agglomération, la qualité de garant du service public mis en œuvre.

Les rôles du délégant et du délégataire sont complémentaires et clairement définis dans le cadre d'une gestion déléguée. Le premier définit la politique générale en particulier au niveau de l'offre de service et de la tarification. Le second, sous contrôle du précédent, assume l'exploitation opérationnelle et la gestion du service à ses risques et périls.

Pour cette affaire, A.YAGUE, E.LLORET, C.LEVY-RAMEAU, K.PHOUTTHASANG, H.MARTIN, P.DUDIEUZERE, J.MARTINIER, R.YOUSSOUS ne participent pas au vote et ne prennent pas part au débat.

1. Contexte et Procédure

Par délibération du 29 février 2012, le Conseil communautaire s'est prononcé, au vu des avis favorables émis par la Commission consultative des services publics locaux et le Comité technique paritaire le 20 février 2012, sur le principe de la délégation du service extérieur des pompes funèbres et de la gestion du crématorium.

Le choix de la délégation a ainsi été motivé par la volonté de :

- consolider l'activité du service extérieur des pompes funèbres pour peser encore plus significativement sur le marché afin de garantir aux usagers une offre tarifaire maîtrisée,
- favoriser l'adaptation des personnels aux exigences professionnelles des métiers du funéraire et les valoriser à ce titre,
- tout en maintenant la garantie du respect des principes du service public.

La procédure de publicité et de mise en concurrence s'est déroulée conformément aux dispositions des articles L.1411 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'avis d'appel public à concurrence fixait une date limite de réception des candidatures au 11 février 2013.

Deux plis ont été réceptionnés.

Dans sa séance du 25 février 2013, la Commission de délégation de service public a considéré qu'un seul des deux candidats était admis à présenter une offre : la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Agglomération (ci-après SAEML-SFMA).

Le règlement de la consultation et le cahier des charges ont été envoyés à la SAEML-SFMA avec comme date limite de réception des offres le 6 septembre 2013 avant 12h00.

La Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis enregistrés le 23 octobre 2013 et a constaté la remise d'une offre de la SAEML-SFMA.

Après avoir procédé à l'analyse de l'offre en sa séance du 3 juin 2014, et conformément à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de délégation de service public a émis un avis, et invité l'autorité habilitée à signer la convention, à engager des négociations avec le candidat.

Les négociations se sont déroulées jusqu'au 22 septembre 2014, date de remise des dernières propositions de la SAEML SFMA.

2. Choix du délégataire

Après analyse, il apparaît que la SAEML-SFMA, au capital de 1,210 M€ détenu à 82,64% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, présente les garanties nécessaires pour se voir confier l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de l'Agglomération de Montpellier, à la fois au regard des termes technique et financier ainsi qu'au regard de la transparence de gestion proposée.

Sur le volet technique :

L'offre de la SAEML-SFMA démontre tout d'abord qu'elle est apte à garantir le respect des grands principes du service public.

La continuité du service est assurée par une ouverture du complexe de Grammont 7 jours/7, un système d'astreinte 24h/24 ainsi qu'une permanence téléphonique notamment.

La SAEML-SFMA affiche par ailleurs sa volonté d'anticiper les besoins des familles en provisionnant une somme de 2 millions d'euros réservée à un programme d'investissement.

L'accessibilité du service est également favorisée par la présentation de modèles de cercueils de type social par exemple, à des tarifs réduits.

La neutralité et l'égalité devant le service public sont enfin prises en compte à travers la formation des personnels et la transparence du contenu des prestations.

La SAEML-SFMA développe ensuite des moyens spécifiques afin de veiller aux conditions d'accueil, d'information, d'écoute, d'accompagnement, de Conseil et d'aide au choix des prestations dans le respect de la dignité des personnes.

La continuité de la certification NF Services Funéraires sera ainsi engagée de même que la labellisation « Ethique Funéraire ».

Un accompagnement post-obsèques sera également proposé.

La SAEML-SFMA propose en troisième lieu, une gamme de prestations complètes à des tarifs qui s'inscrivent dans la continuité de ceux pratiqués par la régie.

La SAEML-SFMA développe enfin une politique dynamique en matière de gestion des ressources humaines en favorisant la formation et en proposant de mettre en place des conventions d'intéressement dès la 4^{ème} année.

Sur le volet financier :

L'offre de la SAEML-SFMA est basée sur une gamme tarifaire s'inscrivant dans la continuité de celle pratiquée par la régie. L'évolution annuelle des tarifs sera déterminée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur proposition de la SAEML-SFMA.

L'offre de la SAEML-SFMA intègre une politique d'investissement conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les investissements qui seront réalisés par la SAEML-SFMA

comprennent notamment :

- le remplacement complet des installations cinéraires et l'installation d'un dispositif de filtration conforme aux normes en vigueur ;
- la rénovation de l'ensemble des salons funéraires et la création d'un accès 24/24 ;
- la rénovation des cases réfrigérées ;
- la réalisation d'un ou plusieurs équipements permettant d'améliorer la qualité du service au public et/ou d'assurer aux usagers un service de proximité et/ou de faire face à l'augmentation de l'activité.

L'offre remise démontre de manière satisfaisante l'équilibre économique de la délégation de service public.

Enfin, le niveau de redevance fixe, de redevance variable et de redevance de contrôle est conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Sur la transparence de gestion :

La SAEML-SFMA rappelle qu'elle sera soumise à un contrôle externe (commissaire aux comptes) mais également interne, au regard de sa nature juridique qui induit formellement un droit de regard des actionnaires publics.

Le contrôle du délégant est également assuré par l'examen du rapport annuel remis par le délégataire. Un certain nombre de cadres financiers et d'indicateurs de gestion seront annexés à la convention afin d'assurer la traçabilité des informations.

En synthèse, compte tenu des éléments ci-dessus détaillés, l'offre de la SAEML-SFMA répond aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

3. Caractéristiques du contrat

L'objet et l'étendue de la délégation :

Le délégataire assume l'ensemble des activités relevant du service extérieur des pompes funèbres définies à l'article L.2223-19 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que l'exploitation du Centre Funéraire en application de l'article L.2223-40 du même code.

Dans ce cadre, les équipements à exploiter sont remis au délégataire. Il assure à ses frais la maintenance et l'entretien courant du matériel nécessaire à l'exploitation du Centre Funéraire, y compris le Crématorium ainsi que toutes les installations techniques liées à l'exercice des missions susvisées.

Il a également la charge de la réalisation :

- des travaux de mise aux normes des installations résultant des dernières évolutions réglementaires en matière de traitement des fumées. Dans ce cadre, il assure le remplacement des fours existants et la mise en œuvre d'un dispositif de filtration des rejets atmosphériques.
- d'un programme d'investissement, dans le cadre d'un Schéma Directeur des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, visant à améliorer la qualité du service et/ou à assurer aux usagers un service de proximité et/ou à faire face à l'augmentation de l'activité.

Aux termes de la convention à conclure, la SAEML-SFMA, en sa qualité de délégataire :

- veille au respect de toutes règles de sécurité, contraintes et règlements de toutes natures,
- assure le maintien de la politique qualité (N.F. Services Funéraires et labellisation Ethique Funéraire),
- prend en charge les frais de communication liés à l'exploitation du service.

La durée

Le contrat de délégation de service public entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAEML-SFMA porte sur une durée de 15 ans dans l'objectif de tenir compte des investissements mis à la charge de ce dernier.

Les moyens

Le délégataire reprend l'ensemble du personnel actuellement affecté à l'exécution du service public, objet de la délégation. En application de l'article L.1224-1 du Code de travail, les contrats de droit privé lui sont transférés. Les agents publics sont, avec leur accord, mis à disposition ou détachés auprès du délégataire. Le nombre d'agents concernés fait l'objet d'un document spécifique annexé à la convention.

Les ouvrages et équipements nécessaires à l'exploitation sont mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A cet effet, un inventaire des biens concernés est établi à la signature de la convention et mis à jour régulièrement.

Le délégataire garantit à ses frais les ouvrages, équipements et installations mis à sa disposition contre les

destructions de toutes natures, y compris l'incendie. Il est également responsable vis-à-vis des tiers (familles, visiteurs...) pour les préjudices subis directement ou indirectement du fait des ouvrages confiés.

Le contrôle du délégataire:

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conserve la maîtrise du service délégué et exige une parfaite transparence dans l'exécution de ce dernier. Les cadres financiers que le délégataire devra compléter et joindre à son rapport annuel figurent en annexe à la convention.

Les aspects financiers du contrat :

L'intégralité de la rémunération du délégataire est assurée par l'exploitation des équipements mis à sa disposition.

Les prestations fournies aux usagers font l'objet d'une grille tarifaire proposée par le délégataire.

Le délégataire soumet annuellement avant le 1^{er} octobre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une proposition d'évolution des tarifs dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation - services funéraires (identifiant : n°000639132) publié en septembre.

Par exception, le contrat prévoit que la proposition d'évolution des tarifs peut être supérieure à l'évolution de l'indice INSEE susmentionné, dans la limite de 2 points (2%), afin de prendre en compte l'augmentation des coûts d'exploitation découlant de sujétions d'exploitation liées à des évolutions normatives lourdes.

Le délégataire joint à sa proposition tout justificatif de nature à démontrer le bien-fondé de la proposition d'évolution des tarifs.

S'agissant de la redevance annuelle, elle est composée de deux parts :

§ Une part fixe représentant la contrepartie de la mise à disposition des immeubles de la délégation par la Communauté d'Agglomération Montpellier.

Cette redevance annuelle est d'un montant de 450 000 euros HT et sera actualisée chaque année, au 1^{er} janvier, en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation- services funéraires (identifiant : 000639132) pour 50% et de l'évolution de l'indice INSEE de référence des loyers pour 50%, publiés à cette date.

§ Une part variable, à hauteur de 5% du résultat courant avant impôts (RCAI) de l'exercice, relatif aux activités déléguées.

La redevance versée entre dans le champ d'application de la TVA.

Afin de couvrir les charges supportées pour assurer le suivi et le contrôle de la délégation, le délégataire verse également une redevance annuelle de contrôle d'un montant annuel de 10 000 euros.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention vous a transmis par courrier du 13 octobre 2014, le procès-verbal de la Commission de délégation de Service Public relatif à l'ouverture des plis contenant les candidatures, le procès-verbal et le rapport de la Commission de délégation de service public présentant la liste des candidats admis à présenter une offre, le procès-verbal de la Commission de délégation de service public relatif à l'ouverture du pli contenant l'offre, le procès-verbal et le rapport de la Commission relatifs à l'analyse de l'offre de la SAEML-SFMA, le rapport présentant les motifs de choix du délégataire et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat et ses annexes.

4. Approbation des tarifs

Il est par ailleurs nécessaire d'approuver les tarifs proposés pour la première année d'exploitation.

Aussi, afin de maintenir la qualité des prestations funéraires et de tenir compte de l'accroissement des divers coûts énergétiques et de fonctionnement, il est proposé de réajuster le tarif général des Services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2015.

Concernant la tarification générale hors taxes des prestations et fournitures, il est préconisé une revalorisation adaptée par rubrique de facturation, soit une variation moyenne de 3%.

La grille tarifaire 2015 est annexée au contrat de délégation de service public et à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA en tant que titulaire du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du Service extérieur des pompes funèbres et à la gestion du crématorium de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- approuver le contrat de délégation de service public à intervenir avec la SAEML SFMA ;

- approuver les tarifs annexés à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ses annexes ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit là du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, centre funéraire de l'Agglomération de Montpellier, l'exploitation des équipements, la délégation de service public, le choix du délégataire, les tarifs et leur approbation. Ne prennent pas part au vote sur cette affaire : Madame Yague, Madame Lloret, Madame Lévy-Rameau, Madame Phouthasang, Monsieur Martin, Monsieur Dudieuzère, Monsieur Martinier et Monsieur Youssous. Cette affaire est normalement rapportée par le vice-président délégué, Monsieur Jaoul, absent pour raison personnelle. Elle sera donc rapportée par Madame Acquier.

Madame ACQUIER

La délibération n'a pas pour objet l'opportunité de faire ou non une DSP pour les services funéraires de l'Agglomération, mais porte uniquement sur le choix du délégataire. Quelques éléments de contexte malgré tout. Créée en 1979, la régie municipale des pompes funèbres de Montpellier a été transformée en régie de district en 1996, puis à l'Agglomération dotée de la seule autonomie financière dès 2001. Elle a alors pris le nom de service funéraire de Montpellier Agglomération.

Dès l'origine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix d'une gestion unifiée, la régie se voyant confier le service extérieur des pompes funèbres et l'exploitation du crématorium. Ces deux activités étant regroupées au sein du même site, le complexe de Grammont. Les évolutions du cadre juridique et le contexte concurrentiel dans lequel évolue désormais le service funéraire Montpellier Agglomération nous ont conduit à proposer une évolution du mode de gestion actuel vers une délégation de service public.

En effet, si la gestion de l'eau est un monopole, ce n'est plus le cas pour les services funéraires extérieurs depuis 1993. L'ouverture à la concurrence a permis à de nombreux opérateurs privés de s'implanter sur le territoire de l'Agglomération. Territoire qui reste à ce jour un enjeu de convoitise, car aucun gros acteur du domaine ne s'est encore implanté. La forme juridique des opérateurs privés leur permet d'exercer les missions de service public sur l'ensemble du territoire national, mais également de prendre en charge d'autres activités commerciales annexes tel que la marbrerie ou la vente de fleurs. À l'inverse, le champ d'intervention de la régie est contraint géographiquement et économiquement puisqu'elle ne peut exercer d'activité complémentaire.

Dans ce contexte très concurrentiel, le système de régie ne permet plus de rivaliser à armes égales avec le privé et ne permet donc plus de garantir à nos concitoyens un véritable service public du funéraire, notamment au regard des lourds investissements à consentir pour moderniser les équipements et les services en adéquation avec l'évolution des pratiques funéraires et l'essor de la crémation. Une réflexion a donc été engagée sur le devenir des activités funéraires afin de déterminer la structure la mieux adaptée à l'évolution de l'offre de services dans ce domaine. Cette étude a démontré l'utilité d'une évolution vers une délégation de service public comme c'est déjà le cas à Paris, Béziers, Tours, La Rochelle, Grenoble, Brest ou Strasbourg. La délégation permet ainsi une dynamique et une réactivité appropriée au secteur concurrentiel. Elle favorise la souplesse de gestion tout en garantissant une maîtrise des coûts. Ainsi, le 29 février 2012, le Conseil d'Agglomération s'est prononcé en faveur du principe de la délégation du service extérieur des pompes funèbres.

La suite logique pour l'Agglomération a été la constitution d'une société anonyme d'économie mixte afin de pouvoir prétendre à la procédure de mise en concurrence à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres. Dans le cadre de la procédure de mise en concurrence, l'Agglomération a considéré qu'un seul des deux candidats qui avaient postulé était admis à présenter une offre définitive. La société d'économie mixte SFMA, proposée aujourd'hui comme délégataire, est une société d'économie mixte au capital de 1,2 million euros détenue à 83 % par l'Agglomération et à 17 % par 11 actionnaires privés, dont 4 seulement siègent au Conseil d'administration.

L'analyse de cette offre montre notamment la capacité de la SFMA à garantir le respect des grands principes du service public, continuité du service public 7j/7j et 24h/24h avec une permanence téléphonique. Elle démontre également la volonté de la SFMA d'anticiper les besoins des familles en provisionnant une somme de 2 millions d'euros réservée à un programme d'investissement portant notamment sur le remplacement complet des installations cinéraires et l'installation d'un dispositif de filtration aux normes, la rénovation de l'ensemble des

salons funéraires et la création d'un accès 24h/24h, la rénovation des cases réfrigérées, la réalisation d'un ou plusieurs équipements permettant d'améliorer la qualité du service, d'assurer un service de proximité et de faire face à l'augmentation de l'activité. Elle démontre également que l'accessibilité du service est favorisée par la présentation de modèles de cercueils à des tarifs réduits, que la neutralité et l'égalité dans le service public sont enfin prises en compte à travers la formation du personnel et la transparence du contenu des prestations. Des moyens spécifiques seront également développés afin de veiller aux conditions d'accueil, d'information, d'écoute et de conseil des familles. Un accompagnement post-obsèques sera également proposé. La continuité de la certification aux normes françaises services funéraires et à l'habilitation éthique funéraire sera également engagée. Enfin, la gamme des tarifs proposée s'inscrit dans la continuité de ceux pratiqués actuellement par la régie. L'offre de la SFMA apporte également des garanties solides en matière de finances, de transparence, de gestion et de ressources humaines, avec la mise en place d'une véritable politique de formation et de convention et d'intéressement dès la quatrième année. Un niveau de redevance fixe variable et de contrôle conforme aux attentes de notre Conseil d'Agglomération, la mise en place d'un contrôle externe par un commissaire aux comptes et également interne puisque sa nature juridique induit formellement un droit de regard des actionnaires publics.

Le contrôle du délégant assuré également par l'examen du rapport annuel remis par le délégataire. L'offre de la SFMA répond donc aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le contrat qui vous est proposé ici porte sur 15 ans. L'Agglomération conserve sa maîtrise du service délégué et exige une parfaite transparence dans son exécution. En termes de personnel, SFMA s'engage à reprendre l'ensemble du personnel actuel. Les agents publics seront, avec leur accord, mis à disposition ou détachés. Pour les autres personnes qui sont déjà sous contrat privé, la DSP ne changera rien. L'intégralité de la rémunération de la SFMA est assurée par l'exploitation des équipements mis à disposition.

Les prestations fournies aux usagers feront l'objet d'une grille tarifaire proposée par la SFMA sur la base de l'indice des prix INSEE et validée par la Communauté d'Agglomération. La redevance annuelle se compose d'une part fixe représentant la contrepartie de la mise à disposition des locaux d'un montant de 450 000 euros HT et d'une part variable à hauteur de 5 % du résultat. Les frais engagés pour assurer le suivi et le contrôle de la délégation donnent également lieu à une redevance de 10 000 euros par an.

Dans le cadre de cette délibération, il vous est également demandé d'approuver les tarifs proposés pour la première année d'exploitation afin de maintenir la qualité des services proposés et de tenir compte de l'accroissement des divers coûts énergétiques, il est proposé de réajuster les tarifs avec une revalorisation adaptée par rubrique qui donne une variation moyenne de 3 %.

Monsieur le Président

Merci, Madame Acquier pour cet exposé très complet. Vous l'avez compris, c'est le service funéraire de l'Agglomération qui prend la forme juridique d'une SEM, d'une société d'économie mixte. Qui demande la parole ? Monsieur Boumaaz, nous vous écoutons attentivement.

Monsieur BOUMAAZ

Monsieur le Président, je vous remercie de m'accorder la parole au sein de cet hémicycle. Je pense sincèrement que cette affaire, ce dossier auraient dû être abordé en séance extraordinaire comme cela l'a été pour l'eau. Je m'explique. Lors de la dernière commission de proximité et des relations des usagers présidées par notre très cher vice-président, Monsieur Jaoul, qui n'est pas là, nous avons eu, c'est vrai, un échange assez cordial et transpirant, avec un léger parfum de vanille fraise chocolat, nous avons eu un débat, débat avec peu de réponses, sauf celles de l'administration. Administration que je salue pour son professionnalisme et sa compétence à avoir réponse à tout. Débat autour du paradoxe entre le retour de l'eau en régie, qui dit eau dit vie, et de cette marchandisation de nos morts sous forme de délégation de service public. Et aujourd'hui, nous pouvons le dire, Monsieur le Président, qui dit mort dit pognon. Nous avons entendu, par certains membres de la commission que nous étions dans un secteur fortement concurrentiel. Nous avons entendu, dans cette commission, que c'était la solution la moins pire ou plutôt, la moins pire des solutions. Mais pardonnez-moi, Monsieur le Président, c'est du déjà vu, du réchauffé, la solution la moins pire ou la moins pire des solutions, on connaît, Chirac 2002, Hollande 2012.

Alors, quand on fait de la politique autrement comme vous le faites, Monsieur le Président, il faudrait rappeler à ceux qui vous représentent pendant ces commissions qu'il n'y a pas de solution la moins pire, mais qu'il n'y a que des offres économiques avantageuses. Alors, au-delà de se questionner pourquoi entériner une décision qui a été

prise pendant le mandat précédent, alors que j'ai toujours entendu de votre part que vous gardiez ce qui était bon et que vous enterriez ce qui était mauvais. Cette décision va à l'encontre de cette politique que vous prônez et de ce socialisme que vous défendez. C'est une décision qui risque un jour de peser lourdement.

Monsieur le Président

Je défends la République, moi. La République, comme dit Jaurès, elle peut être ou non socialiste. La République, c'est la République, Monsieur Boumaaz. Ne mettez pas le socialisme là-dedans s'il vous plaît.

Monsieur BOUMAAZ

C'est une décision qui risque un jour de peser lourdement et fatalement, comme celle de l'image et de la communication pour la future Métropole, sur votre bilan. Aujourd'hui, nous sommes à l'aube du 1er novembre, fête de la Toussaint, fête de tous nos saints et celle du 2 novembre, fête des défunts, fête de tous nos morts. Tiens donc, Monsieur le Président, un dossier qui tombe à point nommer. Deux dates symboliques pour parler du funérarium et de sa délégation de service public. On délègue le marché des morts, mais pas celui des naissances. Et aussi paradoxal que cela puisse paraître, Monsieur le Président, il faut se nourrir et s'imprégner d'une certaine éthique pour ne pas bondir à l'idée de considérer les morts comme une vulgaire marchandise que l'on négocie au plus offrant. Mais si justement, Monsieur le Président, valorisons, la mort a un prix, Monsieur le Président, un juste prix. Un prix très intéressant, voire très juteux, parce que l'on n'hésite pas à créer une société anonyme d'économie mixte locale pour candidater et entrer en concurrence avec d'autres sociétés bien plus aptes. Ensuite, nous retenons cette même société, celle de l'Agglomération, qui n'a aucun antécédent ni fiscal, ni social, qui n'a aucune capacité technique et professionnelle à part quelques CV et des fiches de notation de dirigeants ayant déjà plus de 8 ans d'antériorité. Pour nous, il y a prescription. Cette société, créée le 24 janvier 2013, soit un an après la délibération du 29 février 2012 et un mois avant la date limite du dépôt de candidature au 11 février 2013, qui à cette date ne détenait pas d'habilitation funéraire adéquate. Cela pose un véritable problème d'éthique. Vous comprendrez bien, Monsieur le Président, notre étonnement sur l'attribution de ce marché à notre société, où nous sommes actionnaires à 82 %. Pourquoi se mettre en DSP alors que nous pouvions rester en régie ?

Cela me rappelle drôlement notre première tribune du mois d'octobre du nouveau format du magazine « Montpellier notre ville », tribune pleine de prémonition à votre égard. Je vous la lis : « Trois pas en avant, trois pas en arrière, deux sur le côté et d'autres sur l'autre côté. Mais sur quel pied danse-t-il notre très cher Maire-Président à temps plein ? » Alors, au-delà des clivages politiques, Monsieur le Président, et de cette aparté pragmatique et de bon sens que nous avons, même si nous n'avons pas la Métropole du bon sens, excusez-moi le monopole du bon sens, la mort reste une affaire publique, un sujet difficile à évoquer, car elle n'intéresse pas.

C'est un sujet de controverse, pas très valorisant, mais pour nous qui avons une éthique, et c'est un sujet très important, l'action publique que nous menons depuis le début de notre mandature a toujours été dans l'intérêt du rayonnement de l'Agglomération comme nous l'avons vu à travers de nombreuses affaires évoquées au sein de cet hémicycle. Mais pour nous, Monsieur le Président, le rayonnement de l'Agglomération passe aussi par le respect de nos morts qui, eux-mêmes, connus ou inconnus, dans un passé proche ou lointain, ont contribué à la luminosité de notre Agglomération. Et même si nous sommes tous égaux devant la mort avec ce sentiment d'impuissance fondamentale, il n'en demeure pas moins que l'on ne négocie pas avec le marché de la mort. Et comme le disait Michaël Veillet, « la mort est un bilan sans bénéfice ni perte ». Donc, vous comprendrez bien, Monsieur le Président, notre opposition à cette énième DSP. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Boumaaz. Si personne ne demande la parole, je vais mettre cette affaire aux voix. Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Monsieur le Président

Je passe la parole à Madame Yague, présidente de la SEM.

Madame YAGUE

Merci, Monsieur le Président. Vous avez donc choisi la SEM SFMA comme délégataire, au 1er janvier 2015, du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de la Métropole. Cette délégation va permettre d'insuffler une dynamique et une réactivité appropriée au secteur concurrentiel présent sur nos territoires. Eh oui, Monsieur Boumaaz, c'est exactement pour ça que nous l'avons fait, justement pour éviter l'envol des prix dans la concurrence actuelle. Elle apportera une souplesse de gestion tout en garantissant une maîtrise des coûts. L'offre actuellement proposée sera élargie et complétée. La mise en place de nouveaux produits exigera une performance accrue des opérateurs et une adhésion à des réseaux structurés. L'objectif étant bien sûr de ne pas abandonner la maîtrise du service public, tout en dotant les services funéraires du statut le plus adéquat pour maintenir et développer son activité. Ainsi, la Métropole de demain restera le gérant du service public mis en œuvre puisque c'est le délégant qui définit la politique générale et en particulier au niveau de l'offre de service et de la tarification.

La SEM SFMA est une société d'économie mixte détenue à 83 % par l'Agglomération. L'Agglomération siège au Conseil d'administration avec 8 représentants. Une présidente, moi-même, Monsieur Youssous, vice-président, Madame Lloret, Madame Lévy-Rameau, Madame Phouthasang, Monsieur Martin, Monsieur Dudieuzère, Monsieur Martinier. Au travers de cette société, il s'agit de fédérer, au côté de la Métropole de demain, des partenaires soucieux de développer un service funéraire public fort, afin d'apporter à nos concitoyens un service de proximité, de qualité et au meilleur prix. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Yague, Madame la Présidente.

AFFAIRE N°27 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL N°3781MG14 - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES DE PIGNAN, SAINT JEAN DE VÉDAS, SAINT-BRÈS, LAVÉRUNE, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET LE CCAS DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE DU MARCHÉ

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Lavérune, Villeneuve-lès-Maguelone et le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Villeneuve-lès-Maguelone, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de fioul destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties, le CCAS ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57, 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert).

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement sont les suivants :

- Communauté d'Agglomération : 70 000 € ;
- Commune de Montpellier : 53 600 € ;
- Commune de Pignan : 4 500 € ;
- Commune de Saint Jean de Védas : 8 500 € ;
- Commune de Saint-Brès : 2 000 € ;
- Commune de Lavérune : 2 400 € ;
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : 6 666 € ;
- CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone : 1 333 € ;

Le marché sera à bons de commande et prévoira la fourniture et la livraison de fioul.

Le marché sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée initiale d'un an, à compter de sa notification. Chaque membre du Groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

Le marché pourra être reconduit expressément pour 3 nouvelles périodes d'un an par le coordonnateur pour le

compte de l'ensemble des membres du Groupement, et après accord de chaque membre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Lavérune, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone, approuver la convention de groupement correspondante et autoriser Monsieur le Président à la signer ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame Guiraud va nous dire un petit mot.

Madame GUIRAUD

Un petit mot rapide. Je crois que la vertu première des élus, ce doit être la patience. Je vais donc vous décerner le premier prix, Président. Sur des choses extrêmement sérieuses, mesdames et messieurs, mes chers collègues, on dit que le bon vin réjouit le cœur de l'homme. Je ne sais pas si le fioul a ces propriétés. Il s'agit tout simplement, sur un épais dossier de 18,5 g. de lancer une consultation pour un groupement de commandes de 8 collectivités pour du fioul et faire des économies.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°28 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3384MG14 - LOT N°1 - AVENANT N°1 - MARCHÉ DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Par délibération n°11650 du 26 juin 2013, le Conseil d'Agglomération a autorisé le lancement d'un Appel d'Offres Ouvert pour le marché de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Après analyse des offres, ce marché a été octroyé à la Société Sud Service et notifié le 14 avril 2014 pour un an, renouvelable trois fois.

Les locaux concernés par ce marché sont le Pavillon Zeus, le Pavillon Junon, les Domaines de la Pompignane et de la Providence, la Cyberbase, le Moulin de Salicate ainsi que les bureaux des services installés dans la copropriété Coupole Sud – Annexe de l'Hôtel d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a récemment acquis des bureaux supplémentaires au 5^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud afin d'y accueillir ses services.

Pour prendre en compte l'accroissement des surfaces nettoyées, il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché n°3384MG14 avec l'entreprise Sud Service, titulaire du marché.

Les prestations de nettoyage respecteront le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché n°3384MG14, chapitre « fréquence et description des prestations ».

Cet avenant représente une augmentation annuelle de 2 213,88 € H.T. Le montant annuel total du marché est ainsi porté à 224 047,36€ H.T. pour le prix global et forfaitaire. L'avenant proposé représente 0,99% du montant du marché global et forfaitaire annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°3384MG14,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014, chapitre 920 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Guiraud ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°29 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES MEMBRES POUR L'ACQUISITION DE LOGICIELS DES TEMPS SCOLAIRES ET PÉRISCOLAIRES - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n° 12249 du 19 mai 2014, le Conseil d'Agglomération a acté la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 8 de ses Communes membres en vue du lancement d'une consultation pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des temps scolaires et périscolaires.

L'avenant n° 2 modifie la liste des signataires de la convention de groupement comme suit :

Communauté d'Agglomération de Montpellier

Commune de Castelnau-le-Lez

Commune de Clapiers

Commune de Pérols

Commune de Laverune

Commune de Grabels

Commune du Crès

Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Commune de Juvignac

Commune de Prades-le-Lez

Commune de Saint-Brès

Commune de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 2 à la convention constitutive du groupement de commandes modifiant le nombre de ses membres ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n° 2 à la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit là de l'Agglomération de Montpellier, Castelnau, Clapiers, Pérols, Laverune, Grabels, le Crès, Villeneuve-lès-Maguelone, Juvignac, Prades-le-Lez, Saint-Brès et Murviel-lès-Montpellier. Qui veut des explications complémentaires auprès de Chantal Marion, vice-présidente déléguée à l'économie qui a conduit la délégation en Chine.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – VENTE À LA SAAM DES PARCELLES PARC 2000 - COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC Parc 2000 sur la commune de Montpellier, il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération vende à son concessionnaire, la SAAM, les parcelles de terrains lui appartenant sises commune de Montpellier, lieu-dit « Truc de Leuze » et cadastrées section TX n° 27-28-29-30-32-33-34-35-36-37-38-55-56-65-67-69-71 et 73 pour une contenance totale de 48 450 m², car elles sont concernées par le processus d'aménagement.

Ces parcelles sont classées en zone 4AU1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur, à l'intérieur du périmètre de la ZAC Parc 2000, secteur partiellement équipé, destiné à l'implantation d'activités.

L'avis de France Domaines en date du 3 septembre 2014 porte la valeur vénale des parcelles précitées à

2 567 850 €.

Ce montant résulte de l'application d'une somme forfaitaire de 53 €/m², issue des derniers jugements connus, sans prise en compte des écarts de prix intervenus, compte tenu des accords amiables, des jugements et protocoles transactionnels dans le cadre desquels ces acquisitions ont été réalisées par la Communauté d'Agglomération.

La totalité des parcelles concernées a été acquise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une somme globale, toutes indemnités confondues, de 1 978 775.58 €.

La SAAM, concessionnaire, conduit une opération de développement économique incluant la réalisation de quelques programmes de logement (dont du logement social). Compte tenu de la difficulté d'équilibrer le bilan prévisionnel de ce type d'opération à dominante économique, il apparaît opportun que la Communauté d'Agglomération vende ces parcelles au prix d'acquisition, soit 2 000 000 €.

Le paiement s'échelonnait sur deux ans selon la répartition ci-dessous :

- 1 500 000 € en 2014,
- 500 000 € en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la cession à la SAAM, Aménageur, des parcelles ci-dessus mentionnées, pour une superficie totale de 48 450 m² ;
- décider que cette cession se fera au prix de 2 000 000 €, régime de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur en sus, les frais d'acte étant à la charge de l'acquéreur ;
- décider que le paiement s'échelonnait sur deux ans selon la répartition énoncée ci-dessus ;
- dire que la recette sera inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'acte de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

C'est l'autorisation de signature. Qui demande des explications supplémentaires à Madame Marion ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter la subvention à la manifestation suivante :

Congrès CNEI 2014 « Changer de Cap pour développer l'insertion ? »

Le Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI), sous l'autorité de son Secrétaire Général, Monsieur Olivier DUPUIS, organisera du 13 au 14 novembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès CNEI 2014 – Changer de Cap pour développer l'insertion ? ».

Cet événement d'envergure nationale, organisé par le CNEI en collaboration avec l'Union Régionale des Entreprises d'Insertion (UREI) du Languedoc-Roussillon, a pour objectif de faire connaître plus largement les entreprises d'insertion et leur action. Ces entreprises TPE/PME se distinguent par leur double objectif: viabilité économique et insertion sociale et professionnelle des personnes exclues du marché du travail. Tables rondes, ateliers, village d'experts et de partenaires seront proposés aux entrepreneurs de l'insertion par l'activité économique. Plus de 300 chefs d'entreprises, porteurs de projets, partenaires institutionnels et économiques et plus largement les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

DAVOS des PME – Edition 2014

L'Association des Anciens Elèves de l'Institut d'Administration des Entreprises de Montpellier – AAE – IAE, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, organisera du 14 au 15 novembre 2014, à l'Espace Capdeville de Montpellier, une manifestation intitulée « DAVOS des PME – Edition 2014 ».

Cette manifestation « Dernier Avis de Vigilance des Organisations Solidaires des Petites et Moyennes

Entreprises » est une rencontre concrète entre professionnels scientifiques, enseignants, formateurs et étudiants dans le but de confronter les difficultés de développement des PME dans leur tissu économique local et régional, dans le contexte de la mondialisation, avec pour but l'émergence d'outils de création, de conduite, de transmission, de reprise et de développement en présence d'intervenants de niveaux régional, national et international. Environ 75 congressistes sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

43^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier

L'Université Montpellier II, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, organisera le 29 novembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 43^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier ».

Cette manifestation, événement majeur de l'école Polytechnique Universitaire de Montpellier et de sa Région, doit réunir étudiants, partenaires pédagogiques, scientifiques et économiques afin de célébrer la promotion d'ingénieurs, qui après trois années passées à Montpellier, vont devenir les ambassadeurs permanents de Montpellier à travers le monde. Cette cérémonie va rassembler environ 1 200 participants.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Madame MARION

C'est un congrès entre autres, le congrès CNEI 2014, changer de cap pour développer l'insertion. C'est un événement d'envergure nationale organisée par le CNEI en collaboration avec l'Union régionale des entreprises d'insertion du Languedoc-Roussillon. Il a pour objectif principal de faire connaître plus largement les entreprises. Évidemment, ces entreprises sont des TPE ou des PME qui allient viabilité économique et finalité sociale. Ça va réunir plus de 300 chefs d'entreprise et une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du fonds d'aide à l'organisation de cette manifestation.

Le deuxième, c'est le DAVOS des PME édition 2014. C'est l'association des anciens élèves de l'Institut d'administration des entreprises de Montpellier. Cette manifestation s'appelle « Dernier avis de vigilance des organisations solidaires des petites et moyennes entreprises ». Ceci va regrouper 75 congressistes et nous proposons une subvention de 1 000 euros.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°32 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES - PROGRAMME D'ÉTUDE 2015 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace et de politique de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite disposer d'outils d'observation et de veille territoriale afin d'anticiper, de mettre en œuvre et d'évaluer ses politiques publiques.

Les données issues du recensement de la population constituent une source d'informations essentielle pour appréhender les caractéristiques démographiques et sociologiques du territoire.

Dès 2009, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E) a réalisé en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier trois études à partir des données du recensement de la population 2006 : le recueil des chiffres clés de l'Agglomération, le profil démographique et sociologique de Montpellier Agglomération et l'analyse des mobilités résidentielles.

Après la publication des données 2011 du recensement de la population, la Communauté d'Agglomération de

Montpellier souhaite renouveler cette coopération avec l'Institut, afin d'exploiter les résultats pour ses 31 communes.

Les études à réaliser concernent plus précisément l'actualisation du diagnostic du territoire permettant d'établir le profil socio-économique de Montpellier Agglomération, d'analyser les disparités internes au sein de l'Agglomération et de disposer de données comparatives. Différentes thématiques seront abordées comme la démographie, le logement, l'activité économique, l'emploi, la mobilité domicile/travail ainsi que le niveau et l'accessibilité aux équipements.

La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la réalisation de ce diagnostic s'élève à 13 703,40 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la réalisation d'un diagnostic socio-économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier confié à l'INSEE dans le cadre d'un partenariat d'étude,
- approuver le projet de convention à intervenir entre l'INSEE et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, et seront inscrits complémentirement au budget 2015, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit là de la publication des données de recensement de la population en 2011 et le partenariat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec l'INSEE. Madame Jannin.

Madame JANNIN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Il est important pour aménager un territoire de manière consciente, cohérente et durable de mettre en place des outils d'observation permettant d'une part d'évaluer ce qui a été fait et d'autre part d'anticiper ce qui doit être fait. Pour cela, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a concrétisé un partenariat avec l'INSEE depuis 2009. Il est donc proposé ici de le prolonger. Les études à réaliser concerneront par exemple l'actualisation du diagnostic territorial permettant d'analyser les profils socioéconomiques, d'analyser les disparités internes au niveau de l'Agglomération, de disposer de données comparatives. Tout cela autour des thèmes du logement, de l'emploi, de la démographie ou encore des mobilités.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires à Madame Jannin ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°33 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – CONVENTION POUR LA GESTION DU SITE DES SALINES DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE POUR L'ANNÉE 2014 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Situé sur les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Mireval et Vic-la-Gardiole, le site naturel protégé des Salines de Villeneuve (ancien site industriel, propriété du Conservatoire du Littoral) couvre 292 hectares, des berges de l'étang de Vic aux pieds du massif de la Gardiole. Depuis 2009, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Thau Agglo, le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) et le SIEL (Syndicat Mixte des Etangs Littoraux) assurent, par conventionnement, la gestion de ce site, vitrine de la biodiversité et de l'exploitation passée des milieux lagunaires languedociens, au titre de site pilote de gestion d'une zone humide.

Chaque année, le CEN LR établit le plan de gestion partenarial nécessaire à la préservation de la zone humide et au respect de sa biodiversité, ainsi qu'à l'accompagnement du grand public dans la découverte et la connaissance de cet espace remarquable.

Le CEN LR est une association loi 1901 qui œuvre dans l'intérêt général pour la connaissance et la préservation des sites et milieux naturels en privilégiant la maîtrise foncière et d'usage pérenne par lui-même ou par ses partenaires. Elle regroupe une équipe de 25 permanents, experts naturalistes et gestionnaires d'espaces naturels.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier identifie, au travers de son schéma de développement du tourisme et des loisirs, le site industriel des anciennes Salines de Villeneuve-lès-Maguelone,

comme un site naturel sensible présentant un potentiel de valorisation. En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé, par conventionnement, une subvention de 10 000 € (11% du coût de l'action) au CEN LR pour la gestion du site considéré comme un des 8 « lieux phares » du littoral, au titre essentiellement de sa compétence économique.

Pour l'année 2014, la convention de partenariat proposée se traduit par l'attribution d'une subvention identique de 10 000 € (environ 10% du coût de l'action). Elle doit permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'intervenir plus directement, particulièrement sur le plan de la gestion hydraulique de cette zone humide, ceci afin d'assurer la protection de l'ensemble des espèces faunistiques et floristiques du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 10 000 € au Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon au titre de la gestion du Site des Salines de Villeneuve pour l'année 2014;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention de partenariat 2014 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires à Madame Jannin ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – STRATÉGIE D'ANTICIPATION ET DE GESTION DES IMPACTS DE L'AMÉNAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT - PROJET DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (THÈSE CIFRE) AVEC LE CENTRE D'ÉCOLOGIE FONCTIONNELLE ET ÉVOLUTIVE - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Les lois Grenelle sur l'environnement et le décret d'application n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements ont nettement renforcé le dispositif de protection de la nature en instaurant l'obligation d'Éviter, Réduire et Compenser (ERC) les impacts négatifs de l'aménagement sur la biodiversité (espèces, milieux et habitats).

L'objectif de cette séquence dite « ERC » est d'éviter la perte nette de biodiversité. Elle concerne tous les grands projets de l'Agglomération : tramway, infrastructures, opérations d'aménagement, équipements, etc.

Les opérations d'aménagement réalisées depuis l'entrée en vigueur du décret ont révélé des difficultés de mise en œuvre engendrant complexité et surcoûts important. Malgré les recommandations des « lignes directrices nationales » publiées fin 2013 par les services de l'Etat, la méthode n'est pas au point et laisse clairement apparaître une part d'incertitude dans l'instruction des dossiers.

C'est dans ce contexte que la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel a mobilisé de février à août 2014 une élève-ingénieur d'AgroParisTech en stage de fin d'étude, afin de réaliser un diagnostic de la démarche « éviter réduire compenser » (ERC) et d'identifier les premiers éléments d'une stratégie d'anticipation des compensations environnementales sur notre territoire, déjà fortement touché par les infrastructures nouvelles. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désormais en position de pilote à l'échelle nationale, et en relation avec les acteurs clés.

L'objectif est à présent d'élaborer et mettre en œuvre cette stratégie opérationnelle innovante, afin que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse rapidement maîtriser ce volet environnemental vis-à-vis des maîtres d'ouvrage – notamment en créant une expertise interne, et pertinente au regard de ses propres enjeux de développement.

Il s'agit en effet d'anticiper au mieux les impacts spatiaux, fonciers et financiers de la séquence ERC, en recherchant systématiquement les dispositifs ayant la meilleure plus-value pour compenser la perte nette de biodiversité : « banque » de compensation, maîtrise d'usage des parcelles définitivement dédiées à la compensation, génie écologique, etc... Ces solutions doivent permettre de réduire les coûts directs des opérations et leurs coûts induits pour la collectivité.

Cette stratégie devra se décliner dès 2015 dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et potentiellement le ou les Plan local d'urbanisme (PLU). La méthode et les outils seront construits en bonne intelligence avec l'Etat, qui vient de dédier un chargé de mission à la séquence ERC, la Région et les autres acteurs.

Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération souhaite établir une Convention Industrielle de Formation par la recherche (thèse CIFRE) de trois ans avec les partenaires déjà mobilisés dans le cadre du stage : le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE, laboratoire de recherche en écologie) – CNRS et l'Université Montpellier 3, et la stagiaire.

Une CIFRE a pour objet de cofinancer la formation d'un doctorant qui servira de support à la préparation d'une thèse. Ce partenariat fera l'objet d'un CDD de droit privé financé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et, pour près de moitié, par une subvention d'Etat versée par l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT), organisme responsable de la gestion des fonds dédiés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Sous réserve de sa validation par l'ANRT, la direction de thèse sera assurée par le CEFE-CNRS, et le tutorat par la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette thèse portera sur trois axes : 1/ connaître l'organisation du territoire et identifier les leviers d'action (état de conservation des territoires agricoles et naturels, outils mobilisables, systèmes d'acteurs), 2/ améliorer les volets « Eviter Réduire », très stratégiques dans un territoire fini identifié comme l'un des « hot-spot » de la biodiversité mondiale et accueillant plus des 2/3 des espèces indigènes françaises ; 3/ étudier les méthodes d'évaluation biophysique, en collaboration avec le CEFE, localisé à Montpellier. Ce laboratoire de pointe travaille en parallèle à l'échelle nationale sur cette séquence ERC avec le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Des publications seront régulièrement effectuées via les supports adéquats (revues scientifiques, communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dispositif de la CIFRE sur les missions susmentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame JANNIN

Les lois Grenelle sur l'environnement de 2011 ont réformé les études d'impacts des projets de travaux d'ouvrages et d'aménagement en renforçant le principe de protection de la nature avec 3 axes dénommés ERC. E pour éviter, R pour réduire et C pour compenser. L'objectif sous-tendu est d'éviter la perte de la biodiversité. Les opérations d'aménagement réalisées depuis l'entrée en vigueur du texte ont montré de réelles difficultés de mise en œuvre. Sentant la nécessité de devenir meilleure force de proposition dans le contexte des trois axes précités, éviter réduite compenser, la CAM a mobilisé un élève ingénieur de février à août 2014 afin d'établir un diagnostic de la démarche ERC.

Il est proposé aujourd'hui de mettre en œuvre un contrat CIFRE qui a pour objet de cofinancer la formation d'un doctorant pour prolonger le travail déjà amorcé. La thèse de ce doctorat portera sur trois axes. Connaître l'organisation du territoire et identifier les leviers d'action, améliorer les volets éviter et réduire et étudier les méthodes d'évaluations biophysique. L'objectif étant pour la CAM de mieux mettre en œuvre une véritable politique de la gestion des impacts des aménagements, notamment en mettant en place une stratégie de compensation réelle, alors qu'elles restent aujourd'hui plutôt des opérations ponctuelles et considérées de manière indépendante les unes les autres, ce qui est loin de l'ambition que nous voulons donner à notre projet d'aménagement du territoire.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin. Qui souhaite poser des questions à Madame le rapporteur de l'affaire 34. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC RIVE GAUCHE LOT 6B À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 50 logements sociaux ZAC Rive Gauche lot 6B à Montpellier.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé pour un montant de 264 000 € contribuant à l'équilibre financier de l'opération, soit une aide moyenne de 5 280 € par logement.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	ZAC Rive Gauche lot 6B Montpellier
Caractéristiques : Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	GARCIA DIAZ Collectif 3 280 m ² 50 38 PLUS/12 PLAI 10 T2, 30 T3, 10 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention 1% Prêt CDC Participation Montpellier Agglomération	7 123 292.71 € 139 000 € 36 000 € 6 684 292.71 € 264 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 264 000 € pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, ZAC Rive Gauche lot 6B à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Ségura ? Je mets aux voix.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Gérard CASTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Luc SAVY, et Bernard TRAVIER ne prennent pas part au vote et ne participent pas au débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES COMPAGNONS DU DEVOIR » - LIEU-DIT « LES LIGNIÈRES » À BAILLARGUES - SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties

d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 90 logements sociaux et d'une capacité de 120 lits, situé lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues. Conçu par Pierre SIMEON et Christophe MORALES, architectes à Montpellier, ce projet a été mené conjointement avec l'association « Les Compagnons du Devoir » gestionnaire de la structure d'hébergement et maître d'ouvrage du pôle de formation et de restauration également créés sur le site.

La résidence a fait l'objet d'un agrément en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) délivré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le compte de l'Etat et bénéficie par ailleurs d'une participation financière de celui-ci au titre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance », dont les fonds sont issus du Grand Emprunt, et qui a pour objet la modernisation de l'appareil de formation en alternance et le développement d'une offre de logement pour les jeunes concernés.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 405 000 €, correspondant à 10 % du prix de revient HT de l'opération plafonné à 4 500 € par logement. Cette subvention constitue une participation à l'équilibre financier de l'opération, permettant aux « Compagnons du Devoir » de pratiquer une redevance inférieure d'environ 89 € au plafond de redevance mensuelle maximale fixé par l'Etat, soit une baisse d'environ 21 % du loyer, et ce afin de maintenir un taux d'effort raisonnable pour les futurs résidents.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 4 976 697 €
- Subvention Etat PIA : 1 200 000 €
- Subvention Département de l'Hérault : 171 700 €
- Subvention Région Languedoc-Roussillon : 135 000 €
- Subvention CAF : 144 000 €
- Prêt CAF : 96 000 €
- Prêts 1% patronal : 325 000 €
- Prêts CDC : 2 499 997 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 405 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 405 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 90 logements sociaux d'insertion, Foyer de Jeunes Travailleurs « Les Compagnons du Devoir », lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM FDI Habitat de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Ne prennent pas part au vote Messieurs Ségura et Pellet. Qui demande des explications supplémentaires ?

Monsieur SEGURA

Juste apporter une information. Par le biais de cette subvention, la redevance est inférieure à 89 euros. Cela pour démontrer de nouveau la politique en direction de la jeunesse et des jeunes travailleurs puisqu'il y aura 21 % du loyer en moins.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Ségura pour cette précision. Je mets aux voix.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote et ne participent pas au débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°37 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 111 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES - ZAE AFTALION À BAILLARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION -

AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la création de 111 logements sociaux d'insertion, dans le cadre d'une résidence sociale pour jeunes, ZAE Aftalion à Baillargues. L'opération, financée en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), a été conçue par le cabinet d'architecture MDR à Montpellier. Le Nouveau Logis Méridional a été retenu par la commune de Baillargues pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération à l'issue d'un appel à projet lancé en 2013 ; la gestion de la résidence sera réalisée par la société ADOMA.

Cette résidence répond aux besoins en logements des jeunes alternants du Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie (CFAI), de l'Association de Formation Professionnelle de l'Industrie (AFPI) et des divers services de l'Union des Industries des Métiers de la Métallurgie (UIMMLR), regroupés au sein d'un bâtiment de 5 500 m², jouxtant la future résidence sociale.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 120 000 €, contribuant à l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 5 894 143 €
- Subvention Etat déléguée : 1 127 200 €
- Subvention Région Languedoc-Roussillon : 75 000 €
- Prêts 1% patronal : 1 775 000 €
- Prêts CDC : 2 796 943 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 120 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 120 000 € à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional pour la création d'une résidence sociale jeunes de 111 logements à Baillargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Ségura ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « NATURA PARK » - RUE GASTON BACHELARD À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 28 logements sociaux, résidence « Natura Park », rue Gaston Bachelard à Montpellier. L'opération comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Jean Baptiste Miralles.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de

garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 315 980 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 838 556 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 501 985 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 752 044 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 223 395 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 838 556 €	501 985 €	752 044 €	223 395 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des annuelles échéances				
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêt différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 486 985 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 315 980 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 28 logements locatifs sociaux, résidence « Natura Park », rue Gaston Bachelard à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Ségura ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°39 : LOGEMENT – ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - QUARTIER FIGUEROLLES À MONTPELLIER - RUES DU GÉNÉRAL CLAPARÈDE, DU GÉNÉRAL VINCENT, ST-ETIENNE, DU PIERRE FABRE, DE METZ ET DU FAUBOURG FIGUEROLLES - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH ACM - DÉLIBÉRATION N°12391 DU 31 JUILLET 2014 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°12391 du 31 juillet 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) la garantie à hauteur de 100 % des emprunts qu'il va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition-amélioration de 20 logements locatifs sociaux, répartis sur 6 immeubles situés sur le périmètre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier / quartier de Figuerolles, rue du Général Claparède, du Général Vincent, Saint-Etienne, du faubourg Figuerolles, du Père Fabre et de Metz, sur la commune de Montpellier.

La délibération initiale comportant une erreur matérielle, il est proposé de modifier les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, afin de préciser le taux actuariel annuel, le taux annuel de progressivité, ainsi que leur révisabilité :

- Caractéristiques initiales des prêts (délibération du 31 juillet 2014) :

Désignations	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier
TEG (Taux Effectif Global)	1,85%		1,05%	
Durées	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,60%		-0,20%	
Taux d'intérêt	Livret A +0.6%		Livret A – 0.20%	
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'Amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux de progressivité des échéances	0%			
Taux plancher de progressivité des échéances	0%			

- Caractéristiques des prêts à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignations	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier
Durées	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
index	Livret A			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Marge fixe sur index	0,60%		-0,20%	
Taux d'intérêt	Livret A +0,6%		Livret A – 0,20%	
Périodicité des échéances	annuelle			

Profil d'Amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50% maximum
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt, ni le taux de progressivité révisés puissent être inférieurs à 0%

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°12391 du 31 juillet 2014 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Noël Ségura, vice-président délégué au logement.

Monsieur SEGURA

Juste une précision, c'était une délibération que l'on avait votée, il y avait une erreur matérielle, il fallait simplement justifier par rapport au taux du Livret A. Nous réparons donc cette petite erreur.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Gérard CASTRE, Jean-Luc SAVY, Abdi EL KANDOUSSI et Bernard TRAVIER ne prennent pas part au vote et ne participent pas au débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°40 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 37 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente-six logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes à très modestes et d'un logement locatif pour un montant total de 99 569 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans. Les subventions accordées aux locataires modestes ou très modestes réalisant

des travaux d'adaptation de leur logement au handicap, ne sont pas assorties d'un engagement de leur part en termes de durée minimale d'occupation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Noël SEGURA ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION ET L'ASSOCIATION "MUSIC EVENTS LA CHAPELLE GÉLY" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

La Chapelle Gely est implantée dans une église désacralisée à Montpellier et constitue un lieu de création et d'expérimentation des arts contemporains (spectacle vivant, musique, performance, arts visuels). Pour que les rencontres avec les artistes invités s'élargissent et s'approfondissent, la Chapelle Gely propose une programmation centrée sur les écritures sonores contemporaines et l'utilisation d'arts numériques dans le spectacle vivant, autour de créations contemporaines, soirées festives, et recherches d'avant-garde.

Compte tenu d'une part des objectifs du C.R.R. et d'autre part des activités de La Chapelle Gely, il est proposé de formaliser entre ces deux institutions un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est la Chapelle Gely.

Pour la saison culturelle 2014/2015, la participation des élèves des classes d'ensemble, de jazz, de percussions, et de danse du C.R.R. de Montpellier Agglomération est déclinée sous différents formats :

- concerts des élèves des classes de perfectionnement lors des « Jeudis en musique »,
- interventions des élèves lors de manifestations dédiées à la recherche et à la création artistique dénommées « Café Lab »,
- interventions des élèves lors de soirées dédiées à la rencontre d'un artiste, dénommées « Palabres ».

Il convient dans ce cadre de conclure une convention de partenariat entre le C.R.R. de Montpellier Agglomération et l'Association Music Events, gestionnaire du lieu La Chapelle Gély. Cette convention énonce les modalités pédagogiques et artistiques de ce partenariat et les conditions d'accès gratuit et d'accueil des élèves du C.R.R. de Montpellier à la Chapelle Gely. La convention prendra effet à compter de novembre 2014 et s'achèvera à la fin de l'année scolaire 2014/2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et l'Association "Music Events - Chapelle Gély",
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier, vice-président délégué à la culture ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION ET LE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire de renforcer ses partenariats avec les structures locales prestigieuses comme le Centre Dramatique National de SarlMontpellier (CDN).

Pour que les rencontres avec les artistes invités s'élargissent et s'approfondissent au-delà de l'expérience du spectateur, le CDN organise de nombreux ateliers et workshops destinés aux professionnels du spectacle, aux artistes en formation et au public amateur jeune ou adulte. Des classes de maître, des ateliers d'art plastique et de performance pour les jeunes pendant les vacances, des laboratoires de recherche ou l'atelier de théâtre amateur permettent des expériences concrètes pour partager autrement le projet artistique du CDN. Des artistes du CDN, ou des artistes accueillis dans la programmation, proposent une formation sur une journée ou quelques jours.

Le C.R.R. et le CDN souhaitent se rapprocher afin d'établir un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est le CDN.

Dans ce contexte, à l'occasion du concert du quatuor de saxophone XASAX le samedi 13 décembre 2014, organisé par le CDN au Centre Chorégraphique National de Montpellier, une classe de maître avec Marcus WEISS, saxophoniste, est organisée pour les élèves du CRR de Montpellier Agglomération le lundi 15 décembre 2014 dans ses locaux. Une convention de partenariat pédagogique et artistique détaille les modalités techniques de cette action et les engagements respectifs des partenaires. Le CRR de Montpellier Agglomération prendra à sa charge la rémunération de Marcus WEISS pour la réalisation de la classe de maître, sur la base de 6 heures à 67 € brut / heure, soit un montant total de 402 € brut. Le CDN prendra à sa charge le défraiement et le coût des voyages de Marcus WEISS. Le CDN mettra à disposition des élèves ayant participé à la classe de maître cinq invitations pour le concert de l'ensemble XASAX le samedi 13 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et le Centre Dramatique National de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires auprès du vice-président à la culture délégué, Monsieur Travier ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION, L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER 3, L'ÉTAT (DRAC) ET L'ASSOCIATION OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2013-2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°6808 du 16 décembre 2005, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion d'une

convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Université Paul Valéry, l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon, la Région Languedoc-Roussillon et l'Etat (DRAC), relative à la création d'un orchestre commun aux étudiants du Conservatoire à Rayonnement Régional et de l'Université (Orchestre CRR-UPV).

Par délibération n°11997 du 4 décembre 2013, la convention a été actualisée en précisant les modalités d'un partenariat renouvelé qui privilégie un encadrement pédagogique étendu. La durée de la convention est de trois ans et renouvelable par reconduction expresse.

L'Orchestre CRR/UPV a une double vocation pour les étudiants : la première est la formation à la pratique de l'orchestre, dans le cadre de la consolidation de leur cursus de musique au sein de l'Université ou du Conservatoire, la seconde est l'implication dans une réalisation artistique en tant qu'interprètes avec comme aboutissement la rencontre avec les publics. Enfin, les étudiants valident leur parcours à la fois au CRR et à l'Université. L'Orchestre CRR / UPV s'investit dans la création d'œuvres et a pour objectif de favoriser une politique de commandes d'œuvres et de résidence de compositeurs.

Dans ce contexte, fort de ce succès et afin de valoriser les manifestations culturelles de l'Orchestre CRR/UPV et d'en accroître leur visibilité, il est proposé d'élargir le partenariat de cet orchestre à une collaboration avec le Master Pro « Métiers du livre et de l'édition » de l'Université Montpellier 3. L'avenant fixe les modalités de cette collaboration et les engagements respectifs du CRR et du Master Pro « Métiers du livre et de l'édition ».

Cette collaboration vise à valoriser les actions de l'orchestre CRR-UPV grâce à la confection et à la réalisation d'affiches, flyers, programmes et tous documents sur tous supports susceptibles d'accroître la visibilité des manifestations musicales organisées par l'Orchestre CRR-UPV. Le partenariat avec le Master Pro comprendra également, en concertation avec l'ensemble des partenaires, la conception et la réalisation de projets culturels variés (films, site web, ...) impliquant et valorisant la vie artistique de l'orchestre CRR-UPV. Pour toutes ces opérations promotionnelles, sur support papier et/ou sur support web, les frais seront assumés à 50% par l'UM3 et à 50% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour un coût prévisionnel maximal de 2 000 € à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de partenariat pédagogique entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'Association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, relative à l'orchestre CRR/UPV,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 920,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. Il s'agit d'une convention pluripartite qui permettra de faire intervenir l'université Montpellier 3 à l'occasion d'un certain nombre d'opérations qui concernent l'orchestre de Montpellier. Cette collaboration vise à valoriser les actions de l'orchestre et de l'université dans la mesure où celle-ci sera sollicitée pour opérer la conception et la réalisation de projets culturels variés, films, sites web, etc., qui impliqueront et valoriseront la vie artistique de l'orchestre CRRUPV. Cet orchestre réunit des élèves du conservatoire et des étudiants de l'université. Pour toutes ces opérations promotionnelles sur support papier ou sur le web, les frais seront assurés à 50 % par l'UM3 et à 50 % par l'Agglomération de Montpellier.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ÉDUCATIF ET CULTUREL AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès pour tous à la culture. L'éveil artistique du très jeune public (entre 2 et 6 ans) s'inscrit à la fois dans les politiques éducatives portées par la loi « musées » de 2002 et la démarche de réussite éducative soutenue par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, depuis 2007, le musée Fabre travaille avec certains établissements d'accueil de la petite enfance de

la ville de Montpellier afin de réaliser conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres par les très jeunes visiteurs.

Afin de formaliser et de développer les projets menés avec ces structures, il est proposé d'établir avec la direction Enfance de la ville de Montpellier une convention de partenariat qui précise et formalise les engagements de chacune des parties.

Dans ce cadre, la direction Enfance de la ville de Montpellier s'engage à :

- favoriser la participation du personnel des crèches aux « rencontres petite enfance » organisées par le musée (communication du programme, aménagement du temps de travail, gestion des inscriptions...),
- collaborer au programme et contenu de ces rencontres,
- communiquer sur les actions menées par le musée au sein de son réseau,
- participer à la journée de restitution en collaboration avec le service des publics du musée Fabre,
- faire connaître les dispositions tarifaires du musée Fabre à l'attention des professionnels de la petite enfance.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage quant à lui à :

- ☐ organiser les « Rencontres Petite Enfance » proposées gratuitement et régulièrement aux établissements municipaux d'accueil de la petite enfance ainsi qu'une restitution annuelle des projets réalisés,
- ☐ assurer de bonnes conditions de travail entre les crèches et le musée Fabre : accueil des enfants, mallettes et pré-mallettes pédagogiques gratuites,
- ☐ prendre en charge financièrement la réalisation des outils pédagogiques estimés à 2 500€ pour les collections permanentes et 1 000€ pour les expositions temporaires,
- ☐ favoriser la venue au musée des professionnels de crèches qui ont vocation à accompagner les enfants au musée par des aménagements tarifaires particuliers : abonnement individuel annuel à 15 € ou visite gratuite sur présentation d'un contrat de réservation de la crèche,
- ☐ communiquer sur le partenariat réalisé avec la direction Enfance de la ville de Montpellier.

Ces dispositifs permettront à environ 1 000 très jeunes enfants de venir au musée chaque année accompagnés du personnel de crèche. Par la présente convention, le musée Fabre renforce sa politique ambitieuse d'accessibilité au plus grand nombre. Ces très jeunes visiteurs d'aujourd'hui constituent le public de demain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat conclue avec la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE CO-PRODUCTION DOCUMENTAIRE ET DE PRÊT D'OBJETS ARCHÉOLOGIQUES DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "JEAN ARNAL ET LE NÉOLITHIQUE EN LANGUEDOC" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre du réseau des musées d'histoire et d'archéologie du Grand Montpellier qui lie par convention le musée Henri Prades et le musée du Pic Saint-Loup, et à l'occasion de l'exposition intitulée « *Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc* » organisée du 27 septembre 2014 au 10 août 2015 par le musée Henri Prades, ces deux institutions ont souhaité nouer un partenariat spécifique se déclinant en deux actions : la première consiste à coproduire un film documentaire de 12 minutes sur l'archéologue et médecin Jean Arnal, et la seconde à régler les modalités du prêt temporaire au musée Henri Prades de 43 objets conservés au musée du Pic Saint-Loup.

Ce partenariat, qui renforce les liens collaboratifs existants entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, nécessite la conclusion d'une convention de co-production et de prêt d'objets archéologiques.

La convention proposée définit ainsi les modalités de la coproduction du documentaire « *Sur le fil d'Arnal* » et du prêt du mobilier lithique et céramique (18 lames, pointes de flèche et haches polies ainsi que 25 vases et petits gobelets) en provenance du site de la Grotte du Suquet Coucolières aux Matelles, et conservé au musée du Préhistoire du Grand Pic Saint-Loup.

Le documentaire « *Sur le fil d'Arnal* » est réalisé par la société Kaléo sous la direction de Lionel Pernet, Directeur du musée Henri Prades et de Xavier Guthertz et Luc Jallot de l'Université Montpellier 3-Paul Valéry. Cette

prestation s'élève à 9 950 € H.T., soit 11 940 € T.T.C. Cette somme a été engagée en totalité par le musée Henri Prades. La participation du musée du Pic Saint-Loup à la production de ce film documentaire se monte à 5 000 € T.T.C., qui seront versés par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-loup par mandat administratif. Les deux producteurs sont mentionnés dans le générique et les deux collectivités signataires bénéficient des droits d'exploitation et de diffusion.

Le prêt du mobilier est quant à lui consenti à titre gratuit et provisoire le temps de l'exposition, du 27 septembre 2014 au 10 août 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de co-production documentaire et de prêt d'objets archéologiques dans la cadre de l'exposition "Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc" avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup,
- dire que les crédits correspondants sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA RADIO LENGHA D'OC, DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION PATRIMONIALE MAX ROUQUETTE, LA LIBERTÉ DE L'IMAGINAIRE PRÉSENTÉE À LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola présente du 3 décembre 2014 au 28 février 2015, une exposition patrimoniale intitulée « *Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire* ».

Dans ce cadre, une programmation d'animations et de rencontres est prévue dans l'ensemble du réseau des médiathèques pour mettre à l'honneur l'œuvre de Max Rouquette, et plus généralement la culture et la langue occitanes.

Afin de promouvoir l'exposition « *Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire* », le réseau des médiathèques souhaite établir un partenariat avec Radio Lengha d'Oc, au terme duquel Radio Lengha d'Oc s'engage à relayer gracieusement sur ses ondes, pendant toute la durée de l'exposition, des bandes annonces présentant l'exposition ainsi que différentes chroniques sur l'œuvre et la vie de Max Rouquette. En contrepartie, le logo de Radio Lengha d'Oc sera présent sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'exposition « *Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire* ».

Une convention, définissant les modalités de ce partenariat est proposée à la signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la radio Lengha d'Oc,
- approuver la présence du Logo de la Radio Lengha d'Oc sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition Max Rouquette,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur TRAVIER

La médiathèque centrale Émile Zola organise une exposition consacrée à Max Rouquette, extrêmement importante qui débutera le 3 décembre 2014. À cette occasion et afin de valoriser cette exposition et de faciliter sa diffusion, il est proposé de passer une convention avec la radio de langue occitane Lengha d'Oc afin que celle-ci fasse un certain nombre de reportages, d'articles, etc., sur cette exposition. Et en contrepartie, le logo de la radio Lengadoc sera présent sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'exposition Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Guy Barral.

Monsieur BARRAL

Je n'ai rien à dire sauf que cette exposition tombe à point pour amener Max Rouquette qui est mort il y a 7 ou 8 ans maintenant sur le devant de la scène. Elle est dans le cadre d'une donation faite par la famille de Max Rouquette qui avait été commencée par Max et qui est finie par la famille. Elle va permettre de découvrir tout un tas de facettes qui étaient inconnues de Max Rouquette. C'est-à-dire des lettres, des dessins, quelques peintures et des objets qui l'ont entouré. Et cette convention avec radio Lengadoc est tout à fait naturelle.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Barral. Je serai présent à l'inauguration de cette manifestation parce que nous avons tenu, les occitanistes, à faire figurer dans le journal de l'Agglomération une page sur l'occitan systématiquement. Cela n'a rien à voir avec la réforme territoriale. Max Rouquette était un grand monsieur, nobélisable à plusieurs reprises, auteur en occitan et en français, médecin de profession que j'ai bien connu et avec qui j'ai beaucoup travaillé au Conseil général.

Je vous recommande, si ce n'est déjà fait, de lire l'un de ses chefs-d'œuvre, Vert paradis.

Je mets aux voix.

Vous n'aimez pas l'occitan ? Vous n'êtes pas régionaliste ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°47 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DE MONSIEUR GÉRARD BONAL POUR UNE INTERVENTION À LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola présente, du 3 décembre 2014 au 28 février 2015, une exposition patrimoniale intitulée « Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire ».

Une programmation d'animations et de rencontres est prévue dans l'ensemble du réseau des médiathèques pour mettre à l'honneur l'œuvre de Max Rouquette, et plus généralement la culture et la langue occitanes.

Dans le cadre de cette exposition, il a été proposé d'inviter l'écrivain Gérard Bonal, le 16 janvier 2015. Ce spécialiste de l'œuvre de Colette propose d'évoquer leur amour mutuel des bêtes et de la nature. En effet, le jeune Max Rouquette a écouté plusieurs fois des conférences de Colette et écrit une très belle lettre concernant sa propriété - La Treille Muscate - près de Saint-Tropez.

A titre exceptionnel, au vu de la notoriété de cet auteur, il est proposé que soit pris en charge la totalité des frais réels liés à sa venue à Montpellier dans le cadre de cette exposition patrimoniale, pour un montant maximum de 650 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration, liés à la venue de Monsieur Gérard BONAL,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°48 : CULTURE – MARCHÉ N°3792DC14 DE MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE DES

BÂTIMENTS CULTURELS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La maintenance des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est assurée par des prestataires extérieurs, via des marchés de services qui arrivent prochainement à échéance.

Afin de garantir la continuité de ces prestations indispensables au bon fonctionnement des établissements et à l'accueil optimal, et en toute sécurité, des publics, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, qui conduira à la conclusion d'un nouveau marché de maintenance n°3792DC14. Ce marché concernera l'ensemble des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, exceptés la médiathèque Centrale Emile Zola et le musée Fabre, qui s'appuient sur des marchés spécifiques.

Ce marché sera conclu à prix mixtes, avec une part forfaitaire pour les prestations courantes et récurrentes, et une part à bons de commande, sans minimum ni maximum pour les prestations non quantifiables, liées notamment à l'usure des bâtiments.

L'allotissement, les montants estimatifs du marché, ainsi que leur durée initiale sont précisés dans le tableau ci-dessous :

Lot	Désignation	Montant forfaitaire annuel estimatif €H.T	Mini-maxi annuel €H.T.	Période initiale
1	Médiathèques	120 000 €	Sans mini-maxi	1 ^{er} mars 2015 -28 février 2016
2	Théâtre et spectacles vivants	265 000 €	Sans mini-maxi	1 ^{er} mars 2015 -28 février 2016
3	Musées et enseignements artistiques	200 000 €	Sans mini-maxi	1 ^{er} mars 2015 -28 février 2016

Le marché sera conclu pour une durée initiale d'un an et pourra être expressément reconduit pour une durée d'un an dans la limite de trois reconductions jusqu'au 28 février 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offre relatif à la maintenance multi-technique des bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Au fait, on me dit que dans l'ancien évêché, rue Lallemand, celui qui aurait dû abriter le musée d'art sacré, il y aurait des associations culturelles connues de la ville qui l'occuperaient sans droit ni titre, de façon illégale. Et alors, on me dit même que la plupart d'entre elles auraient signé cette pétition immonde pendant la campagne des municipales qu'ils m'ont adressé en me disant que je ne comprenais rien à la culture, que j'étais un nul et qu'il fallait me dégager. C'est vrai ça, Monsieur Travier ?

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. J'ai découvert récemment effectivement qu'il n'y avait pas des squatteurs, mais des gens qui étaient occupants sans droit ni titre dans les locaux de l'archevêché. Je me suis donc rapproché des services de la culture qui m'ont fourni une liste et effectivement, comme vous venez de le dire, j'ai pu établir des rapprochements entre cette liste historique à laquelle vous faites allusion et certains occupants. En tout cas, il y en a un que j'ai parfaitement reconnu. Monsieur Daniel nous précisera après les noms exacts si besoin. Il y a bien une dizaine d'associations qui font du théâtre, de l'art, etc., qui habitent les lieux. Je me suis donc posé la question

et je ne sais pas ce que nous allons faire. Si nous allons leur conférer un statut juridiquement protégé ou si au contraire nous allons leur demander de partir.

Monsieur le Président

Ils sont occupants sans droit ni titre. Monsieur Fina, je vous charge d'une mission, ou Monsieur Marc Daniel, une mission, parce que je les connais ces oiseaux, ils ont toujours prêché comme s'ils étaient irréprochables. Il faudra vérifier s'ils ne sont pas partis, après mon intervention de ce soir, en apportant les grands tableaux des évêques de Montpellier qui sont sur les murs.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - BRASSERIE - CONVENTION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°10285 du 28 juillet 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public ayant pour objet l'exploitation d'une brasserie au sein du Complexe de rugby Yves du Manoir afin de développer l'animation au sein de cette enceinte sportive et de créer un lieu de vie et de rencontre quotidien pour tous les publics.

Cette convention a été transférée à la SASP Montpellier Rugby Club par avenant n°1 approuvé par délibération n°11509 du 11 avril 2013.

Afin de réaliser sous la maîtrise d'ouvrage de la SASP Montpellier Rugby Club, les travaux d'aménagement de gros œuvre et de second œuvre nécessaires à l'installation et à l'exploitation de la Brasserie, la délibération du 29 octobre 2013 a autorisé la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en accord avec la SASP Montpellier Rugby Club, à modifier la convention d'occupation temporaire du domaine public par avenant n°2. A cette occasion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de la réglementation et des jurisprudences applicables a autorisé la sous-location, sous réserve de son agrément, d'une partie de l'espace mis à disposition de la SASP Montpellier Rugby Club afin d'optimiser l'exploitation de la Brasserie.

Les contraintes actuelles de viabilisation de la ZAC Ovalie nécessitent un raccordement provisoire des équipements nécessaires au bon fonctionnement de la Brasserie sur le réseau électrique du stade de rugby.

Après réalisation de ce raccordement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier procédera annuellement à la refacturation des charges d'électricité identifiées pour l'exploitation de la Brasserie.

Afin de prendre en compte la situation provisoire définies ci-dessus, il est nécessaire de revoir, de manière temporaire, la rédaction des articles 6.12 et 7.2 de la convention d'occupation du domaine public.

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°3 à la convention d'occupation mentionné précédemment ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°3 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Il s'agit tout simplement, par rapport à l'installation de certains appareils dans la brasserie, d'un raccordement provisoire sur le stade de rugby. Des questions ? Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Merci, Monsieur le Président. Comme c'est le seul dossier du sport ce soir, je tiens à vous avertir que le BLMA a gagné 76 contre 55 ce soir contre une belle équipe, celle de Basket Landes qui est l'un des prétendants au titre. Trois matchs, trois victoires, je vous invite à venir voir Villeneuve d'Ascq le 8 novembre à Lattes.

Monsieur le Président

Et nous ferons bientôt la photo officielle. Bravo au BLMA et merci à Monsieur Meissonnier. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - MODIFICATIONS D'OPÉRATIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Pour mémoire, les clôtures d'autorisations de programme seront proposées dans le cadre du bilan de clôture des opérations.

Autorisations de programme dont les crédits de paiement sont modifiés dans le cadre de la DM1 2014 sans que le montant global pluriannuel de l'AP soit modifié, seul un ajustement annuel étant nécessaire :

Direction des transports : Investissements DSP Transports				
Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014	
Initial	Révisé			
41 355 000	45 513 455	12 815 949,16	1 324 591	
Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	
31 372 915,12	8 562 500	8 906 000	13 904 415,12	

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
6 000 000	6 645 100	3 338 691	2 260 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 046 409	1 046 409

Direction des transports : Ligne 5 - bouclage ligne 4 de tramway (montants en Millions d'euros)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		

388,4	388,4	13,550	9,215
-------	-------	--------	-------

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
365,635	120,235	60,000	57,000	128,400

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider les modifications des autorisations de programmes relatives aux investissements liés à la DSP transports, au pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch et à la réalisation de la ligne 5 - bouclage de la ligne 4 de tramway ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Simplement toute modification des autorisations de programmes et des crédits de paiements doit être présentée en Conseil d'Agglomération.

Donc, la première opération concerne les investissements concernant les transports. Il y a une modification des crédits de paiements qui sont ouverts au titre de l'exercice 2014 et il y a une diminution par rapport au chiffre de 1 324 591, de 217 000 euros. Au titre du pôle intermodal d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch, c'est le contraire, il y a une augmentation de 160 000 euros. On passe donc de 2,1 millions à 2,26 millions d'euros. Le reste est inchangé. Enfin, la dernière modification que je vous propose concerne la ligne 5. Comme vous savez, la ligne 5 est reportée. Il s'agit de boucler la ligne 4 et donc, nous enregistrons une diminution de 13 190 000 dans le total qui est proposé, qui fera l'objet de modifications parce que la ligne 5 et la ligne 4 sont encore à préciser.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit. En parlant de ça, vous avez vu que l'éco taxe a disparu. Je vous laisse donc deviner où sont passés les 36 millions qui devaient abonder la ligne 5. Nous ne nous étions pas trompés dans le diagnostic. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Véronique DEMON, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°51 : FINANCES – BUDGET 2014 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes du service funéraire et d'assainissement.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **30 894,00 euros en fonctionnement** et à **- 26 899 312,71 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-663 621,65	694 515,65	30 894,00
dont 920 – Administration générale	-13 000,00		-13 000,00
dont 923 – Culture	8 235,00		8 235,00

dont 924 – Sport et jeunesse	-11 000,00		-11 000,00
dont 927 – Logement	-64 680,00		-64 680,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	916 823,35		916 823,35
dont 931 – Opérations Financières	-1 500 000,00		-1 500 000,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		694 515,65	694 515,65
Total général	-663 621,65	694 515,65	30 894,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	30 894,00	0,00	30 894,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	30 894,00		30 894,00
Total général	30 894,00	0,00	30 894,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-14 044 155,09	-12 855 157,62	-26 899 312,71
dont 900 – Administration générale	15 000,00		15 000,00
dont 904 – Sport et jeunesse	4 630 000,00		4 630 000,00
dont 907 – Logement	128 652,11		128 652,11
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-18 817 807,20		-18 817 807,20
dont 910 – Opérations patrimoniales		-12 855 157,62	-12 855 157,62
Total général	-14 044 155,09	-12 855 157,62	-26 899 312,71

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-14 738 670,74	-12 160 641,97	-26 899 312,71
dont 907 – Logement	-130 000,00		-130 000,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-639 920,00		-639 920,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		-12 855 157,62	-12 855 157,62
dont 911 – Dettes et autres opérations	-11 430 746,74		-11 430 746,74
dont 912 – Dotations, subv., participat° non affectées	-2 538 004,00		-2 538 004,00

dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		694 515,65	694 515,65
Total général	-14 738 670,74	-12 160 641,97	-26 899 312,71

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe du service funéraire s'équilibre à **0 euros en fonctionnement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe du service funéraire se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DU SERVICE FUNERAIRE – EXPLOITATION

SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	-50 000,00
dont 011 – Charges à caractère général		-50 000,00		-50 000,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés		100 000,00		100 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante		-50 000,00		-50 000,00
Total général		0,00	0,00	0,00

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	0,00
Total général		0,00	0,00	0,00

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe du service funéraire par chapitre budgétaire en section d'exploitation, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **0 euros en fonctionnement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION

SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	70 000,00

dont 011 – Charges à caractère général	-70 000,00		-70 000,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés	70 000,00		70 000,00
Total général	0,00	0,00	0,00

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	0,00
Total général		0,00	0,00	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Comme son nom l'indique, c'est une décision modificative. C'est-à-dire que c'est simplement une adaptation du budget primitif et du budget supplémentaire. Il n'y a pas de modifications très importantes, si ce n'est le décalage de la ligne 5 dont je viens de parler.

Les chiffres importants, je vous les explique tous, il y en a 6.

Sur les opérations financières, on diminue de 1,5 million, cela est dû au fait que les taux d'intérêt baissent considérablement par rapport à ce qui était prévu.

En ce qui concerne le second chiffre important, c'est le chiffre de 694 515 euros qui portent sur le virement. On augmente le virement à la section d'investissement.

En ce qui concerne les investissements, vous notez une dépense sport et jeunesse de 4 630 000. Il s'agit de réparer ce qui a eu lieu au stade de la Mosson. Nous sommes donc bien obligés de dépenser, bien sûr, il y aura une prise en charge, au moins partielle par les compagnies d'assurances, mais le chiffre n'est pas encore connu et les négociations continuent.

Vous avez noté une diminution de 18 817 000. Il s'agit essentiellement des modifications concernant la ligne 4 et la ligne 5, ainsi que des reports d'investissement sur l'année 2015. Enfin, cela nous permet deux choses, de diminuer le recours à l'emprunt de 12 562 000 euros et également une diminution de 2 538 000 qui sont dus puisqu'il y aura moins de dépenses concernant les lignes 4 et 5. Il y aura donc une diminution du fonds de compensation de la TVA. Ce sont donc des opérations au total peu importantes par rapport au budget précédent qui nous permettent d'envisager le budget 2015 dans des conditions satisfaisantes.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Lévit. Ce sont des bons chiffres. Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°52 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2014 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de la Décision Modificative 2014, il est proposé l'affectation ou la modification des subventions d'investissement et de fonctionnement suivantes :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant

20421	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LR (CEN LR)	10 000
-------	--	--------

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	SAOS MONTPELLIER VIPERS	-96 666
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB	45 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation ou de la modification des subventions d'équipement et de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Il y a une subvention pour le conservatoire d'espace naturel à hauteur de 10 000 euros. Il y a une subvention de diminution de fonctionnement pour la SAOS Montpellier, c'est une entreprise dans le domaine du hockey sur glace qui a disparu. Donc, la subvention n'a pas lieu d'être versée. Par contre, on verse une subvention à Montpellier Agglomération hockey club de 45 000 euros.

Monsieur le Président

Qui demande à prendre la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°53 : HORS COMMISSION – COMPLEXE DE RUGBY YVES-DU-MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE L'ALTRAD STADIUM AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

La présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération un rayonnement national.

Lors des journées du 29 septembre et 6 octobre 2014, à la suite de fortes pluies, plus de deux mètres d'eau ont gravement endommagé l'ensemble du rez-de-chaussée du complexe sportif de la Mosson comprenant les vestiaires, les gradins, la pelouse, les locaux administratifs et bureaux, l'espace VIP ainsi que le gymnase Lou Clapas.

Les locaux techniques, ainsi que la chaufferie, l'éclairage et le circuit électrique ont subi des dégâts très importants.

Au regard de l'ampleur de ces sinistres et des travaux à engager pour remettre en état de fonctionnement le stade, les prochains matchs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) ne pourront pas se dérouler au stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Aussi, afin de maintenir l'organisation des prochaines rencontres sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier, et après concertation avec les instances du Montpellier Rugby Club (MRC), il est proposé d'établir une convention temporaire d'occupation de l'Altrad Stadium avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Hérault Sport Club.

Cette nouvelle convention prévoit la mise à disposition de l'Altrad Stadium pour l'organisation des prochaines rencontres du MHSC jusqu'au 31 janvier 2015, avec possibilité de reconduction expresse si besoin.

Le montant de la redevance par match sera de 11 700 € H.T, identique à celle versée à ce jour par le Montpellier Hérault Rugby Club.

La mise en œuvre de cette convention suspend donc provisoirement l'autorisation d'occupation du Stade de la Mosson par le Montpellier Hérault Sport Club.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition de l'Altrad Stadium au MHSC jusqu'au 31 janvier 2015 avec

possibilité de reconduction expresse ;

- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Nous reconduisons une convention temporaire pour l'utilisation du stade de rugby du complexe Yves du Manoir et de l'Altrad stadium en attendant de négocier toute une série de choses que nous avons en discussion avec le club. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - NOUVELLE DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Les événements climatiques exceptionnels des 29 septembre et 6 octobre 2014 ont causé des dégâts très importants au stade de la Mosson-Mondial 98. Les opérations d'expertise sont en cours mais les premières estimations des travaux de réparation s'élèvent à plusieurs millions d'euros.

Il est économiquement et sportivement nécessaire que le Montpellier Hérault Sporting Club puisse à nouveau, dans les meilleurs délais, organiser ses rencontres au sein de son stade historique.

Le stade de la Mosson-Mondial 1998 contribue depuis de nombreuses années à l'animation de notre Agglomération ainsi qu'à son rayonnement et sa promotion au niveau national et international.

La délégation au président de l'ensemble des actes relatifs à la conclusion des marchés publics participant à la remise en état du stade permet d'optimiser les délais.

A cet effet la délibération n° 12201 du 22 avril 2014 concernant les délégations de l'assemblée délibérante au président pourrait être complétée par un article 4.12 rédigé comme suit :

-prendre tous les actes ne relevant pas des dispositions mentionnées aux articles 4.1 à 4.11 de la délibération n°12201 du 22 avril 2014, relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux et de fournitures courantes et services, participant à la remise en état du stade de la Mosson-Mondial 1998, suite aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre et 6 octobre 2014.

Cette délégation temporaire s'achèvera à l'issue de la remise en service du stade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déléguer au président, en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la prise des actes ne relevant pas des dispositions mentionnées aux articles 4.1 à 4.11 de la délibération n°12201 du 22 avril 2014, relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux et de fournitures courantes et services, participant à la remise en état du stade de la Mosson-Mondial 1998, suite aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre et 6 octobre 2014,
- dire que cette délégation s'achèvera à la date de remise en service du stade de la Mosson-Mondial 98,
- dire que le Président peut déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit là des événements climatiques exceptionnels des 29 septembre et 6 octobre qui ont causé des dégâts très importants au stade de la Mosson. Les opérations d'expertise sont en cours, mais les premières estimations des travaux de réparation s'élèvent à plusieurs millions d'euros, aux alentours de 6 millions d'euros. Il était économiquement et sportivement nécessaire que Montpellier-Hérault Sports club puisse dans les meilleurs délais organiser ses rencontres sportives au sein de son stade historique. La délégation au président de l'ensemble des actes relatifs à la conclusion des marchés publics, participera à faciliter la remise en état du stade, ce qui nous permettra de pouvoir envisager favorablement de pouvoir recevoir l'OM le 10 janvier. Nous espérons que tout ça sera bouclé pour le 10 janvier. Parce que l'Altrad stadium, c'est bien pour le rugby, ça n'est pas tout à fait ça pour le foot. Le stade de la Mosson est bien mieux conçu pour recevoir les grands derbies. Nous nous sommes arc-boutés, et je remercie particulièrement Christian Fina, tous les services de l'Agglomération, tous nos conseils qui ont été présentés pour pouvoir diligenter cette opération qui, à mon sens, pourra remettre en ordre de marche le stade de la Mosson pour le match de l'OM le 10 janvier. En attendant, on joue à l'Altrad stadium et je remercie la bonne entente qu'il y a eu entre les sieurs Nicollin et Altrad.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DES COMMISSIONS - DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°12202 du 22 avril dernier, le Conseil de Communauté a approuvé la création de 15 Commissions chargées d'étudier les affaires soumises au Conseil dont le domaine d'intervention a été fixé comme ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATION USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI-TPE et PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEU AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

Puis, par délibération n°12289 du 19 mai 2014, le Conseil de Communauté a désigné les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres. Cette délibération a été modifiée lors du Conseil du 31 juillet 2014 (délibération n°12482)

A la suite de nouvelles demandes d'inscription d'élus et de désignations de représentants des communes par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que cette délibération annule et remplace la délibération n°12482 prise en séance du Conseil du 31 juillet 2014 ;
- désigner les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres tels que figurant dans les tableaux ci-annexés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Nous acceptons d'autres élus qui auront voulu s'inscrire après la première vague d'inscription au début du mandat, nous les intégrons dans les commissions. C'est pour prendre acte de cette intégration de nouveaux élus. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Trois dates : le 27 novembre prochain, Conseil d'Agglomération à 18 heures, le 18 décembre, dernier Conseil d'Agglomération de l'année 2014.

Je voudrais insister sur plusieurs choses. Nous avons prévu 4 conférences de presse pour rendre compte du travail entrepris et à entreprendre sur les piliers de la métropole et du pôle métropolitain. La première conférence de presse, nous l'avons tenu avec Isabelle Touzard sur l'agroécologie alimentation.

La deuxième conférence de presse, je la tiendrai avec Isabelle Gianiel sur la mobilité et les transports.

La troisième conférence de presse, je la tiendrai avec Stéphanie Jannin sur l'aménagement du territoire, sur l'urbanisme, ville et Agglomération future métropole. Tout cela dans la réflexion préalable à l'élaboration des schémas de cohérence territoriaux qui seront rediscutés en 2015.

Et au début janvier, avec Catherine Dardé, nous poserons les grandes bases de la politique de la ville qui sera transférée simultanément à l'Agglomération.

Merci beaucoup.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

N°D2014-463 - 24/09/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3614PS14 de fourniture et pose de quinze cases mortuaires réfrigérées, froid positif - Dépose et pose des anciennes cases réfrigérées

Objet : Un marché est passé avec la société Hygeco International Produits sise Garges-lès-Gonesses. Ce marché concerne la fourniture et la pose de quinze cases réfrigérées, froid positif - Dépose et pose des anciennes cases réfrigérées. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de trois mois. Le montant du marché s'élève à 31 005 € H.T.

N°D2014-471 - 03/10/14 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3734DS14 pour l'achat de places pour les événements de la Park & Suites Arena

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société Montpellier Events pour l'achat de places à l'ARENA. Description des prestations demandées : package de 12 places avec prestations VIP (restauration et accueil privilégié) valables pour 10 événements soit un total de 120 places à choisir dans la programmation de l'Arena. Le montant des prestations s'élève à 30 000,00 € H.T. Le recours à l'article 35.II.8 du Code des Marchés Publics s'impose, seul cet opérateur économique étant en capacité de réaliser cette prestation.

N°D2014-497 - 17/09/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n° 3 de transfert du marché n° 2556EA11 de travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n° 1

Objet : Un avenant n° 3 au marché n°2556EA11 - Lot 1 doit être passé en vue du transfert à l'ENTREPRISE MALET des prestations exercées jusqu'alors par la société SPIE BATIGNOLLES PETAVIT SUD sans modification des conditions financières du marché.

N°D2014-501 - 03/10/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un avenant au marché 3464UA13 de réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés

Objet : Le marché relatif à la réalisation d'audits énergétiques a été conclu avec un groupement dont le mandataire est la société Crealead à Montpellier.

L'avenant prévoit que le prestataire réalise quatre esquisses supplémentaires, illustrant le plan de travaux Bâtiment Basse Consommation et destinées à exprimer la nouvelle image du bâtiment et à mettre en valeur les éléments les plus significatifs (pans vitrés, ensembles de brise-soleil, variations colorées...etc.). Ces images serviront à communiquer auprès des copropriétaires en confrontant celle-ci à l'image de l'existant et leur permettra d'imaginer le résultat des travaux préconisés et d'en peser l'impact en terme de valorisation. Elles sont également destinées aux services de l'Agglomération comme élément d'appréciation du résultat escompté. En outre l'avenant prévoit la participation de l'équipe prestataire à 4 réunions supplémentaires. Le présent avenant s'élève à 6 980 € H.T, soit 8 376 € T.T.C. Le nouveau montant du marché s'élève à 76 880 € H.T.

N°D2014-549 - 22/09/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Marché n° 3706GD14 de prestations occasionnelles de transport de déchets de la Régie de collecte - Lot n°1 - Attribution à la société JPM Transports

Objet : Le marché concerne des prestations occasionnelles de transport de déchets. Le lot n°1, conclu avec la société JPM Transports sise à VAUVERT, concerne le transport de déchets verts depuis les sites d'ACTISOL et de Grammont vers les stations d'épuration de Baillargues, de Fabrègues, et éventuellement vers l'usine de méthanisation AMETYST. Le marché prendra effet à sa notification, pour une période de un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Le montant annuel du marché s'élève à un

maximum de 24 000 € H.T.

N°D2014-563 - 17/09/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°3 de transfert du marché n°2556EA11 de travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n°2

Objet : Un avenant n°3 au marché n°2556EA11 - Lot 2 doit être passé en vue du transfert à l'entreprise MALET des prestations exercées jusqu'alors par la société SPIE BATIGNOLLES PETAVIT SUD sans modification des conditions financières.

N°D2014-571 - 16/09/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3635RI14, achat de matériel informatique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec DELL à Montpellier. Ce marché concerne l'achat de matériel informatique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T et maximum à 206 000 € H.T.

N°D2014-573 - 24/09/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3752PS14 de fourniture et pose d'un groupe froid au Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier

Objet : Un marché de fourniture et pose d'un groupe froid au Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier est passé avec la Sarl Climavie, sise à Mauguio pour un montant de 26 559, 05 € H.T pour une durée de trois mois.

N°D2014-574 - 19/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession gratuite d'un photocopieur vétuste de marque Gestetner

Objet : Le photocopieur de marque Gestetner, n° 3222 H2404201022, du fait de sa vétusté, est cédé à l'association "Les Amis et Compagnons d'Emmaüs sise à Saint-Aunès. Cette cession a lieu à titre gratuit compte tenu de la vétusté du matériel et de la mission d'intérêt général de l'association.

N°D2014-576 - 25/09/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Machine Théâtre - Théâtre du Hangar

Objet : Le théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Machine Théâtre de fin septembre à début octobre 2014 pour y organiser des répétitions.

N°D2014-581 - 17/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°3718DE14 pour la maintenance multitechnique des bâtiments du BIC (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)

Objet : Un marché est passé avec l'entreprise COFELY GDF SUEZ, agence Languedoc Roussillon dont le siège social est situé à Montpellier, pour la maintenance multitechnique des bâtiments du BIC de Montpellier Agglomération (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi) avec travaux et prestations associées. Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant de 66 819,00 euros H.T.

N°D2014-582 - 17/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°3719DE14 passé avec la société Karola services pour le nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché est passé avec l'entreprise KAROLA SERVICES à Montpellier pour le nettoyage des parties communes et bureaux du personnel des bâtiments du BIC de Montpellier Agglomération (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi et un local situé dans le hall de l'aérogare de Montpellier Méditerranée). Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant de 86 860,00 euros H.T.

N°D2014-584 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes du Musée Henri Prades à Lattes

Objet : Transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances suite aux préconisations du trésorier dans le cadre du contrôle de la régie : encaissement pour compte de tiers concernant la vente d'ouvrages mis en dépôt.

N°D2014-586 - 25/09/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 de transfert du marché 3209EA13 de Maîtrise d'œuvre pour le dévoiement du collecteur unitaire T130 "ruisseau des vaches" à Montpellier

Objet : Suite au transfert de l'activité de la société COUMELONGUE INGENIERIE SAS par fusion-absorption, avec effet au 30 juin 2014 emportant transmission universelle du patrimoine au profit de sa société mère, la société SNC-LAVALIN SAS, sise à Paris (75), un avenant n°1 au marché 3209EA13 de Maîtrise d'œuvre doit être passé en vue du transfert à la société SNC-LAVALIN SAS des prestations exercées jusqu'alors par la société COUMELONGUE INGENIERIE.

N°D2014-588 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Jean de la Fontaine à Lavérune

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Jean de la Fontaine. L'article

mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires.

Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-589 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque George Sand à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Georges Sand. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires. Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-590 - 22/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision modificative relative au marché n°3665CG14, mission d'audits externe pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lot 1 "Association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon"

Objet : Un marché prestations intellectuelles est passé avec la société A2A conseil. Ce marché concerne des missions d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le lot 1 : association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon. Le délai d'exécution du lot 1 est de 3 mois maximum. Le montant estimatif du marché s'élève à 20 400 € HT, soit 24 448 € T.T.C.

N°D2014-591 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SBED (Santé Bien Être Diffusion) dans le VEAS (village d'entreprises artisanales et de services) Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SBED (Santé Bien Être Diffusion) est agréée en vue de la location dans le VEAS (village d'entreprises artisanales et de services) Parc 2000 à Montpellier. Son activité est la commercialisation de robots culinaires et la fabrication de compléments alimentaires buvables. Elle est candidate à la location du lot A10 de 221,64 m² pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

N°D2014-592 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Federico Garcia Lorca à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Federico Garcia Lorca. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires. L'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie Générale est autorisée. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-593 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Victor Hugo à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Victor Hugo. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires. L'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie Générale est autorisée. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-596 - 19/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3406MG13 "Acquisition, installation et maintenance de photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"

Objet : Un avenant n°1 au marché n° 3406MG13 "Acquisition, installation et maintenance de photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier" est signé avec la société Partenaire Bureautique SA Fac Similé Canon, située à Montpellier. Le montant de l'avenant s'élève à 28 404 € H.T et fait passer le montant du marché à 199 004 € H.T.

N°D2014-597 - 19/09/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'acceptation du don d'une sculpture dénommée "Alizée"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don d'une sculpture dénommée "Alizée", don de feu François Cacheux, sculpteur.

N°D2014-599 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Federico Fellini à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Federico Fellini. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires ; il est donné l'autorisation d'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie générale. A la demande du régisseur le fonds de caisse passe de 75 € à 50 €. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-600 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque La Gare à Pignan

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque La Gare à Pignan. L'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie Générale est autorisée. Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-601 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Jean Jacques Rousseau. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires ; l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds est autorisée. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-602 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque William Shakespeare à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque William Shakespeare. Il devient nécessaire d'autoriser l'ouverture d'un compte de dépôt. Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-603 - 19/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "ESMA - Tribunal d'Instance - titre exécutoire du 7 janvier 2013"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation à comparaître le 7 octobre 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) près le Tribunal d'Instance de Montpellier contre le titre exécutoire du 7 janvier 2013 d'un montant de 826,40 euros émis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à son encontre portant sur la collecte de déchets non ménagers.

N°D2014-604 - 19/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "ESMA - Titre exécutoire du 30 décembre 2013"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation à comparaître le 7 octobre 2014 près le Tribunal d'Instance de Montpellier par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) contre le titre exécutoire du 30 décembre 2013 d'un montant de 833,49 euros émis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à son encontre portant sur la collecte de déchets non ménagers.

N°D2014-610 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 est conclu avec la société ITK pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle à payer par la société ITK pour la surface de 340,07 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 4 110,18 € euros H.T. et hors charges.

N°D2014-611 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Dans un souci de simplification et de modernisation de son action administrative, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite mettre en place le dispositif de carte affaires qui facilite le paiement des frais de déplacement, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

N°D2014-612 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société EUROMASSANE dans la ZAC Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la société EUROMASSANE, présentée par la SERM est agréée en vue de l'acquisition, dans la ZAC Euromédecine II à Grabels, du lot 321 de 2 120 m² pour la construction d'un bâtiment de bureaux. Cette candidature porte sur l'acquisition du lot 321 de 2 120 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 1 374 m² de surface de plancher. L'utilisateur final sera la société ESPACE SENTEIN pour un centre de formation (912 m²) et une partie locative (462 m²). L'entreprise projette un effectif de 46 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-613 - 02/10/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEXITY REGION VIII dans la ZAC Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la société NEXITY REGION VIII est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Euromédecine II à Grabels du lot 102 de 11 437 m² pour de la promotion immobilière.

N°D2014-614 - 02/10/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Interstices - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar, sis à Montpellier à disposition de la Compagnie Interstices du 11 au 31 octobre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

N°D2014-619 - 26/09/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section CO n° 1, 2, 58 et 59 ; CP n° 6, 16, 27 et

28 ; CR n° 1 ; CW n° 78, 79 et 84 - Commune de Juvignac

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de Madame Arlette JUNILLON épouse ZIEBELIN des parcelles cadastrées CO n° 1, 2, 58 et 59, CP n° 6, 16 et 27, CR n° 1, CW n° 84, 1/5ème de CP n° 28, 1/5ème des 8/11ème de CW n° 78 et 79 d'une surface totale de 77 368 m², terrains en landes et chemin, situées au lieudit Naussargues à Juvignac. Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 462 195 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.

N°D2014-620 - 02/10/14 - Direction de la Communication

Décision relative à un marché n°3758CO14 de conception de l'identité visuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue du passage éventuel en métropole le 01/01/2015 - Création d'un nom, d'un logotype et d'une charte graphique

Objet : Le marché 3758CO14 de conception de l'identité visuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue du passage éventuel en métropole le 01/01/2015 est conclu avec la société WONDERFUL située à Castelnau-le-lez. Ce marché est conclu de sa date de notification jusqu'au 31/12/2014. Le montant du marché est de dix huit mille euros H.T (18 000,00 €H.T).

N°D2014-621 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 octobre 2010 est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015.

A compter du 1er octobre 2014, la redevance mensuelle à payer par la société ADN ID pour la surface de 147 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 1 953,48 € euros H.T. et hors charges

N°D2014-622 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRADEO Security Systems au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PRADEO Security Systems pour une période de 12 mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 100,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 453,37 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-623 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société NADRA TECHNOLOGIES pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NADRA TECHNOLOGIES pour la surface 58,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 784,22 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-626 - 08/10/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3412TV13, Travaux d'aménagement de la rue de Cholet et de la rue de Castelle

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société EUROVIA à Juvignac. Ce marché concerne les travaux d'aménagement de la rue Cholet et de la rue de Castelle. La durée du marché est de 1 an. Le délai d'exécution de chaque tranche est de 4 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux. Le montant total du marché s'élève à 297 618.10 € H.T. (Le montant de la tranche ferme est de 177 208.70 € H.T et le montant de la tranche conditionnelle est de 120 409.40 € H.T).

N°D2014-631 - 08/10/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Convention portant constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelle section BB n° 46 - Commune de Clapiers

Objet : Il est proposé la signature d'une convention relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds, au profit d'ERDF, sur la parcelle cadastrée section BB n° 46, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sise commune de Clapiers. Cette servitude est nécessaire au raccordement en électricité des exploitations agricoles. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 50 €.

N°D2014-632 - 08/10/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Convention portant constitution d'une servitude d'implantation d'un poste de transformation électrique -
Domaine de Viviers - Parcelle section BB n° 46 - Commune de Clapiers**

Objet : Il est proposé la signature d'une convention relative à la constitution d'une servitude d'implantation d'un poste de transformation de courant électrique « 34077P0040 – LA PLAINE » au profit d'ERDF (Électricité Réseau Distribution France) sur une parcelle propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la Commune de Clapiers (cadastrée section BB n° 46, d'une superficie de 10 m²). Ce poste est nécessaire au raccordement en électricité de différentes parcelles constituant une partie du domaine de Viviers. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-634 - 14/10/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3756RI14 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Agglomération est conclu avec la société COMOIE sise à TOULOUSE. En relation avec les prestataires intégrateurs des outils techniques et les équipes de la Direction des Ressources Informatiques, le titulaire du marché assurera l'interface avec les interlocuteurs dans les communes pour l'étude de leurs besoins, les spécifications fonctionnelles, le suivi de la mise en œuvre et la formation à l'utilisation. Ce marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Le montant du marché est compris entre un minimum de 15 000 € H.T. et un maximum de 50 000 € H.T.

N°D2014-637 - 02/10/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Société ALPHA SCI"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite à l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la société ALPHA SCI contre l'exercice du droit de se substituer à l'adjudicataire par la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les biens cadastrés section SH n°38, 39 et 40 sis sur la commune de Montpellier.

N°D2014-638 - 02/10/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "BERTHOMIEU Emilie"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1401762-4 par Madame Emilie BERTHOMIEU tendant à obtenir réparation pour préjudice matériel suite à un accident de la circulation dont elle a été victime rue Cholet à Montpellier.

N°D2014-644 - 14/10/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3745RI14 de mise en place d'une plateforme mutualisée de services numériques à destination des communes de l'Agglomération de Montpellier

Objet : La plateforme d'e-administration a pour objectif de proposer aux collectivités membres un ensemble de services cohérents couvrant la chaîne de dématérialisation de bout en bout à travers un portail sécurisé et unifié de manière à faciliter les usages et les échanges entre les collectivités et les services de l'Etat (possibilité de signer électroniquement des documents numériques, télétransmettre des documents à la Préfecture, au comptable public etc.). Dans un second temps, la plateforme proposera d'autres services dont un service d'archivage numérique pour garantir un archivage à valeur probante des documents numériques ainsi qu'une gestion électronique de documents. Dans ce contexte, un marché n°3745RI14 de mise en place d'une plateforme mutualisée de services numériques à destination des communes de l'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société ADULLACT PROJET sise à MONTPELLIER. Ce marché est conclu pour une durée de 16 mois à compter de sa date de notification. Le montant du marché est compris entre un minimum de 40 000 € H.T. et un maximum de 50 000 € H.T.